

La métamorphose écologique

imagine

demain le monde

Numéro spécial
Sommet de la planète
"Rio+20"



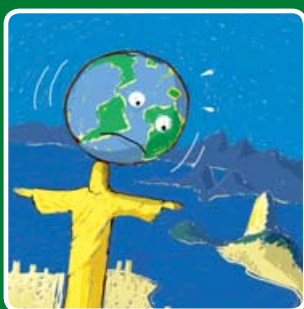
Urgence écologique ! Réenchanter l'imaginaire



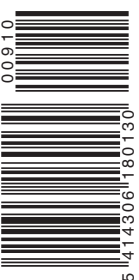
Etat des lieux
de la planète

Comment décider
autrement ?

Pour
décider quoi ?



- **Politique**
Activez... votre langage !
- **Chronique de Claude Semal**
Eva et Jean-Luc
- Faire la chasse
au **gaspillage alimentaire**



Nous vivons dans une économie de déstockage, qui puise sans compter dans les réserves de la planète (énergies fossiles, minerais, phosphates, poissons...). Ces stocks ont une limite, qui sera bientôt atteinte. Le rapport *Les limites de la croissance*, publié en 1972, situe le début de l'effondrement de la civilisation thermo-industrielle avant 2030. Il resterait donc moins de 20 ans pour répondre à l'« urgence écologique ». La conférence mondiale de Rio+20, qui se déroulera en juin prochain, constitue une belle occasion d'agir : vite, ralentir et réenchanter notre imaginaire.

Faire face à

« **D**es emmerdeurs », « des donneurs de leçons » ou encore « des oiseaux de mauvais augure » : c'est ainsi, le sourire en coin, que les tenants de la prédation planétaire, du *business as usual* comme on dit, qualifient généralement les écologistes. Et pourtant, depuis une cinquantaine d'années, sur quels sujets essentiels ceux-ci se sont-ils trompés ?

La perte mille fois trop rapide de biodiversité ? La montée de l'effet de serre ? Le gâchis de la déforestation ? Le scandale du nucléaire ? L'exploitation honteuse du tiers-monde ? La disparition vertigineuse des terres cultivables ? La folle course aux armements ? L'indécence des îlots d'opulence dans un océan de misère ? Le pillage des ressources marines ? L'impasse de la société de consommation ? La surpopulation ? La fin des énergies fossiles ?...

2030 : l'effondrement enclenché

« *L'homme fait partie de la nature, et sa guerre contre la nature est inévitablement une guerre contre lui-même* », avertissait en 1962 Rachel Carson, biologiste américaine auteur du *Printemps silencieux*, ouvrage qui faisait le constat des énormes ravages causés par l'usage inconsidéré des pesticides de synthèse (1).

Dix ans plus tard, en 1972, sortait un autre livre qui constitue aujourd'hui encore un tournant : *Les limites de la croissance*, le premier rapport au Club de Rome. Le propos était simple : la croissance, considérée comme le moteur de l'économie – on était alors en pleine explosion de la société de consommation –, est tout simplement incompatible avec les ressources forcément limitées de la Terre.

Quarante ans plus tard, en 2012, la vraie portée des *Limites de la croissance* n'a toujours pas été prise en considération par la plupart des dirigeants (*lire l'analyse de ce fameux rapport ainsi que l'interview de Dennis Meadows en pages 18 à 21*). *Les limites de la croissance* a bien sûr fait l'objet de plusieurs mises à jour permettant de vérifier – de manière ô combien troublante – la pertinence de l'analyse réalisée en 1972. Et donc de confirmer la très grande instabilité du fonctionnement de notre « système mondial ». Selon la dernière de ces mises à jour, si l'on continue le *business* comme maintenant, un premier processus d'effondrement global débutera avant 2030, en raison de l'épuisement des ressources non

renouvelables, dont les énergies fossiles (*voir le schéma en page 19*). D'autres effondrements s'ensuivront, dont celui de la population, causés par la pollution et la crise de l'alimentation.

Si l'on est d'accord pour faire le constat, en termes de perception du temps, que la chute du mur de Berlin c'était hier (1989, c'était il y a 23 ans), alors 2030 (soit dans 18 ans) est plus proche que... demain. Et pourtant, globalement, autour de nous – sauf parfois ici ou là sur les écrans télé, mais c'est émotionnellement tellement loin ! –, quasi rien ne semble indiquer l'urgence. Tout roule : les supermarchés pleins à craquer, le trafic automobile de plus en plus intense, les vols en avion sans rime ni raison, la campagne jour après jour grignotée par le béton...

« *La schizophrénie reste totale* », observe Serge Latouche, professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay et « objecteur de croissance », qui rappelle les étonnants propos de Jacques Chirac, lors de grandes conférences internationales : « *La maison brûle...* » ou de Tony Blair : « *Il n'y a rien de plus grave, rien de plus urgent, rien qui n'exige plus de décisions...* » Et Latouche de constater : « *Chacun multiplie les discours et continue ensuite sa politique néolibérale prédatrice. Et nous voilà aujourd'hui entre Krach et crash...* » (2).

1992 : l'immense espoir du Sommet de Rio

Depuis les années 70, les associations actives dans les domaines de l'éducation, de l'environnement, des droits de l'Homme – ces milliers de mouvements, ONG, groupes, partis ou autres syndicats, petits et grands, qui ont placé le respect de la planète et de la justice sociale au cœur de leur projet – ont pris une place de plus en plus importante dans nos sociétés. Ils affrontent donc sur tous les terrains les tenants du modèle productiviste.

Aux Nations unies, cette évolution progressive des esprits avait débouché sur l'organisation d'une première grande conférence sur l'environnement, intitulée « Stockholm 72 ». Puis sur la publication, en 1987, de *Notre avenir à tous* (3), le livre qui a inventé la notion de développement durable. C'est-à-dire un développement « *qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ».

Une idée séduisante de prime abord, mise en œuvre lors d'un mémorable « Sommet de la Terre », organisé par la Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement (CNUED), en 1992 à Rio, au Brésil. J'étais à l'époque rédacteur



par André Ruwet, rédacteur en chef

L'« urgence écologique »

en chef du magazine *Greenpeace* et nous avons réalisé un numéro spécial intitulé *L'homme qui avait une planète dans la tête*. L'enthousiasme était exceptionnel. Nous assistions à la plus importante réunion de chefs d'Etat jamais organisée. Tous allaient être concernés : les Etats, les entreprises et les ONG bien sûr, mais aussi les administrations, les communes, les mouvements de jeunesse, les écoles... Un consensus de rêve.

Il faut préciser que l'expression « développement durable » avait été inventée, à l'époque, pour favoriser le dialogue entre le Sud et le Nord. Les pays pauvres estimant en effet que leur priorité était le développement économique et social. Les questions d'environnement venant ensuite, lorsqu'un niveau suffisamment élevé de développement serait atteint. Pour tout le monde, la conférence de Rio introduisait l'idée que le développement devait absolument prendre en compte les besoins des générations futures. Une manière consensuelle de placer le long terme, et donc la nécessaire protection de la planète, au cœur de la gouvernance mondiale. Mais la notion de développement durable s'est malheureusement avérée vague et molle, permettant une interprétation fort différente selon les interlocuteurs. Certains tenants du *business as usual* façonèrent même, peu après Rio, une fumeuse théorie de la « substituabilité du capital naturel ». Les générations futures, lésées des ressources naturelles, hériteraient de plus de capital... artificiel, c'est-à-dire d'objets et de techniques. En fait, à bien y regarder, elles héritent surtout de ressources naturelles épuisées et de déchets !

« Nous avons cru qu'en disant les mots "développement durable", nous avions la chose », constate 20 ans plus tard Edwin Zaccai, directeur du Centre d'études du développement durable de l'ULB (lire en pages 10 à 14). L'espoir de Rio avait pris un sérieux coup dans l'aile.

Respecter les limites et réparer les dégâts

Il serait évidemment faux de laisser croire qu'en l'espace de 20 ans rien n'a été fait. Non, au contraire, des initiatives positives émergent partout. Malheureusement pas encore assez nombreuses et fortes pour faire pencher la balance du bon côté ! Au moment où va s'ouvrir la conférence de Rio+20, la notion d'« empreinte écologique » s'est répandue. Beaucoup comprennent que, depuis les années 70, la population mondiale consomme plus que ce que la planète peut produire. En 2007 par exemple, l'empreinte écologique de l'humanité atteignait 18 milliards d'hectares globaux (hag), soit 2,7 hag par



personne, alors que la biocapacité de la Terre n'était que de 11,9 milliards d'hag, soit 1,8 hag par personne. Ce qui veut dire que la surexploitation écologique atteignait déjà les 50 %. Si l'empreinte écologique d'un pays dépasse sa biocapacité, cette situation n'est pas durable. Ce qui est le cas de la plupart des pays développés qui, en termes de biocapacité, vivent surtout aux crochets du Sud.

La civilisation thermo-industrielle va commencer à s'effondrer avant 2030 par épuisement progressif des stocks de matières premières, dont les énergies fossiles. Ce qui signifie que les besoins de base ne seront progressivement plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi, explique le Momentum Institut (4). Il s'agit donc de construire une société basée non plus sur le déstockage mais sur la résilience (c'est-à-dire les savoirs et savoirs faire qui donnent la capacité de se remettre des chocs) et sur les flux naturels, qui tous sont renouvelables à l'infini : les énergies en provenance directe ou indirecte du soleil, le cycle de l'eau et des gaz à effet de serre, les terres agricoles nourries et préservées, les stocks de poissons et les écosystèmes protégés...

Aujourd'hui, l'heure est au respect des limites de la planète et à la réparation des dégâts causés. Nous avons en main toutes les techniques et connaissances pour le faire. Nous savons construire des maisons à énergie positive, c'est-à-dire produisant plus d'énergie qu'elles n'en consomment. Nous pouvons organiser une mobilité se passant progressivement des carburants fossiles. Nos architectes et urbanistes peuvent réorganiser nos villes pour les rendre économes en ressources et agréables à vivre. L'agroécologie, renforcée par des millions d'emplois, est capable de nous fournir des produits sains et de saison en quantités suffisantes. L'heure est aussi à la redécouverte de la sobriété heureuse, car « les 7 % les plus riches utilisent 50 % des ressources naturelles, alors que les 50 % les plus pauvres n'utilisent que 7 % de ces ressources » (lire en pages 10 à 14).

Notre défi : affronter l'urgence

Notre planète n'est pas mise à sac par des extraterrestres mais par nous-mêmes ! Depuis la Révolution industrielle, nous avons déclenché une sorte de guerre contre les écosystèmes – la trame de la vie sur Terre. Le vrai problème est que la plupart d'entre nous ne peuvent ou ne veulent pas le (sa)voir, tant la propagande en faveur du système productiviste s'est révélée efficace. La force de l'occupant de notre imaginaire est d'être parvenu à nous faire croire qu'il n'y avait pas d'alternative à l'idéologie de la croissance matérielle sans fin. Or c'est faux ! Sommes-nous sur Terre pour produire ou bien pour vivre ? Si « la productivité se conjugue en termes d'avoir, la convivialité se conjugue en termes d'être », expliquait déjà Ivan Illich, ce penseur visionnaire en quête d'un équilibre postindustriel. Le sinistre TINA, « There is no alternative », cher à Mrs Thatcher, est donc bien une pensée morte. La preuve par la destruction de la planète !

« Que changeriez-vous à la société si vous en aviez le pouvoir ? », demande notre journaliste à Dennis Meadows, l'un des auteurs des *Limites de la croissance*. « Si je pouvais changer quelque chose, ce serait l'horizon de temps, c'est-à-dire la période pendant laquelle on calcule les coûts et les bénéfices. On aurait une société qui réfléchirait sur le long terme, et qui aurait le temps de changer les choses », répond Meadows.

Rio+20 doit prendre la mesure de l'« urgence écologique ». Et puis agir, vite : ralentir et nous aider à réenchanter notre imaginaire ! ■

(1) Livre qui expliquait le risque de connaître à l'avenir des printemps sans insectes ni chants d'oiseaux. Cet ouvrage eut un énorme retentissement et conduisit notamment à l'interdiction du DDT et à la création de l'*Environmental Protection Agency*. Mais quand on constate les terribles maladies qui frappent les familles d'agriculteurs, ainsi que la mortalité qui décime les ruchers, on se dit que cet avertissement n'a pas suffi.

(2) *L'écologie en 600 dates*, publié par la revue *Silence* et Le Passager clandestin, 2012.

(3) Publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, sous la direction de la norvégienne Gro Harlem Brundtland.

(4) www.institutmomentum.org

Edito

Faire face à l'« **urgence écologique** »

Chronique

Eva et Jean-Luc par Claude Semal

Spécial : Rio+20

1. Etat des lieux

- **Esprit de Rio**, es-tu là ?
- **Agendas 21**

- 1972 : le rapport du **Club de Rome**
- **Dennis Meadows** - Rencontre

● **Carte à l'appui**

Qui sera affecté par les changements climatiques ?

● **Reportage**

Turquie : les yeux de la terre

2. Comment décider autrement ?

- **Quelle enceinte internationale** pour gérer l'environnement ?

- **Quatre voix** pour **comprendre Rio+20**



- **Démocratie** : de l'air, s'il vous plaît !

3. Pour décider quoi ?

- A la recherche d'une vraie « **économie verte** »
- « **Innover** », qu'ils disent...
- Il est urgent de travailler... **moins**, tous et mieux !
- **Inégalités Nord-Sud** : combler le gouffre
- **Stockeur d'énergie**, un métier à inventer
- **Sécurité alimentaire** La terre n'est pas à vendre
- **Psycho** : réveiller l'Amélie Poulain qui sommeille en nous !
- **Olivier De Schutter** « **Considérons le temps** qui mérite d'être vécu »

Politique
Activez... votre langage !
par Jean Faniel, Crisp

Supplément **Demain le monde**



5 Zoom 60 Vivre bien 62 Agenda 64 Coups de cœur 67 Flashes livres

Magazine indépendant de tout groupe de presse ou parti politique.
Clôture de la rédaction de ce numéro : le 16 avril 2012.
Le prochain numéro sortira début juillet.

Imagine demain le monde paraît six fois par an, en janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre.

Adresse, téléphone, fax et courriel
23, rue Pierreuse/ B-4000 Liège
Tél : 04 380 13 37 / Fax : 04 225 94 27
info@imagine-magazine.com - www.imagine-magazine.com
TVA : BE 0479.486.737

Rédaction
Laure de Hesselte (ldh@imagine-magazine.com)
Jean-François Pollet, chef de rubrique Nord-Sud (jfp@imagine-magazine.com)
André Ruwet, rédacteur en chef (andre.ruwet@imagine-magazine.com)

Chroniqueurs et collaborateurs réguliers
Etienne Bours, Thierry Detienne, Jean Faniel, Christophe Haveaux, Philippe Lamotte, Isabelle Masson-Loodts, Geoffroy Matagne, Valérie Mostert, Amélie Mouton, Frédérique Muller, Claude Semal, Pablo Servigne, Pierre Titeux et Arnaud Zacharie

Ont également collaboré à ce numéro
Jean Cech, Marie Cors, Josué Dusouliez, Jean-Philippe Remy et Vincent Wattelet

Illustrations - Julie Graux, Kanar
Corrections - Claude Bouché

Partenaires rédactionnels
CNCD-11.11.11 & IEW

Abonnements et gestion financière
Pascale Derriks - Tél : 04 380 13 37
info@imagine-magazine.com

Couverture
Dessins de Julie Graux

Régie publicitaire
Expansion Partners - rue de Jausse, 109
B-5100 Wierde - Namur
Joëlle Goormans: 081 40 89 80 - 0474 32 60 09
joelle.goormans@expansion.be
Tarifs sur demande ou consultez notre site
www.imagine-magazine.com

Graphisme
SCALP - Tél : 04 234 94 89 - info@scalp.be

Impression
Kliemo • Eupen
Imprimé à 6000 exemplaires avec des encres végétales sur papier 100 % recyclé et blanchi sans chlore

Routeur
Access - Parc industriel des Hauts-Sarts
25, rue d'Abhoos - 4040 Herstal - 04 256 50 03

Distribution
AMP - Bruxelles (kiosques et librairies)

Editeur responsable
André Ruwet
23, rue Pierreuse/ B-4000 Liège
Les textes publiés peuvent être reproduits, après autorisation écrite de la rédaction.

Abonnements

BELGIQUE : 35 €
Etudiants ou chômeurs : 25 €
(envoyer une copie de la carte)

3 formules possibles

- **Abonnement par domiciliation** : 1 an à 33 € pour 6 numéros.
Grâce à cette formule, vous recevrez Imagine sans vous soucier de l'échéance de votre abonnement. C'est aussi la formule la plus efficace. Elle évite l'oubli, les démarches administratives inutiles et nous épargne des frais de rappel coûteux. Bien sûr, vous restez libre d'interrompre votre domiciliation à tout moment, en le signalant à votre banque. Une carte à compléter se trouve dans ce magazine.
- **Abonnement par virement bancaire** : 1 an à 35 € pour 6 numéros
 Paiement par virement bancaire, par Paypal ou pcbanking (via www.imagine-magazine.com)
 Le montant de l'abonnement est à verser au compte Triodos 523-0402306-25 ou Fortis 001-3917998-50 à l'ordre d'Imagine demain le monde 23, rue Pierreuse/ B-4000 Liège
- **Abonnement cadeau** : 1 an à 30 € pour 6 numéros
 Vous cherchez un cadeau original à offrir à une de vos connaissances ? Offrez-lui un abonnement d'un an à Imagine. Un cadeau sympa pour des parents ou des amis, à l'occasion d'un anniversaire, d'une fête ou d'un événement particulier. Un cadeau marquant, original et durable, puisqu'il se renouvelle six fois par an.
 Vous pouvez bien sûr offrir une domiciliation. Si vous le désirez, nous avertirons l'**heureux bénéficiaire par une carte postale originale illustrée de cartoons expliquant qui est le généreux donateur de ce cadeau inattendu.**

EUROPE : 55 € (6 numéros)
RESTE DU MONDE : 60 € (6 numéros)
 Paiement par via Fortis 001-3917998-50 (code Iban BE86001391799850 - code Bic GEBABEBB07A)

Anciens numéros: s'informer auprès du service abonnements

Pour tout renseignement:
Pascale Derriks
Tél : 04 380 13 37 - Fax : 04 225 94 27
info@imagine-magazine.com

Enquête Donnez-nous votre avis sur Imagine...

Imagine a aujourd'hui quinze ans. Désirant grandir en écoutant vos avis, bonnes idées et suggestions, l'équipe du magazine vous propose de participer à une grande enquête. Les lecteurs de la première heure mais aussi les plus récents auront ainsi l'occasion de donner leur point de vue, souvent très éclairant.
L'enquête se trouve sur notre site www.imagine-magazine.com
Un grand merci pour votre participation ! ■

Regards croisés sur le « DD »



Associations 21 est un réseau créé en 2006 et regroupant une trentaine d'associations et d'organisations citoyennes. Toutes travaillent dans les secteurs de l'environnement, de la culture, de l'économie sociale, de l'éducation, des rapports homme-femme, des relations Nord-Sud, des droits humains, etc. A l'occasion de la préparation de Rio+20, Associations 21 vient de publier une « boîte à outils du développement durable à l'usage de la société civile ». Ce document plaide notamment pour la conclusion d'un « pacte sociétal », succédant au « pacte social » belge de

1944. Au modèle trilatéral de l'époque (Etat, patronat, syndicats) s'est substitué un dialogue multilatéral incluant les intérêts les plus divers. « *Si hier, le pacte social se devait d'accompagner la relance de l'Europe sinistrée, le défi actuel est d'assurer la transition économique en se dotant d'une économie à faible intensité en carbone, efficace sur le plan énergétique et des ressources naturelles, alliant écologie et enjeux sociaux.* » L'idée de refonder le pacte social est actuellement en discussion dans les milieux politiques, syndicaux et associatifs. La demande de la société civile est claire : désormais, le « pacte sociétal » devra associer les groupes représentatifs des différentes composantes de la société. ■

En savoir +

info@associations21.org ou
www.associations21.org
(où le document peut être téléchargé)

J'épargne auprès d'une banque durable, et j'en suis fier.



« Personne d'autre ne peut dire ce qu'il advient de son épargne. Moi, si. Je sais précisément quelle ferme bio ou quel parc éolien a reçu un financement grâce à mon épargne.

Mon argent fait la différence. Et, en plus, cela me rapporte. »

*Karl van Staeyen,
fier d'épargner auprès
de la Banque Triodos
depuis 1996*

RASSEMBLEMENT CONVIVIAL ET FESTIF

Grande Rencontre 2012
des Créatifs Culturels



écologie solidarité
valeurs féminines multiculturalisme
économie responsable cheminements intérieurs
et autres choix nouveaux...

Autour du thème "Ré-Enchanter la vie"...

Le dimanche 3 juin de 10h à 18h30
à Genval

Venez participer à l'émergence d'une société plus
responsable, solidaire, durable et porteuse de sens

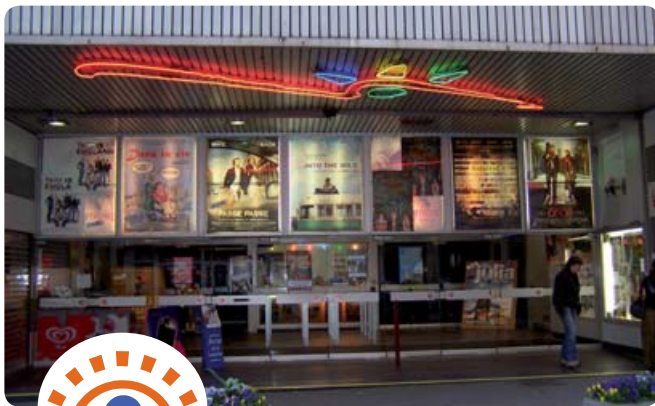
Inscriptions via le site www.creatifsculturels.be
ou 010/88.18.40

Vous aussi, ouvrez un compte d'épargne durable

Rendez-vous sur www.triodos.be
ou appelez le 02 548 28 52

Banque Triodos

La banque durable



Les 400 coups Vingt ans de cinéma d'auteur

Prenant pour nom le titre du film magique de Truffaut, l'association Les 400 coups est née il y a 20 ans à Salzinnes, tout près de Namur. Son objectif à l'époque ? Transformer le petit ciné-club paroissial, le Forum, en vrai cinéma d'art et essai. Puis, en 2006, lorsque la ville de Namur devient propriétaire du Caméo 2, un cinéma jusque-là commercial, elle propose à l'association de gérer les lieux. « *La demande d'un cinéma d'auteur est vraiment présente à Namur*, explique Stéphanie Perpète, directrice de l'association. *En 2011, 70 000 spectateurs adultes ont fréquenté nos quatre salles, et 15 000 enfants.* »

L'accès des plus jeunes à un cinéma de qualité est l'une des grandes préoccupations des 400 coups, qui organise des séances mensuelles dédiées aux petits, des visions spéciales pour les écoles avec un dossier pédagogique sur le film (en collaboration avec l'asbl Ecran large pour tableau noir).

« *L'éducation à l'image, c'est un vrai travail !* » Pour les plus grands, le Caméo 2, au-delà de sa programmation quotidienne de films d'auteurs, ouvre grandes ses portes à une multitude de partenaires, qui soit répondent à son invitation, soit se proposent eux-mêmes d'accompagner un film. Financé vient débattre de notre argent et de la finance via des documentaires ; Amnesty international parle de la Birmanie à l'occasion de la sortie de *The Lady* de Luc Besson, biopic sur Aung San Suu Kyi ; divers festivals se décentralisent... Les occasions ne manquent pas. « *Cela intéresse nos spectateurs. Ils viennent aussi tout simplement pour la qualité des films, sur laquelle nous nous concentrons tout particulièrement : ici, pas de pubs, pas de popcorn !* », sourit Stéphanie Perpète.

Mais après 20 ans, l'association doit se remettre en jeu : la ville de Namur va en effet fermer le Caméo 2 pour rénovation le 15 mai, et lancer un appel à projets pour la suite. « *Nous allons bien sûr présenter le nôtre. Si nous sommes sélectionnés, ce sera l'occasion d'aller plus loin : l'espace rénové comprendra une zone Horeca et un lieu d'exposition plus grand. Discuter après le film, pouvoir échanger autour d'un verre ou d'un plat, c'est une convivialité dont nous avons envie. Nous pourrions peut-être aussi prendre un peu plus de risques dans le choix des films proposés.* » Dans l'attente, et pour ne pas laisser le spectateur namurois sans cinéma d'art et essai, la petite salle du Forum va revivre. Pour combien de temps ? Nul ne le sait encore... Rendez-vous dans quelques mois ? ■ L.d.H.

En savoir +

Le Caméo 2, 49 rue des Carmes, à Namur
Le Forum, 41 rue du Belvédère, à Namur
Infos : 081 22 26 19, www.cinemacameo.be

2012
Prix de l'ECONOMIE SOCIALE

20 ans d'INNOVATION
Économique & sociale

APPEL À CANDIDATURE 19.04 12.06

4 prix de **8.000€** 1 prix de **1.000€**

www.prixdeleconomiesociale.be

POSEZ VOTRE CANDIDATURE JUSQU'AU 12 JUIN 2012
RÈGLEMENT ET INSCRIPTION : WWW.PRIXDELECONOMIESOCIALE.BE



**Une alimentation saine,
ce n'est pas quand il est trop
tard que vous devez y penser....**



En Wallonie, il existe une coopérative d'agriculteurs qui, depuis 35 ans maintenant, ont décidé de travailler autrement pour offrir aux consommateurs une alimentation naturelle, saine et savoureuse.

Chez Coprosain, 45 producteurs coopérateurs se soumettent à des critères de production stricts. Ils maintiennent une activité familiale locale et participent au tissu social et économique de la région. Ils respectent la nature et leur bétail, ceci pour vous proposer des viandes locales et des produits de terroir de qualité intrinsèque et savoureux.

Tous les produits sont vendus via nos « **Comptoir Fermier** »
3 magasins à Ath, Braine l'Alleud et Mons.
20 marchés : Dans le Hainaut, sur Bruxelles et le Brabant Wallon.
En 100 % bio, Place St Catherine à Bruxelles le mercredi
et chez Biosphère à Dion Valmont les mardi, vendredi et samedi matin.
Et chez BioOoh à Genappe le samedi matin.



En direct de la coopérative Coprosain :
Des viandes naturelles et savoureuses
Des charcuteries sans additif
De véritables volailles de ferme
Des fruits et légumes bio et la boulangerie bio
Des fromages fermiers et bio

Coprosain s.c.
Chemin des Propriés, 24
ATH 141.068 209180
info@coprosain.be
www.coprosain.be
Edamp P Vankomberghe

LES EMISSIONS DE CO² ET VOUS !
Le transport d'un kilo de bœuf argentin ou d'agneau néo-zélandais dégage en moyenne 100 fois plus de CO² que celui engendré par nos produits : proximité exige !
A cela ajoutez la fraîcheur et la saveur ...
le doute n'est plus permis !
COPROSAIN est un petit pas dans la reconquête de notre planète.



3 magasins Ath, Braine l'Alleud et Mons



par Claude Semal*

Eva et Jean-Luc

Campagne présidentielle en Fance

Si vous voulez vraiment perdre une campagne électorale, n'hésitez jamais à faire appel à moi. Spécialiste des causes perdues, du décimalisme picrocholin et de la tectonique groupusculaire, je saurai plomber votre score en moins de quatre semaines. Effet « crash » garanti. Jamais un de « mes » candidats n'a gagné la moindre élection. Un résultat à deux chiffres est déjà carrément proscrit. En plus, je travaille pour la beauté du geste. Là où le moindre « dircom » s'offre une villa dans le Lubéron en trois campagnes, je prodigue mes conseils pour quatre « boulets frites », café Lequet. A défaut, un bac de Leffe blonde fera l'affaire. Votre maigre budget, vous pourrez tout entier le dilapider en slogans protestataires ineptes et en petits clips abscons. Je suis une publicité vivante pour ma propre méthode. Après quarante ans d'activités diverses, 95 % de la population belge ignore toujours mon existence. C'est vous dire si je suis efficace dans l'inefficacité. Qui dit mieux ? Qui ? Eva Joly, candidate d'Europe Ecologie Les Verts à l'élection présidentielle française.

La « *planification écologique* » de Mélenchon. Bien sûr, cette magistrate austère et courageuse, plus proche d'un François Bayrou que d'un René Dumont, plus à cheval sur la loi que sur un âne cévenol, n'avait pas vraiment le profil d'une faucheuse d'OGM. La seule fois où elle a combattu les hydrocarbures, ce devait être en instruisant le dossier ELF. Bien sûr, au pays des Gaulois, son origine nordique l'a parfois desservie. Il a fallu tout un clip de campagne, ode par ailleurs

admirable aux parlers régionaux, pour accorder, avec humour, son accent scandinave et ses lunettes fluo à la polyphonie bigarrée des terroirs français.

Et, bien sûr, la direction de son parti lui a d'emblée scié les chevilles. En signant, à l'entame de sa campagne, en échange d'une vingtaine de circonscriptions, un accord « pâte d'alouette » avec le PS de Martine Aubry (une alouette d'écologie, un cheval de social-démocratie), Cécile Duflot et Jean-Vincent Placé ont, collatéralement, savonné la planche de leur tête d'affiche. Pourquoi, en effet, irait-on voter pour une candidate, si l'on a préalablement négocié la non-application de son programme (1) ?

Mais surtout, Eva Joly a été confrontée à l'incroyable campagne de Jean-Luc Mélenchon et du Front de gauche. En quarante ans de vie politique, je n'ai jamais vu ça. Une campagne qui, pour ne citer qu'un seul chiffre, a rassemblé plus de 300 000 personnes en dix jours à ses trois grands meetings à Paris, place de la Bastille, à Toulouse et sur les plages du Prado, à Marseille. Une mobilisation populaire inouïe à l'échelle de la France, autour de mots d'ordre pourtant très « politiques », comme l'instauration d'une « 6^e République » débarrassée de son monarchisme présidentiel.

Or le Front de gauche, qui regroupe aujourd'hui une dizaine de partis et d'associations, a placé l'écologie au cœur de son programme : « *L'humain d'abord* ». La « *planification écologique* » de, un des points centraux du programme, entend réorganiser la production complète du pays sur des bases écologiques et sociales compatibles avec le bien-être

du plus grand nombre. Ce qui a même amené des « décroissants » de la première heure, comme le grand humaniste Albert Jacquard, ou comme Paul Ariès, du *Sarkophage*, à soutenir la candidature de Mélenchon.

Puisse la « *vieille écologie* » adapter ses lunettes. Eva Joly aurait pu se réjouir de cette contagion idéologique. Elle aurait pu se réjouir d'avoir enfin, à gauche, un partenaire pour qui l'écologie est le moteur du programme, et non, à la sauce hollandaise, un compromis saisonnier sur la couleur du klaxon et des enjoliveurs. Avec deux jambes, les écologistes auraient pu avancer plus vite, et plus loin. Au lieu de quoi, pour protéger son pré carré électoral, la magistrate a préféré ouvrir un hasardeux procès en délégitimation. L'écologie, ce serait elle, et rien qu'elle. Et le Front de gauche, des révolutionnaires irrealistes, inféodés à un PCF « *pronucléaire* » (2). Voilà un argument qui doit faire sourire Martine Billard, députée de Paris et vice-présidente du Parti de gauche, qui militait chez les Verts depuis 1993, ou Corinne Morel Darleux, secrétaire nationale du Parti de gauche, du courant transpartis Utopia. Et les centaines de militants écologistes qui officient aujourd'hui au Front de gauche.

Chère Eva, je vous le dis en toute amitié, je crois que vous ne comprenez rien à ce qui se passe aujourd'hui en France. Car le modèle du Front de gauche, ce n'est pas le « programme commun » de 1981. Ce sont les « *révolutions citoyennes* » d'Amérique latine, cette « *insurrection civique* » théorisée par Rafael Correa, l'actuel président de la République

d'Equateur, qui vient de signer une remarquable lettre de soutien à Jean-Luc Mélenchon (3). Ce qui nous ramène un peu en Belgique, puisque Rafael Correa, marié à une Belge, fit ses études à l'UCL, fut le président de l'AGL, et partagea même un kot avec mon (lointain) copain Patrick Dupriez, actuel nouveau président Ecolo du Parlement wallon. Comme quoi, le monde est petit pour qui a l'esprit large.

Or, quel que soit le président élu le 6 mai chez nos voisins, la France se fera aussitôt attaquer par cette spéculation internationale qui a déjà mis la Grèce, l'Espagne et le Portugal à genoux, et dont l'Amérique latine, précisément, a su protéger. Faire vivre une démocratie écologique et sociale en France, en Belgique ou en Europe passera donc inévitablement par un choc frontal entre les peuples du monde mobilisés et ce capitalisme financier mondial. Pour se préparer à ce combat, la « *vieille gauche* » a su changer de lunettes. Puisse la « *vieille écologie* » y adapter aussi les siennes. ■

(1) Piège à cons d'autant plus magistral que François Hollande a, depuis, affirmé que son programme gouvernemental n'était pas engagé par cet accord !... (Des paroles et des actes, 11 avril 2012, France 2).

(2) Mélenchon « *n'est pas écologiste, il est allié au Parti communiste* », une formation « *pronucléaire* ». (Le Monde, 15 avril 2012). Il existe, il est vrai, un courant productiviste et « *pronucléaire* » au PCF. Mais, outre que ce courant est encore plus important au PS, il est intellectuellement malhonnête de nier l'évolution du Front de gauche sur cette question. Jean-Luc Mélenchon fait même, aujourd'hui, de l'unicité et du respect de notre écosystème, le fondement de sa philosophie politique. Voir par exemple son intervention devant les militants de France Nature Environnement : www.jean-luc-melenchon.fr/2012/01/28/intervention-devant-france-nature-environnement/

(3) 9 avril 2012.

*Auteur-compositeur, comédien et écrivain www.claudesemal.com



Non
Espr
Sécul
E

d-Sud
it de Rio, est-tu là?
Agenda 21 Rapport Meadows
Énergie
Écologie Travail Agriculture Climat Environnement
Inégalités Démocratie Economie Société
Sciences Pêche Alimentation
Psychologie



Agir,
à la mesure
de l'urgence,
enfin!

Julie '12

1 → ETAT DES LIEUX



Esprit de Rio, es-tu là ?

Quatre regards sur vingt ans de développement durable

Edwin Zaccai : « Si la remise en question du modèle classique progresse, nous peinons encore à trouver une alternative ».



Edwin Zaccai,
directeur du Centre d'études
du développement durable
(ULB, Bruxelles)

Quels souvenirs gardez-vous de Rio ?
Je travaillais alors à Inter-Environnement Wallonie. La mobilisation était très importante à l'époque, les ONG étaient enthousiastes, et le terme de développement durable paraissait vraiment prometteur. Pour moi, Rio était la première occasion de rencontre entre les associations axées sur le développement et celles centrées sur l'environnement, et plaçait la question environnementale au niveau mondial. Après la chute du mur de Berlin, de vrais espoirs existaient d'infléchir la trajectoire, on croyait au multilatéralisme, au rôle de l'ONU, à celui de la société civile. Une série de rapports très bien faits sont apparus, il y a eu de nombreuses actions citoyennes. Je me souviens d'un stand sur la Grand-Place qui posait la question : « *Que pouvez-vous faire ?* ». C'était vraiment le début du « tout le monde va s'y mettre » et des petits gestes auxquels on s'engageait. Pourtant, à la sortie du Sommet, Greenpeace considéra que c'était un échec. Puis, au cours des années suivantes, le sentiment s'inversa : on parla de « l'esprit de Rio », et ce moment sembla un peu magique – même si la réalité était moins idyllique.

« Nous avons cru qu'en disant le mot, nous avions la chose... »

Que reste-t-il aujourd'hui de cet esprit de Rio ?

Dans les années 90, le développement durable fut porteur, et de plus en plus d'institutions y firent référence, on pouvait vraiment voir l'idée percoler partout. Et Kyoto, en 1997, fut perçu comme un premier pas. Mais pour moi, le grand tournant a eu lieu à Johannesburg en 2002, à la conférence de Rio +10. Le climat politique avait complètement changé : les attentats du 11 Septembre avaient eu lieu ; Bush fils ne croyait pas à l'ONU ; les pays du Sud, estimant que les promesses de Rio à leur égard n'avaient pas été tenues, refusèrent de venir. Et au Sommet, les entreprises étaient beaucoup plus présentes, avec l'idée d'apporter des solutions, des actions concrètes – mais qui allaient évidemment de pair avec une libéralisation.

La question du climat a occupé le devant de la scène. Or c'est la question la plus complexe à résoudre, celle qui alimente un sentiment d'échec. Si le niveau local s'est beaucoup intéressé au développement durable, la mise en relation de l'économie avec l'environnement et le social a été moins abordée. Et si la remise en question du modèle classique progresse, nous peinons encore à trouver une alternative.

Nous avons cru qu'en disant les mots « développement durable », nous avions la chose... Mais définir un cap ne suffit pas à obtenir ce que nous voulons. Des changements positifs sont tout de même intervenus. Côté développement, certains indicateurs bougent, des gens sortent de la pauvreté, accèdent à l'eau potable. Côté environnement, des pollutions ont diminué dans certains pays riches – les solutions étaient assez simples, pas trop chères, ne remettaient pas en cause notre façon de vivre et les désagréments existants étaient très perceptibles – et la situation progresse tout doucement dans les pays plus pauvres. Par contre, nous ne parvenons toujours pas à gérer les grands flux, la transformation globale de l'environnement. ■

Propos recueillis par Laure de Hesselle



⇒ **Brigitte Gloire,**
chargée de mission
« développement durable »
à Oxfam Solidarité

Est-ce que le Sommet de Rio, en 92, a engendré un espoir particulier chez vous ?
Tout à fait ! A l'époque, comme la majorité des personnes travaillant dans le développement, j'étais interpellée par les enjeux environnementaux. Nous étions donc contents de voir cette question abordée : comment combiner environnement et développement ? C'était d'ailleurs précisé bien plus clairement qu'aujourd'hui dans le titre du Sommet de Rio. A l'époque, la prédation environnementale était déjà bien là, et les plus riches exploitaient déjà les ressources naturelles au détriment des plus pauvres, mais notre consommation globale n'avait pas encore dépassé la biocapacité de la Terre.

mondialisation des échanges, la libéralisation de la production et l'affaiblissement du pouvoir des Etats ont accentué la dégradation environnementale. Pour ce qui concerne le climat, la biodiversité et la désertification, qui sont les trois conventions issues de la conférence de Rio, on doit faire le constat qu'au niveau global la situation s'est dégradée et que l'empreinte écologique des plus riches s'est accrue. Ce ne sont pas les pauvres qui font pression sur la planète : les 7 % les plus riches utilisent 50 % des ressources naturelles, alors que les 50 % les plus pauvres n'utilisent que 7 % de ces ressources. C'est chez nous que l'empreinte écologique a continué à augmenter. Ce qui est certainement positif par rapport à 92, c'est qu'il y a aujourd'hui plus de démocratie dans le monde, plus de connaissances scientifiques et d'outils de communication entre pays, groupes et mouvements sociaux. Les analyses, les propositions de solutions alternatives doivent être davantage partagées et adoptées par un plus grand nombre. Mais la gouvernance globale n'a pas suivi (1).

L'urgence écologique est-elle perçue aujourd'hui ?

Je pense que la dégradation environnementale est perçue. Là où il y a un gros problème, c'est dans les analyses du pourquoi de cette situation. On en fait à nouveau le

les êtres humains : accès à l'eau, à l'alimentation, à la santé, à l'éducation...

Dans ce contexte qui paraît relativement bloqué, qu'est-ce qui vous fait garder l'espoir ?

Le fait qu'il existe une société civile de mieux en mieux informée et prête à réagir pour demander une autre gouvernance mondiale, sous peine d'aller droit dans le mur.

Même si cette société civile est en ordre très dispersé par rapport à Rio. Il faut préciser qu'une partie des organisations ont été refroidies par les grandes conférences internationales, dont celle de Copenhague sur le climat, en 2009. Elles estiment que cela ne vaut plus la peine de travailler dans ces enceintes et qu'il vaut mieux se mobiliser sur ce que l'on peut maîtriser, à l'échelle plus locale.

Rio+20 constitue-t-il une réelle opportunité pour les pays du Sud ?

Oui, mais parmi les pays en développement, à part les grands, comme l'Inde, la Chine ou le Brésil, la plupart sont très mal informés de l'opportunité que cette conférence de Rio +20 pourrait représenter. En effet, les participants sont censés renouveler les engagements de la conférence de Rio en matière de développement durable, c'est-à-dire lier protection de l'environnement et dévelop-

« Pour une limitation de la consommation dans les pays développés »

constat dans les documents qui sont sur la table avant le sommet de Rio+20. Si l'on refuse d'analyser en profondeur pourquoi on en est arrivé là, tout ce que l'on propose comme solutions restera évidemment lettre morte.

Dans les endroits où j'évolue professionnellement, comme le Conseil fédéral du développement durable, le mot « régulation » est totalement rejeté aujourd'hui. Il n'est plus question de dénoncer le rôle de la publicité, par exemple, alors qu'on pouvait le faire il y a dix ans. Or le terme « régulation » est important pour les ONG. Il s'agit de se donner un cadre pour aller vers le respect de règles sociales et environnementales à l'échelle internationale. De s'imposer des règles de gestion de l'offre et de la demande afin de maintenir l'exploitation des ressources en dessous de la biocapacité terrestre et dans le respect des droits des êtres humains. Or aujourd'hui on sait que l'environnement se dégrade rapidement et qu'une majorité des habitants de la planète ne jouit pas des droits fondamentaux reconnus pour tous

pement pour tous. Parmi les éléments qui ont changé par rapport à 92, les ONG Nord-Sud pointent notamment la dilution de la responsabilité des pays du Nord.

Or, pour les pays du Sud, ce sont les pays du Nord qui doivent évoluer d'abord, selon le principe des trois « F » : *first, further* et *faster* (les premiers, le plus loin et le plus vite). Tant qu'on laisse planer des doutes sur le fait que l'on ne va pas avancer selon ce principe, on ne pourra pas renforcer la confiance entre pays du Nord et pays en développement, y compris les pays émergents. Sous la pression des Etats-Unis qui sont totalement allergiques à cet aspect-là, l'Europe notamment ne maintient pas le cap, alors qu'elle le devrait. Nous n'avons rien à perdre à maintenir ce principe. Cela ne veut pas dire que les pays émergents ne feront pas d'efforts, ils en font déjà.

Le plus flagrant pour les ONG, c'est que les politiques de développement, les politiques commerciales et d'investissements d'une manière générale, ainsi que les textes d'avant Rio sont modelés pour autoriser



Brigitte Gloire : « Si l'on refuse d'analyser pourquoi on en est là, on passera à côté de l'essentiel ».

Avec vingt ans de recul, qu'est-ce qui a marché et qu'est-ce qui n'a pas marché ? Rien n'a très bien marché. Nous avons fait ce constat après cinq, dix ans et aujourd'hui encore, vingt ans plus tard, la démonstration a été faite que si l'on ne s'attaque pas aux vraies causes du problème, on n'obtiendra aucun résultat significatif. La

Nadine Gouzée : « Ce que l'on peut espérer, c'est qu'il y ait un brusque changement de rythme, un déverrouillage soudain et massif. On a vu cela avec le bloc de l'Est, en trois ans ».



Nadine Gouzée,
responsable
de la task force
Développement durable
au Bureau du Plan

encore plus facilement qu'avant un usage sans limites et sans contraintes des ressources naturelles. Afin de garantir aux pays industrialisés d'asseoir leur *business as usual* y compris par la prédation des ressources naturelles.

Comment la surconsommation pourrait-elle faire l'objet d'une remise en cause ?

Nous soutenons le principe de mise en place d'objectifs de consommation durable, autrement dit d'une limitation de la consommation dans les pays développés. Que cela soit quantifié en tonnes de gaz à effet de serre, en litres d'eau, en hectares globaux... Avoir des objectifs de consommation durable, en particulier dans les pays développés, cela pourrait être une stratégie pour renforcer cette prise de conscience, ainsi qu'une manière de mettre en place des outils efficaces pour diminuer cette prédation.

Moyennant contraintes ?

Bien sûr. Des accords volontaires ne suffiront pas pour arrêter la prédation. On ne voit pas d'autres stratégies que celles qui vont à un moment donné nous contraindre à ne pas exploiter une ressource avant qu'elle soit régénérée, qui vont faire en sorte que l'on ne puisse pas exploiter socialement des travailleurs, que l'on ne puisse pas accaparer des moyens de production, etc.

L'Union européenne ne voit la question Nord-Sud que sous l'angle de l'aide publique au développement (les 0,7 % d'aide que l'Europe s'est engagée à fournir au Sud). Elle ne considère les choses que sous l'angle de la compensation et du financement. Elle ne voit pas que nous exploitons le Sud, que nous basons notre consommation sur des produits qui sont de plus en plus fabriqués en dehors de nos frontières.

Il est ahurissant de constater jusqu'où va l'aveuglement dans la question des enjeux Nord-Sud. Alors que nourrir le milliard de personnes qui ont faim, apporter l'énergie à ceux qui n'y ont pas accès, augmenter les revenus de ceux qui ont moins d'1,25 dollar par jour, cela ne coûte quasi rien. C'est 1 % de la quantité d'aliments disponibles, 2 % des revenus mondiaux, etc. Le développement, cela ne coûte rien aux pays les plus riches. ■

Propos recueillis par André Ruwet

(1) Le terme « gouvernance » signifie la mise en place de nouveaux modes de pilotage ou de régulation du monde, plus souples et éthiques, fondés sur un partenariat ouvert et éclairé entre différents acteurs et parties prenantes (*stakeholders* en langage international, qui sont les Etats, les citoyens, les entreprises, les ONG, les syndicats...), aux échelles locales, globales et Nord-Sud.

Qui êtes-vous et quelles sont vos fonctions ?

Je suis une chercheuse en matière de développement durable au Bureau fédéral du Plan, qui est un organisme indépendant et qui répond aux questions du gouvernement dans cette matière. Je coordonne ce que l'on appelle « la task force développement durable », constituée d'une équipe transdisciplinaire qui travaille sur des données économiques, sociales et environnementales et les relie entre elles de manière à faire des analyses et des propositions de développement durable.

Nous travaillons sur les rapports relatifs à l'état du développement durable au niveau de la Belgique. Ils sont publiés tous les deux

Pour ce qui concerne l'économie verte d'abord, on peut voir le verre à moitié vide (la crainte que le *green business* se fraie une voie royale pour remplacer dans les esprits la notion de développement durable, qui est beaucoup plus large et nuancée) ou le verre à moitié plein (considérer les outils de l'économie verte comme une façon de concrétiser le caractère un peu abstrait de cette notion de développement durable). L'un des domaines que l'on cite en exemple, où des décisions plus précises pourraient être prises au plan international, est celui des commandes publiques avec critères contraignants pour orienter les marchés vers les produits verts (ce que l'on appelle les *green public procurements*).

Pour ce qui concerne « l'architecture internationale » ensuite, la grosse faiblesse de

« Je pense que l'on va assister à de gros débloquages au niveau environnemental »

ans depuis 1999. Par ailleurs, j'ai été invitée à la conférence de Rio, en 1992, parce que j'avais développé une expertise sur les questions d'énergie. Depuis lors, j'ai continué à piloter à l'échelle internationale la délégation belge sur le développement durable.

Vous avez donc un regard particulier sur ce qui se passe en matière de négociations concernant le développement durable ?

Le développement durable est le créneau le plus participatif de la négociation internationale. On est vraiment dans une situation biface : les gouvernements prennent des engagements dans ces conférences, mais en interaction avec la société civile, qui participe aussi à ces négociations, beaucoup plus que dans d'autres matières.

Le Bureau du Plan tout entier est une interface entre le scientifique et le politique. C'est un organe public qui travaille pour éclairer les décisions publiques.

Quels sont à vos yeux les grands enjeux de Rio+20 ?

Les deux thèmes officiels sont d'une part l'économie verte et, d'autre part, ce que l'on appelle « l'architecture internationale » de l'Organisation des Nations unies pour faire avancer le développement durable.

Rio, il y a vingt ans, c'est d'avoir confié le suivi et le contrôle de la mise en œuvre du développement durable à un organe placé assez bas dans l'architecture internationale, soit la Commission du développement durable des Nations unies. Cette commission fait partie d'une petite dizaine d'autres, avec les commissions femmes, population, etc., qui sont placées côte à côte. C'est certes un bon petit laboratoire, mais placé trop bas dans la structure de l'ONU. Le travail de ces commissions n'a pas d'effet aussi retentissant que la parole du Conseil de sécurité.

L'une des questions de Rio, c'est comment allons-nous faire remonter tout cela dans l'architecture de l'ONU pour que ce travail soit pris au sérieux ? Parmi les idées qui circulent, il y a celle de créer un Conseil mondial du développement durable, à l'instar du Conseil des droits de l'Homme. Une autre idée est de transformer l'Ecosoc, le Conseil économique et social des Nations unies, pour en faire une grosse machinerie du développement durable. Il faut savoir que toute l'architecture internationale est en discussion, il n'y a pas que le développement durable.

Comment arriver à définir des objectifs en termes de production et de consommation ? Et à faire en sorte que ces objectifs soient poursuivis et deviennent



➔ **progressivement contraignants ?**

Il est pathétique de faire reconnaître à 195 pays que la façon dont on produit et consomme n'est pas durable. Faire apparaître la nécessité de changer les modèles de consommation et de production est un travail mené d'arrache-pied depuis vingt ans. Mais nous avons aujourd'hui, dans les documents préparatoires à la conférence de Rio+20, un ensemble d'objectifs de développement durable (appelés *sustainable development goals* – SDG, en termes onusiens). L'idée est que ces SDG s'appliqueraient à toute la planète et concerneraient les domaines économiques, sociaux et environnementaux (1).

Pour que cela serve à quelque chose, il faut bien entendu mettre sur pied un arsenal d'objectifs et des indicateurs précis, ainsi qu'un organe de contrôle et de monitoring au niveau de la planète. Cela permettrait de progresser vers une vision globale comprenant les conventions sur le climat, la biodiversité et le développement durable.

Parmi des objectifs de développement durable (SDG), des membres de la société civile et des autorités publiques ont développé des programmes de changement des modes de consommation et de production (*global sustainable consumption goals*), avec des objectifs concrets (2).

La société civile aurait donc une influence beaucoup plus importante que ce que l'on pourrait penser parfois ?

De cela, je suis absolument convaincu : la pression de la société civile fait la différence, bien sûr ! La démocratie participative est le sang qui circule dans la démocratie représentative. Dans ces négociations, on n'est pas dans le droit contraignant mais dans ce que l'on appelle « le droit sans dents », qui édicte de grands principes, comme les droits de l'Homme. Le droit moral pèse parfois plus lourd.

Les grandes machines sont sensibles aux grains de sable. Voyez un Sakharov, par exemple. Un dissident a parfois dix fois plus de pouvoir qu'un ministre.

Quelles différences voyez-vous entre Rio et Rio+20 ?

Rio en 92 doit être comparé à la Déclaration des droits de l'Homme, après la guerre. La déclaration des principes de Rio est belle et c'était un grand moment d'optimisme. Le principe de précaution, mais aussi celui d'égalité à l'intérieur des générations et entre les générations ont été adoptés à Rio. Il y a des périodes de l'histoire où l'on arrive à faire de beaux textes. Et puis on rame pendant des décennies pour les faire appliquer, cela va en dents de scie.

Mais le temps est un facteur clé dont on ne mesure pas l'importance, parce qu'on ne perçoit pas l'ampleur réelle des dégâts que l'on cause à la planète. Comment faire face à l'urgence écologique ?

Ce dont je suis convaincue, c'est que si on aborde cette question en la déconnectant des enjeux sociaux et économiques, on n'arrivera jamais à apporter des solutions. On ne peut pas extraire les enjeux environnementaux des enjeux globaux de la planète. Il faut arriver à montrer comment tout est lié. Dans l'agenda politique, il faut s'accrocher à la santé par exemple.

Ce que l'on peut faire, c'est donner l'alarme au plus haut niveau. Il y a du boulot à tous les étages. Même si beaucoup, au G20 ou au sommet de la Commission européenne par exemple, ne comprennent pas l'importance que l'on peut attacher à Rio+20.

Vous pensez que la gouvernance reste possible à ces étages sur de telles thématiques ?

Il faut regarder la façon dont les droits de l'Homme ont progressé depuis la dernière

guerre. A une lenteur exaspérante, parfois, mais ils ont progressé. Pour le développement durable, la biodiversité ou le climat, c'est pareil. Ce que l'on peut espérer, c'est qu'il y ait un brusque changement de rythme, un déverrouillage soudain et massif. On a vu cela avec le bloc de l'Est, en trois ans.

Je pense que l'on va assister à de gros déblocages au niveau environnemental. Les choses se débloquent parfois au moment où l'on ne s'y attend plus. Je pense à l'effet ketchup : rien ne coule, alors on tape et on tape encore sur le fond de la bouteille, et puis ça tombe d'un coup ! Le changement n'est pas toujours linéaire. Il fonctionne aussi par à-coups, par accélérations successives, et peut suivre une courbe exponentielle. Beaucoup de choses ont d'ailleurs déjà changé dans les mentalités. Et puis, on n'a pas le choix, on a des enfants et on ne peut pas leur dire que c'est foutu.

Cela me frappe de voir comment, d'un point de vue individuel, on rêve tous du meilleur pour ses enfants. Alors que, d'un point de vue collectif, trop rares sont ceux qui pensent aux biens communs : le climat, la qualité de l'air et de l'eau, la biodiversité... N'est-ce pas là un travail de type culturel énorme ? Par quel bout le prendre ?

Je me pose cette question depuis vingt ans. Je sais que ce n'est ni par le biais d'un régime totalitaire, ni par le préchi-précha qu'on arrive à aller de l'avant. Les gens doivent découvrir les choses par eux-mêmes, sinon cela ne marche pas. Il faut que la valeur de l'exemple parle d'elle-même et que ce soit un plaisir. ■

Propos recueillis par André Ruwet

(1) Tout ceci était en pleine discussion au moment où nous avons réalisé ces entretiens. Ces espoirs pourraient être partiellement concrétisés, être complètement dépassés ou devenir obsolètes lors de la conférence de Rio+20.

(2) Le document en cours de discussion à New York est consultable sur : www.unctd2012.org/rio20/mgzerodraft.html



Paul-Marie Boulanger : « Nous sommes plutôt concentrés finalement sur la question de l'impact sur le bien-être matériel de la société occidentale ».

Paul-Marie Boulanger,

directeur de l'Institut pour un développement durable (IDD, Louvain-la-Neuve)

Qu'est-ce que le Sommet de Rio a changé ?

Le concept de développement durable venait pour moi combler un vide à l'époque, en considérant comme une totalité des problèmes qui auparavant étaient envisagés séparément. Il y a eu là une véritable épiphanie (1). A mon avis, le domaine où les choses ont le plus bougé c'est la recherche scientifique. De nombreuses disciplines comme l'anthropologie, la sociologie ont été revivifiées, et des collaborations se sont fait jour entre biologie, écologie, etc. Un ensemble de recherches ont été légitimées – celle des indicateurs alternatifs au PIB par exemple –, il y a vraiment eu un avant et un après. Nos modes de production et de consommation par contre n'ont pas changé suffisamment, c'est une déception. En

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur ce concept de développement durable ?

Cette notion s'est un peu perdue. Elle a été fortement attaquée par les plus radicaux à gauche, car perçue comme trop consensuelle, passe-partout, et s'est vue remplacée par la décroissance, puis la transition. Peut-être le développement durable s'est-il institutionnalisé trop tôt ? C'est une bonne et une mauvaise chose : à la fois un concept fédérateur, qui est entré dans les mœurs, dans la constitution de certains Etats, et une notion qui a perdu de sa puissance d'innovation, de sa radicalité, ou même a été perçue comme récupérée et neutralisée.

Le DD (pour développement durable) s'est aussi dissout un peu dans le changement climatique, alors qu'un tas d'autres préoccupations existaient, comme l'égalité, la transversalité, etc. Mais la modification du climat étant ce qui risque de toucher le plus les pays riches, elle s'est imposée comme premier sujet de préoccupation. L'aspect combat contre les inégalités Nord-Sud est passé au second plan, et nous nous sommes plutôt concentrés finalement sur la question de l'impact sur le bien-être matériel de la société occidentale. ■

Recueilli par Laure de Hesselle

« Une notion institutionnalisée trop tôt ? »

même temps, croire qu'en une génération on allait pouvoir tout métamorphoser, c'était naïf...

(1) Dans le sens de la phrase, ici, « une fête de la lumière ».

Le développement durable en mode concret

Vingt ans après Rio, que reste-t-il ? Dans les administrations, les écoles ou la vie locale, ce grand sommet a laissé des traces et eu de vrais effets.

Lors du premier Sommet de la Terre de Rio, 200 pays signent un programme d'action pour le 21^e siècle : l'Agenda 21. La Belgique est parmi les signataires de ces recommandations et s'est donc engagée à avancer vers un développement durable.

Qu'en reste-t-il vingt ans plus tard ? A divers niveaux, et avec des réussites diverses, le « DD » (pour développement durable) est entré dans le vocabulaire et dans les actes. Si l'aspect environnemental a parfois pris une place trop dominante, les autres – social et économique – sont aujourd'hui plus présents, et la bonne gouvernance que prône l'Agenda 21, par la participation, par l'analyse des résultats, par la transversalité, avance petit à petit... Vingt ans plus tard, rien n'est gagné, mais ça bouge !

Les Agendas 21 locaux

L'un des grands axes de cet engagement international est sa traduction au niveau local. Chez nous, son application est pour le moins inégale entre les Régions bruxelloise et wallonne, du moins sous l'étiquette officielle Agenda 21.

Dans les communes bruxelloises, poussées par la Région, son soutien méthodologique fort et ses 50 000 euros par an pendant 3 ans, les projets ont fleuri un peu partout (dans 15 communes et 7 CPAS, l'objectif étant d'atteindre les 19 communes), l'effet d'émulation jouant son rôle. « *Un atelier est organisé tous les mois, ainsi que deux comités d'accompagnement par an, expliquent Philippe Mertens, conseiller développement durable à l'Association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et Sandrino Holvoet, responsable de programme à la Fondation pour les générations futures. En 2006 nous étions clairement en retard, et aujourd'hui nous sommes pris pour modèle. Ce n'est pas toujours facile, car la planification, la transversalité, la participation sont à apprendre, c'est une toute autre façon de fonctionner. Le subsidé a d'ailleurs souvent servi à engager une personne extérieure, qui a apporté un peu de vent frais. La moitié de ces personnes sont aujourd'hui confirmées à leur poste, ce qui est un vrai succès.* »

Bruxelles

Un engagement qui prend

Des dizaines d'actions siglées « Agenda 21 » existent sur la commune de Bruxelles. En

voici pêle-mêle quelques exemples : gestion des espaces verts de façon écologique et différenciée, ouverture d'une boutique, Récéart (récupération des textiles usagés pour créer de nouveaux vêtements et atelier de formation par le travail en couture), plantation d'un verger dans le jardin d'une maison de repos, plan lumière permettant d'économiser plus de 30 % d'électricité, formation d'agents communaux de Kinshasa à l'enregistrement des naissances... A Bruxelles, la réflexion a débuté dès 2005, et deux coordinateurs – l'un à la ville, l'autre au CPAS – y travaillent à plein temps depuis 2009.

Au sein du CPAS, Nathalie Dombard a d'abord tenté d'insuffler une dynamique interne, avec l'aide d'une équipe où chaque département était représenté. « *Ça a très bien démarré, puis ça s'est petit à petit essoufflé, car il fallait beaucoup de réunions avant de voir un résultat.* » Mais parallèlement, grâce à la sensibilisation plus globale, d'autres projets sont nés, de façon naturelle. « *Dans les écoles de devoirs par exemple : l'une d'entre elles a décidé de distribuer des goûters sains. Elle s'est rapidement rendu compte que les enfants étaient bien plus concentrés, et cela a été étendu aux autres antennes, puis cela s'est accompagné d'ateliers enfants-parents, de visites au marché bio et au supermarché, de cours de cuisine. Les goûters ne sont plus offerts aujourd'hui, mais ceux apportés par les enfants se sont vraiment améliorés.* »

La sensibilisation aux économies d'énergie est bien entendu un domaine important d'intervention pour un CPAS, suivi par l'alimentation. « *Ce n'est pas toujours facile, et on se demande parfois si on leur apporte vraiment ce dont ils ont besoin, car les gens sont de plus en plus méfiants, s'isolent de plus en plus. Il faut être patient, laisser le temps...* » Ainsi, l'un des projets, en liaison avec l'association Le début des haricots, a installé de grands bacs potagers au pied d'un immeuble social. Une proposition qui a été très mal perçue – cela va faire du bruit, déranger... « *Puis les enfants sont venus voir, raconte Nathalie Dombard, en ont parlé à leur parents, et doucement les choses prennent vie. L'espoir étant d'améliorer le lien social, de voir les habitants planter et partager leurs légumes.* »

Bonne gouvernance

L'introduction de l'Agenda 21 local a également des conséquences moins visibles



Un verger planté aux abords d'une maison de repos du CPAS, c'est l'occasion de sentir, de goûter, de partager son savoir, de favoriser la biodiversité. Un projet très réussi de l'Agenda 21 de Bruxelles.

de l'extérieur, et pourtant extrêmement intéressantes : l'introduction d'indicateurs. « *Un véritable suivi est maintenant organisé, expliquent Sébastien Voyneau, le coordinateur Agenda 21 de la commune, et Philippe Itschert, conseiller au cabinet du bourgmestre. Les différents services doivent fournir des informations objectives au 31 décembre, en tirer des tendances, une appréciation qualitative, expliquer les écarts entre résultats attendus et résultats atteints.* » Tout cela est publié dans un rapport annuel. « *Quand c'est le cas, voir noir sur blanc que ça n'a pas bougé, ça fait réagir ! Et cela accélère peut-être l'émulation.* » Cette publication est aussi l'occasion d'une mise en valeur qui motive les participants. De vrais effets sont d'emblée



→ intervenus, par exemple lorsqu'une fuite d'eau a pu être détectée dans une maison de repos grâce au suivi des factures, inexistant auparavant. « *Cette culture de bonne gouvernance a vraiment été impulsée par l'Agenda 21, et elle percole.* » A Bruxelles, histoire d'éviter les querelles et compétitions, le développement durable a été attaché au cabinet du bourgmestre, l'idée étant que tout le monde en soit porteur. Et ce sont aujourd'hui une quarantaine de personnes motivées – les délégués désignés par voie hiérarchique ont été remplacés rapidement par des volontaires – qui tirent la commune vers le haut. « *Les contacts entre services sont facilités, la dynamique de transversalité et de réseautage prend vraiment ! Et la démarche est pérenne : nous avons été*

« trop loin » pour revenir en arrière. » En Wallonie, le « label » Agenda 21 n'a pas vraiment pris. « *En réalité, un ensemble d'outils existent déjà : schéma de structure, Plan communal de développement rural (PCDR), etc.,* précise Tom De Schutter, directeur à l'Union des villes et communes de Wallonie. *Ce qui manque, ce sont donc plutôt les critères qui permettraient de dire d'un projet qu'il est Agenda 21.* » Du coup, les communes sont nombreuses à mettre en œuvre le développement durable, mais sous d'autres appellations. Une trentaine sont impliquées dans la réalisation d'un PCDR-Agenda 21, 80 ou 90 conseillers en environnement ont été engagés. « *Nous plaçons pour une plate-forme interwallonne,* poursuit Tom De Schutter, *qui pour-*

rait centraliser les informations et simplifier tout cela. Cela donnerait un coup d'accélérateur. »

Genappe : donner du sens

A Genappe, commune rurale du Brabant wallon, Aude Roland est conseillère en environnement et mobilité. Engagée à l'occasion d'un arrêté de la Région wallonne subventionnant son poste, elle a notamment pour mission de mettre en place l'Agenda 21 local dans la commune. Mais quelques formations plus tard et après avoir creusé la question, décision est prise de recourir plutôt au PCDR, le Plan communal de développement rural. « *Quand nous nous sommes mis à l'Agenda 21, nous étions convaincus,* raconte la conseillère. *Mais nous nous sommes rendu compte que cela ne correspondait pas à ce dont nous avons besoin. Ce que la Région attendait n'était pas clair, et nous ne savions pas vraiment ce qui allait être réalisé.* » Le PCDR est lui plus précis, il permet d'obtenir des subsides pour certains projets et d'assurer plus sûrement leur réalisation. Diagnostic, objectifs à trois, six ou dix ans, évaluation, cela ressemble finalement fortement à ce que peuvent être les Agendas 21 bruxellois.

Depuis le début de la législature, la commune a déjà un Contrat d'avenir local. Plus restreint quant aux domaines qu'il couvre, il a toutefois un peu les mêmes buts : évaluer les atouts et les faiblesses de Genappe, développer des actions, les classer par priorités et les suivre au moyen d'un Conseil consultatif du développement durable où se réunissent citoyens, membres de l'administration et politiques. Il a d'ores et déjà permis d'étudier l'idée d'une unité de biométhanisation, de porter la voix des habitants à propos de l'aménagement d'un écoquartier sur le site d'une sucrerie, de promouvoir les producteurs locaux, etc.

« *Il faudra en quelque sorte recommencer pour mettre en place le PCDR – et sa Commission locale de développement rural –, ce qui pose question en termes de crédibilité...* » Mais la commune a tout de même déjà ainsi un peu d'expérience. « *La vision transversale et à long terme de ces projets doit se faire petit à petit, car c'est une nouvelle culture qui doit s'installer. C'est peut-être plus facile dans une petite commune, car les contacts y sont plus simples, plus directs.* »

Entre schéma de structure, contrat de mobilité, Agenda 21, CAL..., on s'y perd un peu, et l'espoir avec le PCDR est d'avoir un outil qui réunisse tout cela. « *Que tous les projets tiennent compte l'un de l'autre et avancent ensemble, cela leur donne un sens !* » Ou comment faire de l'Agenda 21 local sans Agenda 21 local...

Dans les deux Régions et au-delà, l'échange de bonnes pratiques pourrait être utile. Car faire partie d'un réseau mondial offre de la visibilité, un souffle plus vaste, une émulation. Dommage d'en profiter si peu ! ■
Laure de Hesselte

SPPDD

Un laboratoire d'idées hors du commun

Le SPPDD, vous connaissez ? Derrière ces lettres se cache le Service public fédéral de programmation développement durable. Fondé en 2002, dans la foulée de la loi développement durable de 1997 qui instituait les acteurs du développement durable au niveau fédéral (1), ce service d'une vingtaine de personnes a pour tâche de coordonner les politiques et d'apporter une expertise. « *C'est unique en Europe,* se félicite Sophie Sokolowski, présidente ad interim, et Cédric Van de Walle, responsable de la cellule stratégie et planning, *d'avoir ainsi un service spécialisé, et qui intègre vraiment les trois dimensions du développement durable. Ailleurs, c'est souvent sur l'environnement que se focalise l'attention.* »

Le SPPDD propose des actions très concrètes, comme inciter les cantines des services publics fédéraux à modifier le contenu de leurs assiettes – les plus avancées offrent maintenant des plats végétariens deux fois par semaine ou cuisinent des légumes de saison. Il subventionne également des initiatives durables issues de la société civile, etc.

Mais ce service est avant tout un laboratoire d'idées. Il propose à tous les ministères et administrations fédérales des outils pour aller plus loin : la certification EMAS (Eco-management et audit scheme – Système de management environnemental et d'audit, dont l'objectif est de diminuer les impacts environnementaux des activités d'une institution), un guide des achats durables (notamment pour les marchés publics), ou encore l'EIDD (Etude de l'impact des décisions sur le développement durable), procédure permettant aux fonctionnaires de mesurer l'incidence d'une action politique aux niveaux social, économique et environnemental, ici et ailleurs et à long terme.

« *Notre difficulté est précisément d'être un laboratoire : ce sont les autres qui doivent appliquer nos propositions. Et la situation est très hétérogène. Pour prendre l'exemple de l'étude d'impact, c'est un vrai changement de culture qui est demandé. L'étude doit se faire avant la mise en œuvre d'une politique si l'on veut pouvoir amender cette dernière – il a fallu un peu de temps pour que cela soit compris. Cette évaluation ex ante (2) a d'autant plus de sens aujourd'hui qu'elle peut être une réponse à la crise. Mais nous sommes encore loin d'une procédure qui tourne rond... Il faut un soutien des politiques, qu'ils jouent le rôle de modèle.* »

La mise en œuvre des procédures soutenables n'est donc pas toujours facile, elle est très variable d'une administration à l'autre, suivant l'intérêt que lui portent les individus, suivant le nombre de mesures à appliquer, et elle est souvent perçue comme une contrainte de plus.

« *Dans le même temps, un ensemble de personnes, d'experts ont acquis des compétences, et abordent les questions avec cette grille d'analyse transversale, si bien que le développement durable entre en quelque sorte par la bande.* »

A l'heure actuelle, différentes réflexions ont lieu dans les services publics fédéraux. Des fonctionnaires se réunissent pour réfléchir à long terme, cibler des objectifs pour 2050. « *Cela donne lieu à de vrais débats, certains s'impliquent avec enthousiasme. On verra les résultats, car il faudra que les objectifs proposés soient acceptés et soutenus, mais c'est pour l'instant passionnant, et unique dans l'administration.* » ■

(1) Une task force développement durable au sein du Bureau fédéral du Plan, un Conseil fédéral du développement durable, une Commission interdépartementale pour le développement durable.

(2) Se dit d'une analyse qui se fait de manière prévisionnelle.



Le site de la sucrerie, à Genappe, va se transformer en éco-quartier. Les habitants ont pu donner leur avis grâce au Conseil consultatif du développement durable de la commune.

A l'école du développement durable

Au cœur de Liège, le collège Saint-Barthélemy – Saint-Bar pour les intimes – est une école secondaire d'enseignement général réputée pour sa culture d'ouverture et de participation. Le développement durable n'est pas ici un mot vide de sens, et le collège est l'un des modèles des Agendas 21 scolaires (1).

Tout a commencé par un test d'endurance lancé par les profs de gym. Remarquant que certains élèves qui n'avaient pas bien mangé se sentaient mal après l'effort, une réflexion est lancée avec Thérèse Surinx, la prof de sciences, dans le cadre de son cours sur l'alimentation. « *Et petit à petit, tout le monde s'y est mis* », se souvient-elle. Jusqu'à l'organisation d'une semaine de l'éducation au développement durable. « *La décision a été prise d'y consacrer du temps, avec une petite équipe de professeurs et des intervenants extérieurs.* » C'est à cette occasion que l'enseignante rencontre l'association COREN, qui lui propose de participer à l'Agenda 21 scolaire, histoire d'« officialiser » les efforts durables du collège. « *L'intérêt est de rassembler tout ce*

que nous faisons. Les réunions de la quinzaine de profs qui participent sont inscrites dans le calendrier général, cela "assoit" ce que nous réalisons et autorise les projets de longue haleine. » L'aspect administratif – tout doit être quantifié, calculé, répertorié – est conséquent, parfois lourd, mais cette obligation permet en même temps de dresser un vrai bilan, de constater les progrès. « *Et puis cela nous lie quelque part à l'ONU, à une vision de l'homme du 21^e siècle, optimiste, et donne une identité à l'école* », remarque son directeur, Jean-Marc Drieskens.

Tous azimuts

Un des points forts des Agendas 21 est la participation – des élèves dans le cas des écoles. « *Nous avons d'abord sollicité les délégués de classe, mais si certains étaient vraiment intéressés, d'autres l'étaient beaucoup moins. Nous avons alors formé une équipe de 21 écodélégués, des volontaires de tous les niveaux, où les plus âgés écolent les plus jeunes.* » Cette équipe monte des projets très concrets, comme la création d'une boîte à tartines, choisie après une véritable étude de marché, portant un logo spécifique, et qui est distribuée depuis à tous les élèves de première. « *Il y a là un vrai moyen de valoriser autrement les personnes, notamment celles qui sont en difficulté scolaire.* »

Des fournitures scolaires de plus en plus écologiques à l'inscription des parents qui le désirent sur une liste de covoiturage, des vendredis de nettoyage et de tri des déchets à la réhabilitation d'un verger, du relevé de toutes les consommations énergétiques à la « tassotheque » (où l'on boit dans de vraies tasses et non dans des gobelets en plastique) de la salle des profs, de la sensibilisation au respect du personnel de nettoyage (qui peut placer un *smiley* sur le tableau de la classe pour signifier s'il est content ou pas) à la semaine de l'éducation au développement durable, les initiatives sont extrêmement nombreuses. « *Il faut d'ailleurs parfois veiller à ne pas en faire trop*, sourit Jean-Marc Drieskens, *notamment avec les adolescents... On a gagné quand le comportement devient naturel.* » Au-delà du changement des gestes et des habitudes, le collège a aussi tenu à fonder un cours : les élèves de deuxième secondaire ont, six mois durant, une formation au développement durable, au prix d'une petite gymnastique horaire. « *C'est vraiment de l'éducation citoyenne, l'idée étant de leur montrer que cela touche tous les domaines. Ils effectuent une série de visites – chez Terre, à la station d'épuration, etc. –, puis doivent réaliser un travail, qui sera noté.* » Quant à Thérèse Surinx, elle peut, une après-midi par semaine, se consacrer entièrement au projet. L'Agenda 21 concerne tous les aspects de la vie scolaire et est parfois perçu comme envahissant... « *Il faut du temps*, constate la responsable, *les choses s'installent petit à petit. Il faut apprendre à être patient.* » « *L'enseignant est un semeur, complète Jean-Marc Drieskens, c'est parfois frustrant, car ce n'est pas lui qui récolte. Mais il est important pour pour les élèves d'avoir déjà entendu tout ça, que le développement durable soit vraiment partie prenante dans la vie de l'école.* »

■ L.d.H.

(1) Programme mis en place en liaison avec l'asbl COREN et la Région wallonne. www.coren.be.



Vendredi, c'est tri ! Les élèves de Saint-Bar vivent le développement durable au quotidien.

1972 : Le rapport du Club de Rome

Des avertissements surprenants

Cette année marquera aussi le quarantième anniversaire du célèbre rapport Meadows, qui pour la première fois alertait la planète des dangers de la croissance. Mais si tout le monde en parle, rares sont ceux à l'avoir lu. Que contient-il ? Pourquoi reste-t-il d'une glaçante actualité ? Quel type d'effondrement décrit-il ? Que nous enseigne-t-il sur les principes du vivant ? Une plongée vertigineuse dans l'univers de la systémique, des modèles et des exponentielles...

Peu de francophones ont lu ce rapport, et pour cause, la traduction française est épuisée depuis longtemps ! Véritable best-seller vendu à plus de 12 millions d'exemplaires dans le monde, le livre *The Limits to growth* (*Les limites de la croissance*) est entré dans l'histoire (1). Il est le premier à avoir montré que notre terre ne peut supporter le rythme de croissance que nous avons connu à la fin du 20^e siècle.

Nous sommes à la fin des années 60, le Club de Rome demande à des chercheurs du MIT (Massachusetts Institute of Technology, Etats-Unis) d'étudier l'évolution à long terme de notre système « monde ». Pour cela, rien de tel qu'un modèle informatique qui décrit les interactions entre les cinq principaux paramètres globaux du monde (population, production industrielle, production alimentaire, niveau des pollutions et des ressources non renouvelables). En faisant varier ces paramètres artificiellement, les chercheurs peuvent ainsi créer différents scénarios à long terme.

Quels scénarios ?

Le premier scénario, le *business as usual*, n'est guère réjouissant ! Si l'économie continuait sa croissance au rythme des années 60, c'est-à-dire en consommant plus que ce que l'environnement n'est capable de fournir, le système deviendrait extrêmement instable et un effondrement économique global se produirait au début du 21^e siècle, suivi d'un déclin de la population mondiale à partir de 2030 (voir graphique, lignes pointillées). Ici, « effondrement » ne signifierait probablement pas fin de l'humanité, mais début d'une ère de descente énergétique forcée et de « déclin incontrôlable de la population humaine » sur une durée d'environ un siècle.

Les chercheurs ont ensuite imaginé différentes solutions possibles, soit autant de scénarios que l'humanité pourrait appliquer pour essayer de rendre le système stable. Le premier serait, par exemple, de découvrir de nouveaux gisements de ressources non renouvelables dans les sous-sols (on double le paramètre « ressources » dans le modèle et on observe la réaction à long terme). Le résultat (non représenté ici) est catastrophique : l'effondrement serait certes un peu plus tardif, mais autrement plus violent ! En réalité, toutes les solutions se sont avérées insuffisantes en elles-mêmes pour stabiliser le système : contrôler radicalement la pollution, doubler la production alimentaire, contrôler la perte des terres arables, développer des technologies « vertes » hyperefficientes, stabiliser la production industrielle et même contrôler la natalité ! Et pour cause : tout est lié. Le seul scénario « stable », c'est-à-dire la possibilité d'un monde « soutenable », a été obtenu en cumulant toutes ces

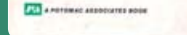


→ Historique Modéliser le « système monde »

En 1968, sous l'impulsion d'Aurelio Peccei, membre du conseil d'administration de Fiat, et Alexander King, scientifique et fonctionnaire écossais, se forme le Club de Rome, un groupe de réflexion « préoccupé par l'avenir de l'humanité et de la planète ». Ils demandent à Jay W. Forrester, professeur au MIT, pionnier de l'informatique et de la théorie des systèmes, de réfléchir à la modélisation du « système monde » et à son évolution à long terme. Forrester est emballé par le projet mais, comme c'est souvent le cas, le réfère à l'un de ses doctorants, Dennis Meadows. Meadows a fait le rapport, mais n'a jamais fait partie du Club de Rome.

Vingt ans après, l'année du Sommet de Rio, Meadows et son équipe font à nouveau tourner le modèle avec des données plus récentes, mais avec les mêmes résultats. Le texte est par contre entièrement revu et publié sous le titre *Beyond the Limits* (*Au-delà des limites*). Selon eux, dans les années 90, nous avons dépassé les limites de notre planète.

En 2004, la même équipe publie une troisième édition, avec un nouveau logiciel, les données les plus récentes et un texte plus pessimiste. Le livre s'intitule *Limits to Growth : The 30-Year Update*. C'est celui-ci qui vient d'être traduit en français aux éditions Rue de l'Echiquier (1). Enfin ! ■



La couverture du premier rapport, c'était il y a 40 ans.

(1) Sous le titre *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, avec une préface de Jean-Marc Jancovici.

solutions et en supposant qu'elles soient mises en place le plus tôt possible...

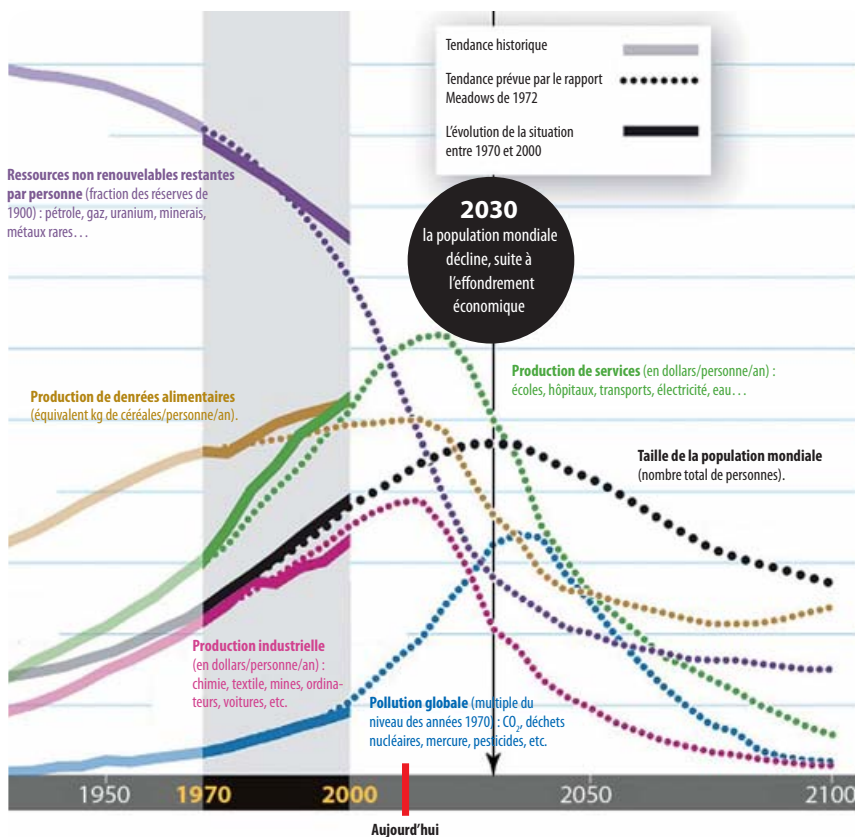
Le principal résultat de ce travail n'est pas de nous prédire l'avenir avec précision, de prôner la « croissance zéro » ou d'annoncer la fin du pétrole pour l'an 2000, comme ont pu le dire ses détracteurs. Il met simplement en garde sur l'extrême instabilité de notre civilisation. Non seulement tous les paramètres sont liés de manière très complexe, mais le système contient d'innombrables boucles de rétroactions et d'exponentielles (*voir encadré Concept*). Or, dans le monde vivant, qui est le seul que nous ayons, une augmentation exponentielle ne dure jamais bien longtemps : soit elle se stabilise, soit elle s'effondre. Un bébé croît de manière exponentielle, mais arrive un moment où sa croissance se stabilise (heureusement !). Cela s'applique aussi bien à un arbre, à une population de puces... ou à notre civilisation.

Pour les auteurs, il est difficile d'être plus clair : « *L'éventail des futurs possibles recouvre une grande variété de chemins. Il y aura peut-être un effondrement brutal ; il est aussi possible qu'il y ait une transition en douceur vers la soutenabilité. Mais les futurs possibles n'incluent pas une croissance infinie des flux matériels. Ça n'est pas une option dans une planète finie.* » (2)

Une surprenante actualité

Le modèle a été conçu il y a 40 ans. Depuis, il a été testé, critiqué, recalculé, et malheureusement, il s'est avéré très robuste. En 2002, la même équipe a fait tourner le modèle en s'appuyant sur un logiciel beaucoup plus perfectionné (World3). En 2008, un scientifique australien, Graham Turner (3), a entrepris de comparer les données réelles et les différents scénarios. En 30 ans, l'humanité s'est clai-

nts d'actualité



Le rapport Meadows : comment colle-t-il à la réalité ?

Avant 1970 : ce sont là les données historiques.

Après 1970 : le modèle *business as usual* du rapport original, tel qu'il fut publié en 1972, se trouve en pointillés. En traits continus : comment les choses ont évolué dans la réalité. Il est troublant de constater que l'écart entre les prévisions de Meadows et les évolutions observées est minime. Les données collectées sont disponibles sur www.csiro.au/resources/SEEDPaper19.

rement dirigée vers le scénario *business as usual* (voir graphique, *lignes pleines*). La puissance du modèle de 1972 fait froid dans le dos ! Et Turner de conclure : « Ceci est une sonnette d'alarme très claire. Nous ne sommes pas sur une trajectoire soutenable. » La Netherlands Environmental Assessment Agency a fait un rapport il y a deux ans avec les dernières données empiriques. Même résultat ! Quarante ans après, l'auteur principal est plus pessimiste que jamais (lire l'interview de Dennis Meadows p. 20-21). Rien n'a vraiment été entrepris pour amorcer le scénario de stabilité. Au contraire, depuis 1963, la production industrielle mondiale a crû de 2,9 % par an, c'est-à-dire qu'elle a doublé tous les 24 ans ! Selon les auteurs, il est trop tard pour que notre civilisation devienne « soutenable ». A l'époque, nous disposions d'une cinquantaine d'années, il ne nous en reste qu'une dizaine tout au plus. Autrement dit, mission impossible.

La croissance ne reviendra plus jamais, il faut en faire son deuil. Tous les efforts que nous ferons pour la relancer seront immédiatement stoppés net par un prix prohibitif de l'énergie (4) et par les capacités limitées des écosystèmes à se régénérer. Il s'agit maintenant de se préparer collectivement à cette grande descente énergétique. Le principal enjeu sera le partage de ce qui reste. Et le niveau de vie des Américains – et des autres pays riches – devra être négociable, contrairement à ce que lançait George Bush à la face du monde. ■

(1) La première édition française du rapport de 1972 avait pour titre *Halte à la croissance ?*, et la préface non plus n'était pas tout à fait en phase avec le contenu du rapport.

(2) *Limits to Growth. The 30-Year Update*, Meadows et al., 2004, Chelsea Green Publishing, p. 13.

(3) www.csiro.au/resources/SEEDPaper19

(4) *La troisième révolution industrielle. Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde*, Jeremy Rifkin, 2012, Les liens qui libèrent.

→ Le concept

L'exponentielle et le vivant

Nous avons tous le réflexe de voir la croissance comme un phénomène linéaire (exemple : un cheveu qui grandit d'un centimètre par mois), et nous avons aussi beaucoup de mal à concevoir la croissance exponentielle, c'est-à-dire l'augmentation d'un pourcentage constant par période de temps (exemple : 7 % d'intérêts par an sur mon compte épargne). Or, l'exponentielle est sournoise, car une croissance de 7 % par an signifie un doublement tous les 10 ans. Si l'économie chinoise double en 10 ans, elle quadruple donc en 20 ans, et en 30 ans... nous sommes face au volume de 8 économies chinoises ! Vous possédez un étang sur lequel pousse un petit nénuphar. La plante double sa taille chaque jour. Si vous la laissez, elle envahit l'étang en 30 jours, étouffant toute autre forme de vie. La plante reste petite pendant longtemps et vous ne décidez de vous en soucier que lorsqu'elle aura atteint la moitié de la surface de l'étang. De quel jour s'agit-il ? Du 29^e bien sûr ! Vous n'aurez alors qu'un jour pour sauver votre étang.

De très nombreux phénomènes biologiques, économiques ou sociaux sont caractérisés par une croissance exponentielle. En mathématiques, une exponentielle monte jusqu'au ciel. Sur terre, il y a un plafond bien avant. Toutes les données scientifiques montrent que de nombreux paramètres de notre planète ont pris le chemin de l'exponentielle : la population, le PIB, la consommation d'eau, l'utilisation de fertilisants, la production de moteurs ou de téléphones, le tourisme, la concentration atmosphérique en dioxyde d'azote et en méthane, le nombre d'inondations, les dégâts causés aux écosystèmes, la destruction des forêts, le taux d'extinction des espèces, etc.

Le 29^e jour est-il déjà passé ? ■

→ Methodo

Une approche de la planète comme un tout indivisible

Meadows et ses collègues ont utilisé les premiers outils informatiques disponibles pour comprendre l'évolution de cinq paramètres importants de notre monde. Dans une approche systémique, ils ont cherché à identifier toutes les interactions entre ces paramètres (par exemple que l'accroissement de la production industrielle augmentait la consommation des ressources non renouvelables) et ont conçu un modèle d'une grande complexité basé sur des dizaines d'interactions et de boucles de rétroactions positives et négatives.

Mais aussi complexe soit-il, un modèle simplifie toujours la réalité.

Il s'agit d'ailleurs d'une approche globale qui considère la planète comme un tout indivisible, et ne s'attarde pas sur les différences entre les territoires ou sur les inégalités entre les populations. Soit.

En fait, l'intérêt d'un tel modèle n'est pas de prédire avec exactitude l'avenir du monde, ni de prouver qu'il y a une limite à la croissance (c'était une hypothèse de départ !), mais d'étudier la stabilité et la robustesse d'un tel système confronté aux changements, ainsi que ses réactions à long terme. Il n'en perd pas pour autant sa valeur. Pour Dennis Meadows, « si aucun des scénarios n'a valeur de prophétie, tous doivent être considérés comme des avertissements ». ■

Dennis Meadows, co-auteur du rapport du Club de Rome



Dennis Meadows propose de s'impliquer dans l'accroissement de notre capacité à résister aux chocs climatique et énergétique à venir.



« La forme qui symbolise la fin de la croissance est celle d'une bulle », affirme Dennis Meadows.

Coordinateur du rapport publié en 1972, Dennis Meadows ne cesse de répéter le même message depuis 40 ans : la fin brutale de la croissance « physique » est attendue pour le 21^e siècle. Pour lui, il faut maintenant construire de la résilience pour affronter les chocs à venir.

« Il faut construire rapidement de la résilience »

Professeur de dynamique des systèmes, Dennis Meadows comprend mieux que quiconque les subtilités et les comportements imprévisibles des systèmes complexes. Pragmatique et sans langue de bois, il pense qu'il est déjà trop tard pour le « développement soutenable », comme on dit en anglais.

Etrangement, le public francophone vous connaît mal. Qui êtes-vous, Dennis Meadows ?

C'est vrai, ma première conférence publique en France a été donnée en 2011 !

Aujourd'hui, je suis retraité, mais toute ma vie j'ai enseigné les modèles informatiques, les modèles de politiques environnementales et les modèles liés aux ressources environnementales. J'ai aussi travaillé à influencer les politiques publiques sur l'énergie et l'épuisement des ressources. En fait, je suis spécialiste de la dynamique des systèmes, qui est une branche particulière de la science des systèmes. Lorsque le Club de Rome m'a commandé le rapport, j'étais étudiant au Massachusetts Institute of Technology, mais je n'ai jamais appartenu au Club de Rome par la suite.

Que faut-il retenir de ce rapport ?

Le livre prouve – et il est quasiment le seul à le faire – que notre système est instable. La forme qui symbolise la fin de la croissance est celle d'une bulle, d'un effondrement. On doit vraiment travailler très dur et avec un grand sens de l'anticipation pour que cela ne se produise pas et pour créer des conditions d'équilibre à long terme. Mais nous avons déjà dit cela il y a 40 ans...

Vous voulez dire qu'il est trop tard pour agir ?
Pour obtenir de bons résultats, oui.

Après 40 ans, avez-vous envie de réécrire le rapport ?

Non, cela ne sert à rien. Un livre de plus ne fera pas bouger les choses. Si on publie ce livre aujourd'hui, même s'il est bien écrit et convaincant, il n'aura pas de succès. Il aura cent fois moins d'impact qu'il y a 40 ans. Beaucoup de gens parlent de la fin de la croissance aujourd'hui, prenez Tim Jackson par exemple...

La fin ultime de la croissance « physique » est donc selon vous imminente et inévitable (1). Pourtant, les économistes prévoient quand même une faible croissance pour les années à venir...

La crise de la dette repose sur l'idée qu'il y aura une croissance éternelle. Aussitôt que vous envisagez une fin de la croissance, ces dettes deviennent impossibles. Or, c'est la situation actuelle. On entre dans une période de croissance nulle et toutes ces dettes ne seront jamais remboursées, en Grèce, en France, aux Etats-Unis, etc. C'est un fantasme collectif. Les conséquences de cette situation pour les gens sont si terribles qu'on les ignore purement et simplement. Et même ceux qui savent continuent à agir comme si tout allait redevenir comme avant.

La décroissance

Participez-vous au mouvement de la décroissance ?

J'ai des amis proches qui veulent lancer un programme de décroissance au Japon. Je leur ai dit : « C'est fantastique, mais ne l'appellez pas décroissance ! » Une initiative qui porte le nom de « décroissance » n'aura jamais d'influence politique.

Pourquoi ?

Parce que c'est un terme intrinsèquement négatif. Je leur ai dit de l'appeler plutôt « centre de bonheur humain » : même programme,

mêmes personnes, mêmes thèmes, tout est identique à part le nom. Là vous aurez du succès et vous trouverez de l'argent. J'ai été invité à une de ces conférences sur la décroissance à Paris, mais je leur ai dit que ça ne fonctionnerait pas. C'est juste une question stratégique.

Stratégiquement, le mot « décroissance » a été forgé pour ne pas être récupéré par les économistes *mainstream*...

Mais je suis favorable à ce que les mots soient récupérés par les économistes ! Nous ne détruirons pas l'économie *mainstream*, elle est très bien implantée dans le système. Si vous voulez faire un programme de changement social sans inclure ces économistes, alors laissez tomber, ça ne marchera pas. La majorité des économistes sont des gens bien qui essaient de faire de leur mieux et se sentent concernés par ce qui se passe. Donnez-leur une nouvelle manière de penser et ils résoudreont beaucoup de problèmes. Par exemple, réfléchir à une économie basée sur autre chose que la consommation.

Alors, « développement soutenable » plutôt que « décroissance » ?

Je n'aime pas du tout cette expression de *sustainable development*. Un jour, j'étais à une conférence en Suède sur l'agriculture soutenable. J'ai demandé à un expert, en aparté, si cela signifiait pour lui qu'il fallait que la Suède soit totalement autonome du point de vue alimentaire. Il a répondu oui. J'ai été voir un autre expert et lui ai posé la même question. Il a répondu non. C'est bien la preuve que ce mot n'est ni pertinent, ni utile. Aujourd'hui, l'humanité devrait se concentrer sur la résilience plutôt que sur le développement soutenable. Utilisez le mot résilience car il a une signification précise.

Construire la résilience

C'est justement ce que fait le mouvement de la transition...

Oui, c'est un mouvement très intéressant. D'ailleurs le mot « transition » est neutre, c'est un bon mot. Comme les gouvernements n'agissent pas, ce sont les villes, les villages et les communautés locales qui s'organisent pour faire face à la pénurie d'énergie des prochaines années.

Mais il faut être clair, la crise de l'euro que nous traversons peut mener à la fin des démocraties en Europe. En Grèce, la population a été forcée d'adopter des mesures drastiques. Et ce n'est qu'un début : le chaos arrive. Quand vous êtes face au chaos, et que les gens ont le choix entre une situation d'ordre et une situation de liberté, nous savons qu'ils préfèrent l'ordre. On a vu cela en Russie, avec Poutine. Les gens disent : « C'est un régime corrompu, mais je peux me promener le soir dans la rue. » C'est ce qui est en train d'arriver. La résilience est importante, car elle nous permet de conserver un peu d'ordre, même dans un monde de chaos. Si vous avez un système non résilient, lorsqu'un choc arrive -et il arrive -cela tourne rapidement à la dictature. Il y aura toujours un type simpliste qui va promettre des solutions rapides et des gens pour lui donner le pouvoir.

L'euro va-t-il aussi s'effondrer ?

Il est possible que l'euro s'effondre. Je ne suis pas économiste, mais je ne pense pas que l'effondrement de l'euro puisse entraîner l'effondrement de la société. Par contre, le réchauffement climatique le peut ! L'épuisement du pétrole va aussi profondément affecter la société. Mais pas la crise monétaire. Dans dix ans, un autre système monétaire sera en place et ça continuera. Le problème est que la crise monétaire arrive en même temps que les crises du climat et du pétrole. On risque de croire que l'effondrement social qui arrive est dû à l'effondrement monétaire, alors qu'en réalité, il est la conséquence du changement climatique et du déclin du pétrole.

Comment augmenter la résilience d'un système ?

De trois façons. **1** Tout d'abord en créant de la redondance (*redundancy*) : si un flux critique s'arrête, vous avez alors accès à un autre flux. **2** Ensuite en « tamponnant » (*buffering*), c'est-à-dire en mettant de plus grands modules de stockage dans le système. En cas de choc, il y a donc des réserves. **3** Enfin en améliorant l'efficacité (*efficiency*). Par exemple, je travaille actuellement à rendre ma maison plus résiliente. Pour la chaleur, j'ai ajouté des panneaux solaires thermiques, et pour l'électricité un générateur d'électricité au propane. Si le réseau subit une coupure, je passe

donc sur un autre flux. Ma femme a ri, car elle est écologiste et elle n'aime pas cette solution. Mais elle était contente, car nous avons eu trois ou quatre coupures ces derniers mois et nous n'avons perdu ni nourriture congelée, ni données informatiques. Tamponner, c'est dans ce cas mettre un plus gros réservoir de propane, mais on peut aussi stocker l'eau et la nourriture. En cas de coupure plus longue, on peut tenir. Ensuite, j'ai isolé la maison, pour la rendre plus efficace. Tout cela peut être reproduit au niveau d'une ville ou d'une usine. Mais quoi qu'il en soit, je pense que nous avons construit des systèmes trop grands, qu'il faudra revenir à des systèmes plus petits.

La pensée systémique

Comprendre le fonctionnement des systèmes peut-il nous aider ?

Avant, je pensais qu'on n'arrivait pas à résoudre les problèmes parce que les gens ne comprenaient pas la pensée systémique. En fait, l'action demande deux choses : la compréhension (*understanding*) et la prise en charge (*caring*). Aujourd'hui, je pense que même si beaucoup de gens comprennent ce qui se passe, ils n'attachent pas d'importance à la nécessité de changer. On commence par exemple à bien comprendre le changement climatique, mais les gens ne s'en préoccupent pas, alors rien ne se passe. Aux Etats-Unis, il y a un débat intéressant entre les scientifiques et les politiciens autour du changement climatique. Mais je dis aux scientifiques de laisser tomber, qu'ils ne gagneront jamais, car les politiciens s'en fichent. Même s'ils comprennent, ils ne passeront pas à l'action. On peut penser que c'est un désaccord sur les faits, mais c'est en réalité un désaccord sur les valeurs. Apparemment les gens ne considèrent pas le fait que nous allons tous souffrir du changement climatique comme un problème prioritaire.

Que peut nous apprendre justement la pensée systémique sur la question climatique ?

Je n'avais jamais vraiment pris le temps de comprendre le réchauffement climatique. Alors j'ai créé un modèle avec un maximum de variables qui s'influencent entre elles. C'est très complexe. Les boucles de rétroaction (2) sont nombreuses, inattendues et rendent le système très instable. J'ai compté au moins douze boucles de rétroaction. Au point où nous en sommes, on peut faire ce qu'on veut, cela ne fera plus aucune différence. Il y a tellement de paramètres qui changent que le climat est aujourd'hui en train d'évoluer de manière autonome. On continue à dire qu'on peut maîtriser le climat, mais il n'en est rien, il n'y a plus moyen de l'influencer. C'est le genre de découverte qu'on fait avec la pensée systémique. La plupart des politiciens n'ont aucune idée de cela.

Qu'enseignez-vous à la jeune génération ?

Je ne parle pas du changement climatique, parce qu'il est effectivement déjà trop tard. Je n'ai aucun intérêt à faire du mal à mes étudiants, et je ne veux pas leur mentir. Je préfère parler d'énergie, car dans ce domaine il est possible d'agir localement, avec des bénéfices significatifs : augmenter l'efficacité de la technologie, basculer vers le solaire, changer nos modes de consommation, devenir végétarien, etc. Bref, rien de bien nouveau, nous avons déjà toutes les solutions à portée de main. Il est important de faire la différence entre les problèmes universels et les problèmes globaux. Les problèmes globaux affectent tout le monde et nécessitent une action collective. C'est le cas du climat. Les problèmes universels affectent tout le monde, mais nous pouvons y apporter une réponse locale. C'est le cas des pollutions ou du pic du pétrole. Cela fait une grande différence ! Je parle à mes étudiants des problèmes universels parce qu'ils peuvent agir dessus. Le mouvement des initiatives de transition fait exactement cela. Les collectifs impliqués dans la construction de la résilience locale résolvent un problème universel, et en plus vivront mieux que les autres.

Que changeriez-vous à la société si vous en aviez le pouvoir ?

Si je pouvais changer quelque chose, ce serait l'« horizon de temps », c'est-à-dire la durée pendant laquelle on calcule les coûts et les bénéfices. On aurait une société qui réfléchirait sur le long terme, et qui aurait le temps de changer les choses. ■

Propos recueillis par Pablo Servigne

(1) La croissance physique : la population, l'énergie, la nourriture disponible, etc.

(2) L'effet boule de neige.



Qui sera affecté par les changements climatiques ?

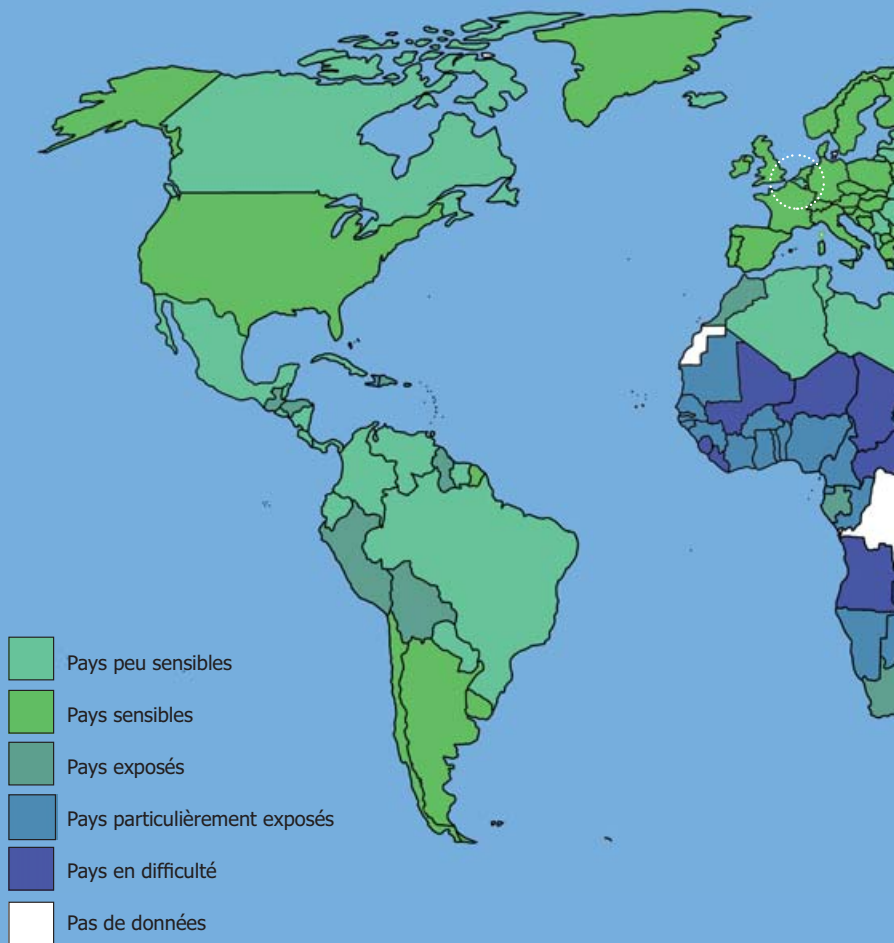
Par Véronique Rigot et Jean-François Pollet

Kézako ?

La carte montre l'exposition des populations aux changements climatiques. Elle indique donc où doivent se porter les efforts pour protéger les populations. Il s'agit essentiellement des pays en développement, qui cumulent la pauvreté de leurs équipements (systèmes d'alerte, digues de protection, système de santé) avec la fragilité de leur écosystème.

Calculé par le Global Adaptation Institute, le degré d'exposition inclut la disponibilité actuelle et future en eau et en nourriture, la santé des populations et leur exposition future aux maladies liées au climat (paludisme et diarrhées), l'accès aux énergies, ainsi que le pourcentage des populations vivant à moins de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer.

La carte témoigne des perspectives de vie des êtres humains, mais ne dit rien de l'avenir des écosystèmes. Le Groenland, par exemple, est présenté comme peu sensible, alors que cette île gigantesque est particulièrement frappée par le réchauffement climatique qui fait fondre ses glaciers. Mais son statut de pays développé, doté de bonnes infrastructures, ainsi que la libération future de nouvelles terres agricoles, épargneront les conditions de vie des humains. En revanche, la fonte des glaces bouleversera l'écosystème groenlandais et même celui des océans dont le niveau montera. Dans le même mouvement, la fonte des glaces affectera, partout dans le monde, la vie des hommes et femmes vivant en bord de mer. ■



L'œil du pro



Maria Fernanda Espinoza, ministre équatorienne du Patrimoine et de l'Environnement

Votre pays, l'Equateur, est qualifié de « sensible » aux changements climatiques, sans être cependant gravement menacé. Est-ce là ce que vous ressentez sur le terrain ?

Nous avons le sentiment contraire. Nous ressentons déjà une forte exposition aux changements climatiques. Il faut savoir que l'Equateur est un petit pays où l'on retrouve 80 % de la biodiversité mondiale. Nous subissons la fonte des glaciers de la chaîne andine et connaissons de fréquentes inondations. Celles-ci nous ont coûté cette année 50 millions de dollars rien que pour apporter les premiers secours aux sinistrés. Sans parler de la destruction des infrastructures ou de la perte de récoltes estimée à 15 % de la production nationale. En fait, ce que nous vivons aujourd'hui dépasse largement les prévisions.

Vous préparez-vous aux changements climatiques ?

C'est une priorité nationale affirmée dans la Constitution. Nous avons établi neuf priorités qui comprennent la protection des écosystèmes, la santé et l'alimentation humaine. Le problème, c'est qu'il faut financer ce plan alors que les situations d'urgence absorbent une partie de nos moyens.

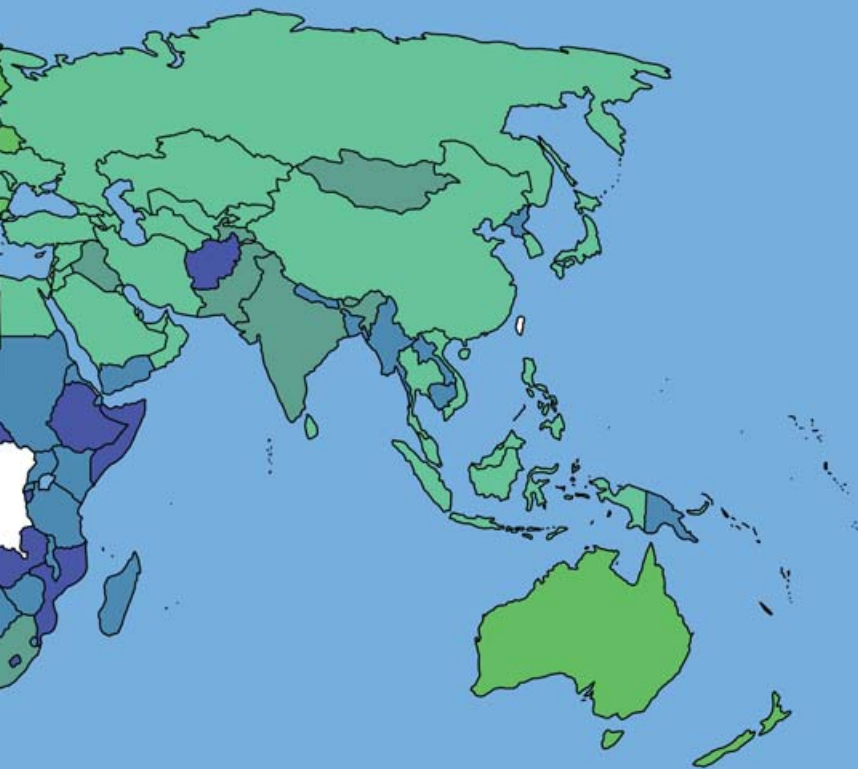
Ces perturbations climatiques sont-elles une injustice ?

Oui, il y a une relation directe entre le niveau de pauvreté et le niveau de vulnérabilité face aux changements climatiques. Il est clair que 80 % des émissions viennent des économies les plus puissantes de la planète et que les effets les plus profonds et les plus forts sont ressentis dans les pays pauvres. L'Equateur a toujours soutenu l'idée que les pays développés contractent une dette climatique et écologique envers les pays pauvres. L'assèchement du Sahel, qui engendre des famines, est une situation inacceptable. Il faut revoir les modèles de production et de consommation, débattre de la responsabilité de chacun, regarder l'empreinte écologique des pays.

La lutte contre les changements climatiques est-elle une question de moyens ou de volonté politique ?

C'est une question de volonté politique. Cela dépasse la science et la technologie et relève du domaine des valeurs et de l'éthique. Il est d'autant plus difficile d'en parler que le monde affronte une profonde crise financière, qui est pour nous une crise du modèle capitaliste. L'Equateur est un petit pays en développement exportateur de pétrole, mais nous préparons l'après-pétrole avec un plan de transition énergétique. Je ne sais pas si c'est le cas d'économies aussi puissantes et polluantes que celle des Etats-Unis, qui sont responsables

Les populations ne sont pas égales face aux changements climatiques. Certaines, sans y être préparées, devront affronter des conditions de vie plus dures. En effet, leur alimentation, leur santé et leurs infrastructures seront affectées plus ou moins sévèrement, selon les régions.



La sensibilité des pays aux changements climatiques

© Carte réalisée par Imagine dlm, source : Global Adaptation Institute

de 20 % des émissions. Notre transition énergétique se tourne vers l'éolien et la géothermie, des ressources importantes chez nous.

Quelles sont vos propositions pour contrer les changements climatiques ?

Nous proposons un système « d'émissions évitées ». Cette idée est à la base de l'abandon de l'exploitation pétrolière dans le parc Yasuni (1). L'idée est de proposer aux pays de cesser, contre compensation financière de la communauté internationale, l'exploitation de leurs ressources énergétiques fossiles, quand cela contribue à la qualité de l'environnement mondial. Nous proposons également de lever une taxe Tobin sur les transactions financières pour alimenter un fonds dédié au développement durable. Sur ce point, nous sommes soutenus par la France. Nous proposons aussi un système de taxation liée à la consommation de pétrole.

Et surtout, nous réfléchissons au *buena vivir* (le bien-vivre) en ville. C'est une problématique qui touche toute l'Amérique latine où les villes explosent. On se demande comment garantir un cadre de vie agréable aux urbains. Nous pensons qu'il faut développer les espaces verts, gérer les déchets et l'eau, étudier les connexions entre villes et campagnes, valoriser conjointement le patrimoine culturel et le patrimoine naturel, penser une nouvelle gouvernance urbaine qui associe la société civile et lutter contre le racisme. Nous sommes en train de traduire tout cela en indicateurs que nous introduirons dans les comptes nationaux. ■

(1) Le parc naturel Yasuni a été reconnu comme la zone de plus grande biodiversité de la planète. Le projet étant, pour protéger le parc et les populations qui y vivent, de laisser le pétrole sous terre. (Lire *Imagine* n° 68).

Balayage rapide

Les pays à risque se concentrent sous les tropiques, surtout sur la frange sahélienne en Afrique. En cause : l'aridité du climat qui s'accroît dans une zone déjà très sèche et la faiblesse des équipements sanitaires et médicaux pour protéger les populations des effets des changements climatiques. Les autres pays tropicaux, le Brésil, le Venezuela et la Colombie en Amérique du Sud, et l'Indonésie ainsi que la Malaisie en Asie, apparaissent comme mieux lotis. Ce qui est essentiellement la conséquence des progrès sociaux dans ces pays émergents (1). L'Inde est le pays le moins bien positionné parmi ceux-ci. Son développement repose sur l'essor, encore circonscrit, des nouvelles technologies, qui ont peu de retombées sur les campagnes où vit l'écrasante majorité de la population. De plus, comme au Bangladesh, une grande partie de la population indienne vit en bord de mer, où le niveau devrait monter.

Dans l'Union européenne, la Belgique apparaît, aux côtés des pays baltes, moins bien classée que ses voisins. En cause : notre dépendance aux importations d'énergie, la topographie du « plat pays » où près du quart de la population vit à moins de dix mètres au-dessus du niveau de la mer et la sensibilité de notre réseau routier aux inondations. ■

(1) Les « pays émergents » sont ceux dont le produit intérieur brut par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui connaissent une croissance économique rapide, et dont le niveau de vie ainsi que les structures économiques tendent vers ceux des pays développés. La liste des pays auxquels s'applique ce terme varie selon les sources et selon les époques.

Les pays les moins et les plus exposés aux changements climatiques

Rang	Pays	Valeur de l'index
▲ 1	Danemark	0,115
2	France	0,127
3	Tchéquie	0,138
4	Suisse	0,139
37	Equateur	0,220
59	Belgique	0,250
184	Ethiopie	0,565
185	Centrafrique	0,605
186	Burundi	0,613
▼ 187	Afghanistan	0,627

Source : Global Adaptation Institute

« Il est toujours plus difficile de rétablir l'équilibre naturel que de produire un déséquilibre. »

Proverbe amérindien

Turquie

Les yeux de la terre

Un reportage texte et photos d'Amélie Mouton avec le soutien de la fondation Roi Baudouin et de la Loterie nationale



L'exploitation excessive des réserves aquatiques souterraines provoque de spectaculaires effondrements du sol. Ici, un obruk de 30 mètres de diamètre et 20 mètres de profondeur, qui s'est formé en une nuit dans le champ qu'un agriculteur avait semé la veille.

Karapinar signifie « source noire » en turc. Un nom prédestiné pour cette ville de 50 000 habitants, située dans la plaine agricole de Konya, au centre de la Turquie. Son histoire a en effet toutes les allures d'un conte moderne et sombre. Hier, elle a failli disparaître, engloutie par le désert. Aujourd'hui, les mauvaises pratiques agricoles qui surexploitent les nappes phréatiques provoquent d'immenses effondrements des sols. Ecologiquement, cette agriculture non durable risque de coûter à cette région les yeux de la tête.

« **Q**uand j'étais enfant, je ne pouvais plus retrouver le chemin de l'école, tant tout était recouvert de sable. Le système de transports était

à l'arrêt, on ne pouvait plus amener les malades à l'hôpital. Le sable attaquait la peinture des voitures, les murs de nos maisons », se souvient Musa Ceyhan, journaliste pour la gazette locale de Karapinar. Il y a 50 ans, cette ville de 50 000 habitants, située en Anatolie centrale, a failli être rayée de la carte, avalée par le désert. Dans cette vaste plaine ceinturée de montagnes enneigées et d'anciens volcans, la terre, déjà fragile, partait en lambeaux sous la pression des troupeaux trop nombreux. Ici, le vent souffle parfois très fort et les milliers de moutons et de chèvres se nourrissaient des végétaux qui empêchaient encore la terre de s'envoler. Avec l'érosion, des dunes de sable ont commencé à se former au sud de la ville

et à avancer inexorablement. « En 1962, la situation était catastrophique. Des gens du gouvernement sont venus pour voir ce qui coûterait le moins cher : déplacer la ville tout entière ou engager une lutte contre la désertification. C'est finalement la deuxième option qui a été choisie », poursuit Musa.

Bras de fer avec le désert

Avec l'appui de scientifiques étrangers, notamment de l'université néerlandaise de Wageningen, Karapinar entame alors son bras de fer avec le désert : à l'intérieur d'un périmètre de sécurité de 1 600 hectares au sud de la ville, des barrières sont dressées pour stopper la course du sable. Des milliers d'acacias, de pins et d'amandiers sont plantés pour stabiliser le sol et créer de la matière organique. Le combat engagé est énorme : les arbres ont été plantés et arrosés à la main, un par un, avec l'aide de la population locale restée sur place. A l'époque en effet, près de la moitié des habitants de Karapinar, soit 9 000 per-



Karapınar, une ville de 50 000 habitants située dans la plaine de Konya, a failli disparaître dans les années 60 à cause de l'avancée du désert.



sonnes, avaient plié bagage pour gagner les grandes villes du pays. Certains avaient même pris la route de l'Europe. Mais Karapınar, grâce à ses efforts opiniâtres, a fini par remporter la victoire et faire reculer le désert. Après cinq ans, les dunes de sable avaient cessé leur progression, et dans les années 70 la situation était définitivement sous contrôle. Au fil du temps, la plupart des exilés sont d'ailleurs revenus s'installer sur leurs terres.

Cette histoire, qui hante encore toutes les mémoires, ressemble aujourd'hui à un mauvais souvenir. Les vastes étendues agricoles qui s'étendent à perte de vue autour de la ville semblent même la nier. Pour trouver des traces visibles de la désertification, il faut pénétrer dans la station de contrôle de l'érosion, qui protège encore 800 hectares de terre de toute activité humaine et continue à surveiller de près l'évolution des sols. Dans cette immense zone de conservation, qui offre une vue imprenable sur la plaine, les volcans et les chaînes de montagne au loin, le silence règne. Il est possible de voir des aigles, et même des condors. Quelques bouquets d'astragale aussi, ces plantes épineuses qui sont des indicateurs du degré d'aridité d'un sol. « Elle est la dernière survivante, celle qui reste alors que tout le reste est mort. Si elle recommence à proliférer, c'est un très mauvais signe », explique Erhan Akça, spécialiste des sols et expert associé à un projet de conservation des zones arides lancé dans la région par la plus grosse ONG environnementale turque, TEMA (lire l'encadré ci-contre). Devant l'énorme dune de sable qui sert de colline témoin, ce solide et jovial quinquagénaire ne cache pas son inquiétude. « La zone reste très fragile. En 2007-2008, il y a eu une importante sécheresse, il n'a pratiquement pas plu. Les agriculteurs ont essuyé de lourdes pertes. Et, signe inquiétant, le sable a recommencé à couvrir les routes. Par endroits, il était présent en couche de quatre ou cinq centimètres d'épaisseur. »

Ce qui préoccupe particulièrement le spécialiste, c'est la baisse du niveau des eaux souterraines. « Les agriculteurs puisent de façon excessive dans ces réserves pour irriguer leurs champs. Certains pompent jusqu'à près de 100 mètres de profondeur pour trouver de l'eau. » Et de présenter un scénario effrayant, mais « hautement pro-

bable » : « Si, à cause du changement climatique, nous connaissons à l'avenir une baisse du niveau des précipitations et que les fermiers continuent à surconsommer l'eau, il n'y aura plus que de l'eau salée à disposition. Pour vivre, les gens recommenceront à faire du pâturage et le cycle infernal qui a conduit à la catastrophe des années 60 risque de se reproduire. » Selon lui, deux décennies suffiraient pour enclencher une nouvelle catastrophe écologique. Mustafa Ozgur Berke, qui travaille pour le bureau du WWF à Ankara, confirme cette sinistre prédiction. Il connaît bien la situation de la région de Konya, puisque c'est là que l'ONG internationale teste un nouvel outil de gestion de l'eau, l'Integrated River Basin Management (1). D'après lui, 88 % des ressources aquatiques de la région sont utilisées pour l'agriculture. Il montre des tableaux présentant plusieurs scénarios possibles à l'horizon 2030, 2050 et 2070. « Le changement climatique va conduire à une hausse des températures et à une baisse des précipitations. Si nous continuons à irriguer de cette façon et à privilégier des cultures gourmandes en eau, nous courons droit à la catastrophe. »

Un enjeu économique énorme

Car c'est sans doute ce qu'il y a de plus incroyable et de plus paradoxal dans cette région soumise à un fort stress hydrique. Le modèle agricole n'est ni adapté aux ressources en eau ni aux conditions climatiques de cette plaine, qui connaît plusieurs mois de sécheresse par an et des températures estivales oscillant entre 30 et 40 degrés. Les cultures privilégiées sont pourtant celles qui nécessitent une importante irrigation, comme la betterave sucrière ou le maïs. Le gouvernement les encourage même par des aides financières. La plaine est couverte de canaux d'irrigation à ciel ouvert, et on croise en permanence des camions transportant des tuyaux qui vont servir à acheminer le précieux liquide vers les champs. Pour faire face à leurs besoins en eau, les paysans creusent aussi des puits, parfois clandestinement. Il y en a près de 100 000 dans la plaine de Konya, dont la moitié sont illégaux.

Il faut dire que l'enjeu économique est énorme. « Nous pouvons dire que toute

IF YOU WANT FOR BREAD TOMORROW RESPECT YOUR MAMA!
Mother Earth feeds us with countless nourishment but we don't seem thankful.
Give a hand to save our lands and embrace Mother Earth.

TEMA
tema.org.tr

Un demi-million de volontaires contre la désertification

TEMA est la plus importante des ONG environnementales en Turquie. Fondée en 1992 par deux hommes d'affaires, Hayrettin Karaca et Ali Nihat, elle est engagée dans des projets de protection des zones menacées et sensibilise le grand public aux dangers de l'érosion et de la désertification. Elle a par exemple été l'instigatrice d'une loi votée en 2005 sur la protection et la mise en valeur des sols en Turquie, loi qui peine malheureusement à se traduire en actes. Très populaire, elle rassemble près d'un demi-million de volontaires à travers le pays. Osman Ermisler, l'archéologue à la retraite, s'est décidé à « faire quelque chose pour l'humanité et la terre » en voyant un des fondateurs de TEMA à la télévision. Il est le représentant de l'ONG pour la ville de Konya, qui compte à elle seule 10 000 volontaires. TEMA travaille depuis longtemps dans cette région, notamment par le biais de projets de reforestation. Elle a ainsi planté près de 400 000 arbres dans la station de contrôle de l'érosion de Karapınar. Depuis 2009, elle y mène le projet CROP MAL (Creation of Rational Opportunities for Conservation of Marginal Arid Lands) sur une zone de 4 100 km² qui couvre notamment Karapınar et Ereğli, la ville voisine. Elle travaille sur un guide d'aide à la décision et organise des formations pour promouvoir des pratiques agricoles plus respectueuses des ressources. Elle propose aussi aux femmes de se former à l'artisanat traditionnel, notamment la confection de tapis et de céramique, pour diversifier les sources de revenus et faire diminuer la pression sur la terre. Elle fait partie d'un réseau international de lutte contre la désertification qu'elle a contribué à fonder : dry-net.org. ■





Depuis le néolithique, les hommes cultivent la plaine de Konya. Mais alors qu'ils pourraient tirer les leçons de cette longue histoire agricole, ils font aujourd'hui des choix qui vont s'avérer très coûteux sur le plan environnemental.



Le lac Meke, emblème et fierté de Karapınar, voit son niveau baisser chaque année, ce qui témoigne du problème de stress hydrique de la région.



Dans la station de contrôle de l'érosion de Karapınar, une dune de sable a été conservée pour témoigner du drame qu'a connu la ville dans les années 60.

→ notre économie est connectée à l'agriculture, explique Hikmet Bozaklı, président de la chambre des agriculteurs de Karapınar, qui fédère 18 000 paysans. *Ce ne sont pas seulement les cultures elles-mêmes, mais toutes les industries qui en dépendent.* » La betterave sucrière, particulièrement gourmande en eau, donne la mesure de cet enjeu. Cultivée depuis une quarantaine d'années dans le bassin de Konya sous l'impulsion du gouvernement, elle a joué un rôle très important dans l'économie régionale. « *La betterave a été l'instrument du développement du bassin de Konya*, raconte Mustafa Ozgur Berke du WWF. *Elle a permis l'apparition d'une industrie sucrière et l'implantation d'usines fabriquant des machines agricoles. Elle a aussi favorisé la venue d'une population plus éduquée, d'ingénieurs notamment, à l'instigation du gouvernement* ». Il y a aujourd'hui 42 industries sucrières dans la plaine et la production annuelle de betteraves s'élève à

près de 4,5 millions de tonnes, soit un tiers de la production totale turque. L'enjeu n'est pas seulement régional, il est national ; la plaine de Konya, qui produit également 9 % du blé turc, est considérée comme le « grenier à blé » de la Turquie. Suite à une crise économique, en 2001, de nombreux agriculteurs de la plaine, fragilisés, ont décidé de revoir leur modèle agricole. Les cultures nécessitant une importante irrigation ont encore été renforcées. Le choix s'est avéré payant sur le plan financier, puisque leurs revenus ont été multipliés par cinq. « *Les gens sont devenus riches*, confirme le professeur Erhan Akça. *Un indice ne trompe pas. Lorsque j'ai commencé à travailler ici, en 1993, il n'y avait que deux banques à Karapınar. Aujourd'hui, il y en a huit ou neuf.* » Loin de diminuer, la pression sur les ressources aquatiques a ainsi encore augmenté ces dernières années.

La terre s'ouvre

Cette course aveugle au profit immédiat a évidemment un prix écologique élevé. Des signes alarmants commencent d'ailleurs à apparaître. Sur la route qui mène de Konya à Karapınar, un panneau sur la droite signale la présence d'un *obruk*. Il faut marcher une centaine de mètres pour atteindre la crevasse : en plein milieu d'un champ, elle fait près de 30 mètres de diamètre sur 20 de profondeur. Un message indique qu'il est dangereux de s'en approcher. Le bruit de la terre qui tombe dans l'eau accumulée au fond ne donne en effet pas envie de prendre de risques. « *Personne n'a jamais vu la formation d'un obruk de ses propres yeux*, raconte le professeur Akça. *Pour une raison étrange, et heureusement, ils ne se forment que la nuit. Par contre, les locaux connaissent le bruit que fait ce soudain effondrement du sol, lequel peut se produire n'importe où, y compris à proximité des maisons : il ressemble à celui d'un tremblement de terre.* » Ce phénomène, provoqué par l'exploitation d'une ressource souterraine (cela peut aussi être du charbon, par exemple) et qui se produit suite à un vide dans le sous-sol, n'est pas nouveau dans la région. On peut en effet observer de très vieux *obruks*. Mais le phénomène s'est accéléré ces dix dernières années, avec la formation de quinze nouvelles crevasses (2). « *Cela témoigne d'une surexploitation des eaux souterraines. Grâce à une carte satellite, nous pouvons prouver qu'il y a un lien entre les zones de forte irrigation et la formation de ces obruks.* » Hormis les scientifiques et les ONG environnementales, personne ne semble pourtant réellement s'émouvoir du problème de l'eau dans la région. De la chambre des agriculteurs de Konya à celle de Karapınar, en passant par le cabinet du gouverneur local, la réponse est toujours la même : il n'est pas question d'abandonner l'actuel modèle intensif d'agriculture, car cela ferait baisser le niveau de vie. « *Si nous devons renoncer à exploiter les eaux souterraines, nous n'avons plus qu'à faire nos bagages et à quitter la ville*, résume Hikmet Bozaklı, président de la chambre des agriculteurs de Karapınar. *Oui, la diversification agricole peut être coûteuse en eau. Mais j'ai vu que le niveau de vie des gens avait augmenté et je veux qu'ils continuent à vivre pros-*

La conscience écologique est faible en Turquie et les voix dissidentes ont du mal à se faire entendre. Mais elles existent. Ici, une manifestation à Ankara contre la construction de grands barrages hydro-électriques. Des protestations contre les projets nucléaires du pays se font aussi entendre.

Le principal problème : « L'éducation de la population et des élites »

L'écologie est une préoccupation mineure de l'actuel parti au pouvoir, l'AKP, qui gouverne le pays depuis dix ans. Au nom du développement économique, tous les sacrifices semblent se justifier. Et la motivation est d'autant plus importante qu'il y a la perspective d'entrer dans l'Union européenne. Pour le moment, le gouvernement planche ainsi sur des projets qui coûteront cher à l'environnement. Parmi eux, l'implantation de la première centrale nucléaire du pays (« *Une folie dans cette zone sismique* », disent les commentateurs) et la construction d'une série de barrages hydro-électriques, particulièrement au nord-est du pays, à la frontière géorgienne. Plusieurs ONG s'inquiètent aussi de la vente de terres protégées à des entreprises privées pour l'exploitation de minerais. Les voix qui s'élèvent pour dénoncer ces projets sont marginales et peu écoutées, car la conscience écologique est faible en Turquie. De plus, le gouvernement exerce des pressions sur les voix dissidentes. Le ministre de la forêt et de l'eau, Veysel Eroglu, en veut ainsi à l'ONG Nature Society, qui s'est fortement opposée à la construction des barrages et l'a traité de « *serial killer de la nature* ». La gestion de l'eau, pour le ministre, semble en effet se limiter à la construction de barrages, comme l'atteste son site Internet. « *Notre problème principal, c'est l'éducation de la population et des élites qui nous gouvernent* », résume un volontaire de TEMA. ■





Avec la diversification agricole, le niveau de vie des habitants de Karapınar a fortement augmenté en 10 ans. Mais le prix environnemental est élevé et risque de coûter très cher à l'avenir.



La plaine de Konya est couverte de canaux d'irrigation à ciel ouvert. Avec la sécheresse et les hautes températures en été, l'évaporation est très importante.

pères et heureux. » Pour eux, la solution réside dans l'amélioration des techniques d'irrigation, la couverture des canaux qui subissent une forte évaporation l'été ou encore la chasse aux puits clandestins. La simulation réalisée par le WWF montre cependant que cela ne suffira pas.

Le gouvernement turc, de son côté, est conscient du problème d'approvisionnement en eau dans la plaine de Konya. Mais il n'est pas question non plus pour lui de remettre en cause le modèle agricole. Sa réponse tient en peu de mots : s'il n'y a pas assez d'eau dans la plaine de Konya, allons la chercher ailleurs. C'est ainsi que, depuis 2007, il a entamé un vaste projet de détournement de la rivière Goksu, qui serpente au sud du pays et se jette dans la Méditerranée. Un canal d'irrigation long de 17 kilomètres, le « tunnel bleu », est en construction. Chaque année, 414 millions de mètres cubes d'eau seront puisés dans cette rivière pour alimenter la ville de Konya en eau potable et irriguer les champs. Comme le souligne Mustafa Berke, les dégâts environnementaux seront inestimables, surtout dans le delta de la rivière, qui recèle des trésors de biodiversité. « En plus, ajoutait-il, certaines expériences similaires menées à l'étranger, notamment en Espagne, montrent que ce n'est pas la bonne solution. Au contraire, c'est même totalement inefficace. »

Perte de mémoire

A quelques kilomètres de Karapınar, le lac Meke, emblème et fierté de la ville, sommeille autour d'un volcan éteint. Osman Ermisler, archéologue à la retraite, observe que son niveau baisse significativement chaque année. « Quand j'étais petit, il y avait deux autres lacs dans la plaine. Ils ont aujourd'hui totalement disparu. » Cet amoureux de la nature ne peut expliquer l'aveuglement des agriculteurs et du gouvernement que par un mot : l'avidité. Il ne comprend pas que les hommes puissent encore se comporter de cette façon, alors qu'ils devraient tirer les leçons d'une longue histoire agricole. Non loin de Karapınar se trouve en effet un des plus importants sites archéologiques du monde, Catalhöyük. Il y a 50 ans, on y a découvert le plus vieux grain de blé de l'humanité et les restes remarquablement conservés d'un village

vieux de 9 000 ans. Depuis le néolithique, les hommes cultivent la plaine de Konya. Mais leur mémoire semble se perdre avec le temps.

« Il y a 50 ans, la désertification a été causée par un facteur humain, soupire Ozlem Katisoz, de l'ONG TEMA. *Aujourd'hui, bien que le problème soit différent, ce sont les mêmes causes qui en sont à l'origine. Les sols sont mal utilisés et sont exploités de manière abusive. Les hommes maltraitent la nature, et elle le leur rendra.* » La jeune femme n'est pas très optimiste pour l'avenir. L'ONG est en train de finaliser un plan de gestion des sols de la région, qu'elle va diffuser auprès des autorités locales et des agriculteurs comme guide d'aide à la décision. Elle a aussi commandé une recherche sur les représentations des acteurs locaux concernant la désertification. Pour le moment, la tendance est nette : personne ne souhaite remettre en cause son mode de vie. « Karapınar finira peut-être vraiment par être déplacée dans le futur. Où logeront ses habitants, comment gagneront-ils leur vie ? Personne ne le sait aujourd'hui. C'est un grand point d'interrogation. » Et de conclure : « Cette histoire, ce n'est pas seulement la nôtre, à nous les Turcs. C'est celle de tout le monde. » ■



Deux membres de TEMA en train de faire des relevés des mouvements des dunes de sable.

(1) L'Integrated River Basin Management est une méthode globale de gestion des ressources en eau. Ces dernières sont envisagées à l'échelle d'un bassin (en l'occurrence ici celui de Konya), avec la participation de tous les acteurs concernés (les agriculteurs, l'administration locale, l'industrie...) et en tenant compte de tous les enjeux (économiques, écologiques...).

(2) D'après Musa, le journaliste local, sept nouveaux *obruks* seraient apparus rien que pendant l'année 2010.

Les migrations climatiques à l'étude

Exclim est une équipe de recherche pluridisciplinaire et internationale qui travaille sur les migrations climatiques dans le monde entier et se propose d'en anticiper les conséquences pour guider les politiques publiques. Elle étudie le cas de la plaine de Konya et, en particulier, le lien entre la désertification, accentuée par le changement climatique, et les migrations de la population agricole. En moins de dix ans, la population rurale du département de Konya a baissé de 39,6 %, tandis que la population urbaine a crû de 12 %. « Il existe donc une migration des zones rurales vers les centres-villes de la région », analyse une chercheuse d'Exclim, Gulcin Lelandais. Dans les villages où elle s'est rendue, des habitants, majoritairement des familles pauvres, lui ont confirmé que la sécheresse et le problème de l'accès à l'eau avaient un impact sur le rendement de leur terre, ce qui parfois ne permettait plus d'assurer leur autosubsistance. La migration vers les villes est alors la seule solution. Toutefois, ce mouvement des populations agricoles vers les centres urbains doit aussi être analysé à l'aune d'autres facteurs : la transmission de l'héritage d'une génération à l'autre provoque un morcellement important des terres, qui ne permet plus à certaines familles d'en tirer un revenu suffisant. « Les gens cherchent aussi une meilleure qualité de vie en ville, notamment des services comme la santé et l'éducation, qui font défaut dans les zones rurales », explique Tamer Soylu, de l'ONG TEMA. Enfin, le gouvernement turc a une stratégie délibérée de réduction de la population agricole. Actuellement, 25 % de la population turque travaillent dans l'agriculture ; il veut réduire ce chiffre de 10 % à l'horizon 2023, pour le centenaire de la république turque. « Le fait d'avoir un important pourcentage de la population active impliqué dans l'agriculture a longtemps été présenté comme un signe de sous-développement, analyse Axel Tarrisse, spécialiste en développement rural, qui connaît très bien la région. Les grandes fermes de type américain, avec seulement 1 à 2 % de la population impliquée, sont présentées comme le modèle à suivre. Cela a pour conséquence d'encourager l'exode rural et aussi d'avoir à disposition de la main-d'œuvre bon marché pour travailler dans les usines. »

Si la sécheresse n'est donc aujourd'hui qu'un facteur secondaire dans le mouvement des populations agricoles, elle risque toutefois bien de revenir au premier plan si la surexploitation des eaux, conjuguée à une baisse des précipitations, se poursuit. Karapınar a déjà perdu la moitié de sa population il y a 50 ans ; il n'est pas impossible que ce scénario se reproduise. ■

En savoir +

Le rapport Exclim 2011 se trouve sur www.reseau-terra.eu.

2 → COMMENT DÉCIDER AUTREMENT ?



Quelle enceinte internationale pour gérer l'environnement ?

A défi planétaire, réponse collective. Nations, sociétés civiles et entreprises doivent se retrouver pour parler d'environnement. Mais où débattre ? La question est dans l'air, la réponse reste évasive.

Aujourd'hui, les matières environnementales sont réglées par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), créé à cet effet en 1972 au lendemain de la conférence de Stockholm. En 40 ans d'existence, cette honorable institution a cependant montré ses limites. Financée sur la base de contributions volontaires, elle ne dispose pas des moyens de réaliser ses missions (1) et a vu ses compétences dispersées entre plusieurs organisations de l'ONU, dont les noms s'étalent aujourd'hui comme un inventaire à la Prévert : PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), ECOSOC (Conseil économique et social), OMC (Organisation mondiale du commerce) et même la Banque mondiale. Le PNUE a également vu émerger en son sein plus de 40 accords multilatéraux qui font du droit international de l'environnement un véritable labyrinthe de règles particulières. L'idée est donc d'y mettre bon ordre. Ce qui ne s'annonce pas simple.

Pas de monopole

« D'autant qu'il ne faut pas seulement imaginer un PNUE renforcé, insiste Vaia ũuhia, déléguée générale de l'association Dossiers et débats pour le développement durable, basée à Paris (2). Il s'agit également de se demander comment mettre en œuvre les accords déjà signés et qui ne sont pas toujours respectés. De plus, l'environnement et la biodiversité ne sont pas des matières en soi, elles traversent les questions sociales et économiques, il faut donc organiser leur transversalité. »

Ŕi siègera dans cette future super-enceinte dédiée à l'environnement que beaucoup appellent de leurs vœux ? Les Etats ? Certes. Mais sans position de monopole, insiste la déléguée générale. Beaucoup de monde est concerné par l'environnement, les entreprises, les collectivités locales, les ONG, les syndicats. Tous possèdent une expertise. » Certaines organisations de l'ONU ouvrent leurs portes à des acteurs non étatiques. Les syndicats sont les premiers interlocuteurs de l'Organisation internationale du travail, dont les traités font référence en matière de droit du travail. Une organisation consacrée à l'environnement devrait être à l'écoute de la société civile.

Un tribunal de l'environnement ?

En plus d'imaginer une organisation dotée de compétences étendues, certains rêvent de lui ajouter un tribunal compétent pour trancher les questions de droit relatives à l'environnement. L'Organisation mondiale du commerce est déjà dotée d'un tel tribunal, l'Organe de règlement des différends. Créer un organe destiné à trancher les questions environnementales permettrait à des collectivités touchées par une dégradation de leur environnement de se porter directement en justice. La peur du procès serait un moyen efficace de décourager bon nombre de pollutions évitables. Mais les temps ne semblent pas mûrs pour concrétiser une telle proposition. « Beaucoup d'Etats rechignent déjà à prendre des engagements volontaires et à signer des accords contraignants, constate Vaia ũuhia. Ils ne sont pas prêts à accepter la création d'un tribunal. » Exit donc l'idée d'une super-institution, genre Organisation mondiale de l'environnement. Reste le renforcement du PNUE... ou une autre voie. « Aujourd'hui, on semble se diriger vers un renforcement des compétences du Conseil économique et social,

Le Conseil économique et social en réunion plénière à Genève.



Petite visite guidée dans l'organigramme des Nations unies

L'ONU est, en gros, composée de trois organes : l'Assemblée générale qui propose, le Conseil de sécurité qui décide et le Secrétariat général qui exécute. L'ONU a également créé 46 organisations spécialisées, destinées à étudier des matières particulières et à aider les Etats à prendre des décisions concertées. En prolongeant concrètement sur le terrain les volontés de l'ONU, ces organisations représentent son bras armé. Les plus connues sont l'OMS pour la santé ; la FAO, pour l'alimentation ; le FMI, pour la finance... et le PNUE, pour l'environnement. Une grosse moitié de ces organisations rend compte de ses activités auprès d'un organe spécialisé de l'ONU, le Conseil économique et social. Ce Conseil, installé à Genève, est en quelque sorte le centre de contrôle de l'ONU sur ses organisations spécialisées. Son rôle est donc fondamental dans le fonctionnement du système des Nations unies. On comprend l'intérêt de voir ce conseil s'emparer pleinement des matières environnementales. ■

conclut la déléguée générale. Ce renforcement mettrait les matières environnementales en cohérence avec les questions sociales et économiques. L'environnement prendrait un poids réel en étant placé sur un pied d'égalité avec le commerce ou le travail. Cela balayerait l'idée que la protection de l'environnement et la mise en place d'une économie verte sont des lubies de quelques acteurs marginaux. » ■ Jean-François Pollet

(1) Le budget du PNUE se montait à quelque 310 millions de dollars pour 2010-2011.

(2) 4D a été créée en 1993, après le sommet de Rio, afin de constituer un réseau citoyen pour la promotion du développement durable et le suivi des engagements pris par la France, comme par les autres Etats membres de l'ONU.

Quatre voix pour comprendre Rio+20

Deux chercheurs universitaires et deux analystes issus de la société civile détaillent les enjeux de la conférence de juin, les rapports de force, les attentes des parties.

Michel Genet,

directeur de Greenpeace Belgique

Qu'attendez-vous de Rio+20 ?

Sur les différentes thématiques qui seront traitées à Rio (Océan, climat, réforme du système financier...) ce que réclame la société civile est la mise en place d'accords internationaux *fair binding and ambitious*.

Fair signifie équitable. L'accord doit rendre compte de la double difficulté des pays du Sud qui sont les premiers touchés par les désordres climatiques et qui

s'entendent en même temps dire : « *Ne vous développez pas trop vite, pour éviter les émissions de carbone.* »

Le volet *ambitious* doit montrer que les enjeux environnementaux sont réellement pris à bras-le-corps par de vraies décisions qui ne sont pas seulement cosmétiques. Et enfin, l'accord doit être *binding*, obligatoire pour tout le monde. C'est pour moi le plus important. Aut comme un accord voté au niveau européen doit être mis en application

au niveau national, un accord international doit lui aussi avoir force de loi partout, comme cela aurait dû être normalement le cas du Protocole de Kyoto.

Le monde politique vous écoute-t-il ?

Difficilement. Pour les politiques, l'environnement n'est pas un enjeu électoral. On le voit avec les dernières taxes sur les voitures de société, pour lesquelles ils auraient pu être plus exigeants. Il est aussi difficile de leur faire dire leurs choix pour la société de demain. La croissance



Véronique Rigot,

chargée de plaidoyer Environnement & Développement au CNCD-11.11.11

Vous soutenez l'idée de lancer les objectifs du développement durable.

Les Etats ont promu les objectifs du Millénaire pour réduire de moitié la grande détresse d'ici 2015. C'est dans trois ans et nous savons déjà que les objectifs ne seront pas atteints. Nous

proposons de les poursuivre avec des objectifs de développement durable qui sont assemblables, puisqu'il faut penser un développement respectueux de l'environnement et qui offre aux populations du Sud un avenir meilleur. Ces nouveaux objectifs permettront d'avoir une approche globale qui concerne tous les pays et pas uniquement ceux du Sud. Ces objectifs, dont la concrétisation est évaluée régulièrement, doivent éradiquer la pauvreté, préserver les ressources et redéfinir nos modes de consommation et de production dans des perspectives soutenables avec des résultats concrets à l'horizon 200.

« Penser un monde qui offre une chance de développement à tous »

C'est pourtant l'économie verte qui est au programme de la conférence.

La conférence parle d'une économie verte où manque cruellement la dimension sociale. Nous devons nous diriger vers des sociétés durables où la pauvreté est éradiquée, où les ressources, les modes de production et de consommation sont régulés de façon soutenable, en fonction des besoins réels et non pour le profit des grands acteurs commerciaux, industriels ou financiers mondiaux. Il faut penser un monde qui offre une chance de développement à tous. Pour cela il ne suffira pas de mettre un peu de vert sur l'économie actuelle. ■

« On veut un accord équitable, ambitieux et obligatoire pour tous »

ne sera pas infinie, or les politiques ne sont pas prêts à définir les comforts l'on conserve et ceux auxquels on renonce.

Le développement durable est pourtant pris en compte par les Etats.

La conférence de Rio de 1992 a effectivement ouvert des portes en mettant en avant le concept de développement durable. Il lui a donné de la consistance et invité les Etats à l'intégrer. En Belgique, on a maintenant un Service fédéral de programmation du développement durable. Mais la gestion administrative du développement durable reste très compliquée, car il s'agit d'une notion très large, transversale, qui touche à tous les domaines. Avoir un ministère qui s'occupe du développement durable ne veut, au final, pas dire grand-chose. Nous proposons que les dimensions environnementales soient traduites dans les différentes compétences qui gouvernent la société : l'économie, la finance, l'agriculture, le social... ■

Philippe Le Prestre,

directeur de l'Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société, professeur à l'Université Laval (Canada)



Vous vous demandez comment aborder la conférence de Rio, par une approche universaliste ou une diplomatie de concertation ?

Les conséquences de la dégradation de l'environnement affectent tout le monde, aussi certains insistent-ils sur l'universalisme de la conférence de Rio. Ce qui est vrai, quoique avec des nuances. L'action du Mali, par exemple, en matière d'émissions de gaz à effet de serre ne changera pas grand-chose. En revanche, ce pays sera touché par ce que font, ou ne font pas, les grands pays industrialisés ou émergents. Certains disent que face à l'enlisement des discussions, on devrait discuter en groupes restreints, et donc sortir du cadre onusien pour se retrouver au sein du G8 le groupe des huit pays les plus riches) ou du G20 (le G8 plus les pays émergents). On irait alors vers une diplomatie de concertation. Le problème, c'est que les autres pays, surtout les



« Les choses avancent dix ou vingt fois trop lentement »

Jean-Pascal van Ypersele,
climatologue (UCL) et vice-président du GIEC

Qu'attendez-vous de Rio ?

La conférence de Rio n'est pas consacrée principalement au climat, mais elle aura de fortes implications dans ce domaine, puisqu'on parlera des modes de production et de consommation. Ce sont des concepts un peu flous et abstraits, et cependant fondamentaux si l'on veut réussir les objectifs du Millénaire et protéger le climat. Rio ne résoudra pas tous les problèmes, mais je pense que presque toutes les conférences internationales ont permis de réaliser de petits progrès. On voit que les choses avancent dans le bon sens, mais il est frappant de voir que c'est dix ou vingt fois trop lentement. Il y a aujourd'hui une prise de conscience assez large des enjeux environnementaux, mais aussi une espèce de déconnexion entre la conviction qu'il faut agir et la détermination, qui n'est pas encore présente, de lancer des projets de grande ampleur pour résoudre les problèmes.

Quelle est la place de la science dans la gouvernance environnementale mondiale ?

Quand on voit l'explosion, ces dernières années, de l'information relative au climat, on comprend que cela soit inutilisable par les décideurs. Ceux-ci ont donc créé, voici presque 25 ans, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), chargé d'évaluer la qualité des connaissances concernant toutes les dimensions des changements climatiques. Le GIEC rend l'information plus disponible et digeste pour la décision politique, mais les scientifiques ne se substituent pas pour autant aux décideurs politiques, et il est sain qu'il en soit ainsi. La décision doit rester entre les mains des politiques qui sont élus pour cela et qui doivent prendre en compte un ensemble de considérations autres que strictement scientifiques. Il faut cependant remarquer que le transfert d'information du GIEC n'a pas permis, en tout cas jusqu'à présent, que des mesures à la hauteur des enjeux soient prises.

Pensez-vous que les Etats arrivent encore à se parler et à décider ensemble, autrement dit à entretenir ce que l'on appelle des relations multilatérales ?

On pouvait parler d'un retrait du multilatéralisme vers de petits clubs durant l'administration Bush, mais ce n'est plus le cas maintenant. La conférence de Durban de l'année dernière a relancé le multilatéralisme dans le domaine climatique, puisqu'on s'est mis d'accord pour élaborer de nouvelles règles qui engagent tous les pays dans le sens d'une réduction et de la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre, dans la mesure de ce que chaque pays est capable de faire et en tenant compte des réalités historiques différentes. ■

petits pays insulaires, craignent d'être oubliés. De plus, les pays émergents ne veulent pas s'embarquer dans des accords contraignants, ce qui dédouane en fin de compte les pays industrialisés. Je pense que les discussions ont en fait peu de chance d'aboutir et qu'il faudrait passer par des accords régionaux, chaque région fixant ses objectifs et priorités. Je ne sais pas si cela marchera mieux que l'universalisme, mais c'est une voie que l'on peut explorer.

La gestion onusienne de l'environnement est éparpillée entre plusieurs institutions et 400 accords particuliers. N'y a-t-il pas un problème de cohérence ?

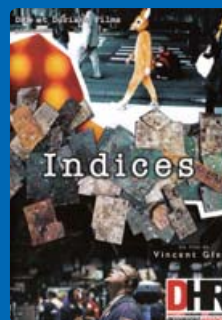
Cette fragmentation crée des institutions concurrentes aux ressources limitées et empêche une action concertée dans différents domaines de l'environnement. Il faut voir aussi le côté positif de la situation : cette fragmentation est la rançon d'un certain succès. S'il y a beaucoup d'institutions, c'est qu'il y a une prise de conscience des Etats à propos des questions touchant à l'environnement. C'est que des groupes, comprenant des Etats et parfois d'autres acteurs, se sont constitués pour soutenir des institutions particulières. Le problème, c'est moins la fragmentation des institutions que la cohérence de leur action, et cela doit se régler non à l'ONU mais au sein des Etats. J'ai vu

« Je pense qu'il faudrait passer par des accords régionaux »

des ministres d'un même gouvernement soutenir des thèses antagonistes dans des institutions différentes. Or celles-ci ne sont que le reflet des membres

qui les composent. Si un Etat prend des positions différentes selon qu'il est représenté par son ministre de l'Agriculture ou son ministre de l'Environnement, cela engendre une incohérence au niveau international. ■ Propos recueillis par Jean-François Pollet

Documentaires
Nouveaux modèles et nouveaux indicateurs



La prise en compte des enjeux environnementaux amène à repenser le système économique mondial fondé sur une croissance illimitée, celle-ci engendrant une surexploitation des ressources naturelles et des inégalités sociales douloureuses. Face à ce constat, démontré de manière accessible et bien documentée

dans *The Great Squeeze* (1), de nombreuses initiatives, dans des domaines variés, tentent de réaliser une meilleure synthèse entre les intérêts économiques, sociaux et écologiques.

La croissance verte (2) présente des entrepreneurs dont les initiatives tendent vers un nouveau rapport à l'économie : une femme veut faire de la fiscalité un outil pour induire des changements dans les processus de développement ; un homme soutient le développement du monde rural dans le respect de l'environnement ; un autre veut, loin du modèle de la ferme industrielle, dynamiser les activités locales. D'autres initiatives dans *Rien ne se perd, tout se transforme* (3), qui met en avant la nécessité d'une meilleure gestion des déchets dans le monde tout en contribuant à l'amélioration sociale. L'accès à l'eau, la pauvreté, l'agriculture et l'autonomie alimentaire demeurent des problèmes centraux auxquels les sommets internationaux successifs tentent d'apporter des solutions. Mais la crise du riz de 2008, dont *Main basse sur le riz* (4) décrypte l'origine, met en évidence les limites d'un système qui ne se remet pas en cause. Il démontre comment la faim peut être le fruit de la spéculation boursière et non d'un manque de production alimentaire.

Réévaluer un modèle et les comportements qu'il génère nécessite le recours à de nouveaux indicateurs, plus adaptés aux nouvelles questions et exigences. Ainsi, le PIB n'évalue pas la qualité de la vie ni l'état de santé de l'environnement. Il ne mesure que l'activité économique d'un pays, que celle-ci soit liée à la création d'emplois ou au processus de dépollution et de gestion d'une marée noire, deux activités qui alimentent positivement le PIB. L'excellent *Indices* (5) propose une réflexion sur ces nouveaux indicateurs en cours d'élaboration dans le monde. ■ **Frédérique Muller - Responsable de la collection « Education à l'environnement » à la Médiathèque www.lamediatheque.be**

(1) Christophe Fauchère, Canada, 2008, 80', Tiroirs à films, référence Médiathèque TM4231.
(2) Sylvain Braun et Jean Bourdonnais, France, 2009, 52', Lato Sensus Productions, référence Médiathèque TJ0772.
(3) Sylvain Braun et Jean Bourdonnais, France, 2009, 52', Lato Sensus Productions, référence Médiathèque TJ0773.
(4) Jean Crépu et Jean-Pierre Boris, France, 2010, 82', Ladybirds Films, référence Médiathèque TL5731.
(5) Vincent Glenn, France, 2011, 81', Doriane Films, référence Médiathèque TL5151.



Un coup de projo
sur l'échiquier mondial

par Arnaud Zacharie*

Quitte ou double pour le développement durable ?



L'agenda de Rio+20 est ambitieux et l'échec n'est pas permis. La planète ne peut en effet se permettre une nouvelle décennie d'inaction. Il reste dès lors aux gouvernements à se montrer à la hauteur de ces enjeux.

Il y a deux décennies, la fin de la guerre froide avait laissé espérer que l'axe Est-Ouest, qui avait déterminé les relations internationales de l'après-Seconde Guerre mondiale, serait remplacé par l'axe Nord-Sud, avec l'espoir qu'il débouche sur la consécration de l'agenda du développement durable. Vingt ans plus tard, on ne peut que constater qu'il n'en a rien été. Certes, le monde bipolaire a bel et bien disparu, mais au profit de la consécration de la globalisation néolibérale qui a donné la priorité au pilier économique par rapport aux piliers social et environnemental. Résultat : deux des trois piliers du développement durable ont été instrumentalisés par le troisième, débouchant sur une crise financière et économique internationale et sur de sérieux dégâts sociaux et environnementaux.

L'échec n'est pas permis

Le sommet de Rio+20 a pour objectif d'apporter des réponses

structurelles à cet état de fait. Pourtant, il a fallu toute la détermination de quelques gouvernements, dont le Brésil appelé comme 20 ans plus tôt à héberger ce sommet, pour lui donner l'ampleur qui lui a finalement été reconnue. La préparation de l'agenda du sommet lui a ensuite conféré une ambition maximale. En effet, les thématiques et les enjeux se sont additionnés avec le temps pour représenter un vaste programme : promouvoir une économie verte, établir un mécanisme de gouvernance mondiale du développement durable, créer un Conseil mondial du développement durable et adopter des objectifs de développement durable qui remplaceraient les objectifs du Millénaire pour le développement, lesquels expirent en 2015... Il semble y en avoir pour tous les goûts !

D'un côté, on ne peut que se réjouir de l'ampleur de ce programme. Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux autour du développement durable sont de fait gigantesques. Adopter

une transition socio-écologique d'envergure implique qu'un tel sommet mondial permette de définir une feuille de route commune délimitant les contours d'un nouveau mode de production et de consommation généralisable à l'ensemble de la planète. Mais d'un autre côté, le fait d'avoir défini un programme aussi ambitieux fait courir le risque qu'un échec du sommet ne vienne marginaliser encore davantage le développement durable dans les priorités politiques internationales.

Ainsi, le sommet de Rio+20 prend la forme d'un quitte ou double : le programme est suffisamment ambitieux, mais il l'est tellement qu'il laisse augurer des négociations plus difficiles que jamais pour aboutir à une déclaration finale commune. Or l'échec n'est pas permis et les enjeux contradictoires entre les différents piliers du développement durable sont nombreux. Les relations entre les différents gouvernements sont certes meilleures qu'il y a dix ans, lorsque les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre antiterroriste lancée par les Etats-Unis avaient divisé la communauté internationale, mais elles sont loin d'être aussi positives qu'en 1992, lorsqu'elles étaient stimulées par l'euphorie de l'après-guerre froide.

Se révéler à la hauteur de ces enjeux

Des divergences apparaissent ainsi sur les principaux enjeux du sommet. En ce qui concerne l'économie verte, concept mis en avant par les pays occidentaux, les pays émergents du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), réunis le

29 mars à New Delhi, ont mis en garde contre le fait que ce concept d'économie verte soit un prétexte pour les pays occidentaux, prétexte destiné à mettre en place de nouvelles formes de protectionnisme commercial et de conditionnalités. Les conflits commerciaux à ce sujet n'ont d'ailleurs pas attendu le sommet de Rio+20 pour commencer : après que l'Union européenne eut décidé d'appliquer une taxe sur les émissions de CO₂ des compagnies aériennes opérant en Europe, de violentes réprobations ont émané des pays émergents, dont certains ont menacé d'annuler des commandes d'Airbus, mais aussi de pays comme les Etats-Unis et le Japon.

Concernant la gouvernance du développement durable et la création d'un Conseil mondial, les Etats-Unis n'ont jamais été très favorables à la création d'une organisation internationale supplémentaire, alors que les marges de manœuvre de l'administration Obama sont faibles dans le contexte électoral américain. Enfin, les objectifs du développement durable n'auront d'intérêt que s'ils reposent sur des engagements concrets, des politiques suffisamment ambitieuses et des procédures de suivi contraignantes, ce qu'une majorité de gouvernements semblent vouloir éviter.

En définitive, si l'agenda de Rio+20 est ambitieux, un échec du sommet représenterait une douche froide pour les défenseurs du développement durable. La planète ne peut pourtant se permettre une nouvelle décennie d'inaction. Il reste dès lors aux gouvernements à se révéler à la hauteur de ces enjeux. ■

*Secrétaire général du CNCD-11 11 11

Le paradoxe d'une démocratie écologique

La démocratie prend du temps. Or le temps presse, car les graves crises écologiques ont déjà commencé. Il y a là un paradoxe : l'urgence écologique est-elle compatible avec la démocratie ?

Voilà près de 40 ans que nous connaissons l'urgence de la situation, mais presque rien n'a bougé. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé ! Combien d'associations, d'ONG, de journaux ou de partis politiques ont-ils été créés ? Honnêtement, quel est le bilan de 40 ans de partis écologistes dans le monde ? Et même si les écologistes parvenaient demain au pouvoir dans tous les pays du monde, quel changement radical pourraient-ils encore apporter en moins de 15 ans ? Nos démocraties représentatives semblent réellement impuissantes à surmonter les crises écologiques globales. Pire, elles s'y enfoncent... avec l'aval de la majorité des électeurs ! Que peut-on en conclure ? Et que faire ? Des questions fondamentales auxquelles des ouvrages récents tentent de répondre. Chacun à sa manière...

Le gouvernement des sages

Le peuple semble incapable d'envisager un horizon à long terme. C'est le postulat du livre de Dominique Bourg et Kerry Whiteside, qui appellent de leurs vœux à la création d'une « démocratie écologique » (1). Pour eux, notre système politique est en g l u é dans une « tyrannie du présent ». Ils proposent donc : de créer une « académie du futur » composée d'un panel international de chercheurs qui veillerait sur l'état de la planète et ferait des propositions politiques, d'inscrire l'environnement dans les

Constitutions, de développer des procédures scientifiques participatives et de créer un « nouveau Sénat ». Ce dernier serait constitué de deux tiers de « personnalités qualifiées » proposées par les ONG (des militants écologistes) et d'un tiers de citoyens, et aurait le pouvoir d'« opposer son veto à toute proposition législative allant à l'encontre des objectifs constitutionnels ». En résumé, on aurait une sorte de « gouvernement des sages », un pouvoir d'experts éclairés qui guideraient le peuple... Solution rapide, certes, mais serait-on encore en démocratie ?

Pas assez de démocratie ?

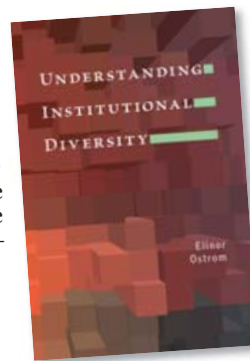
On peut aussi voir le problème à l'envers : et si la situation était bloquée par un manque de démocratie ? Dans son dernier ouvrage (2), Hervé Kempf nous rappelle que l'écologie politique est née justement de la contestation du pouvoir des experts. Selon l'auteur, nous devons aujourd'hui prendre acte de ce que nous ne sommes plus en démocratie, mais en « oligarchie ». Il montre bien comment le pouvoir est en réalité détenu par une petite élite qui contrôle les grands groupes industriels et financiers aux lobbies tentaculaires, les postes clés des gouvernements et les principaux médias. Le changement écologique se retrouve alors au point mort : « L'information déversée sur les citoyens par l'alliance terrible des grands médias, de l'argent et de la publicité bloque la démocratie et conforte l'oligarchie », confirme l'économiste Jean Gadrey (3). Le constat est pertinent, mais à part les bonnes intentions,

il y a peu de solutions pour construire un rapport de forces favorable à la démocratie...

Une fragile complexité

Une nouvelle voie est cependant en train d'émerger, mais elle nécessite un changement d'imaginaire : s'enlever de la tête l'idée que les problèmes globaux ne peuvent être résolus que par une autorité supérieure globale (ou une gouvernance unique). Cette idée est non seulement fautive – cela est aujourd'hui bien démontré –, mais toxique, car elle empêche de penser autrement.

« Nous devons reconnaître qu'attendre sans rien faire la ratification d'un traité international maximise le risque encouru pour tout le monde », prévient Elinor Ostrom (4). Ce que proposent donc Vincent et Elinor Ostrom, c'est d'encourager une gouvernance polycentrique, en d'autres termes différents centres de décision indépendants à différentes échelles (international, national, régional, local, familial et même au niveau de l'entreprise). Les expériences de terrain réussies (et elles existent) peuvent ainsi nourrir les autres centres de décision par apprentissage et assistance mutuelle... Nous savons aujourd'hui qu'aucun système de décision n'est parfait, la solution est donc de conserver cette diversité institutionnelle qui fournira une capacité d'adaptation à notre civilisation (5). Le temps presse, mais pour construire un avenir à long terme, nous ne pouvons pas nous passer de la complexité démocratique. Le paradoxe s'amplifie et notre



marge de manœuvre rétrécit...

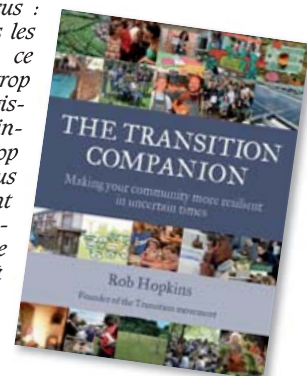
Que faire quand les gouvernements ne font rien ?

Le mouvement des Villes en transition a aussi décidé de ne plus attendre.

« Nous ne savons vraiment pas si la Transition va fonctionner. C'est une expérimentation sociale à très grande échelle. Voilà ce dont nous sommes convaincus : si nous attendons les gouvernements, ce sera trop petit et trop tard. Si nous agissons en tant qu'individus, ce sera trop petit. Mais si nous agissons en tant que communautés, ce sera juste assez, juste à temps. » (6) Pour la grande majorité des citoyens, c'est-à-dire ceux qui n'agissent pas au niveau national ou international, il s'agit désormais, en plus de voter et d'attendre, de reconstruire une démocratie hyperlocale en se réappropriant le levier communal (7) et en construisant de la résilience pour la grande descente énergétique.

Le pétrole est utilisé depuis 150 ans et nous en voyons déjà la fin. La démocratie est utilisée depuis 2 500 ans, c'est une énergie renouvelable ! ■

Pablo Servigne



(1) Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique, Dominique Bourg et Kerry Whiteside, Seuil / La République des idées, 2010.

(2) L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie, Hervé Kempf, Seuil, 2010.

(3) Blog de Jean Gadrey : alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey.

(4) « Polycentric systems for coping with collective action and global environmental change », Elinor Ostrom, *Global Environmental Change*, n° 20, p. 550-557, 2010.

(5) *Understanding Institutional Diversity*, Elinor Ostrom, Princeton University Press, 2005. Cette piste nécessite d'être sérieusement creusée, surtout en milieu francophone, où les écrits d'Ostrom ne sont pas encore traduits. Seule exception : *La gouvernance des biens communs*, Elinor Ostrom, Editions De Boeck / Etopia, 2009. Mais ce livre a déjà 20 ans !

(6) *The Transition Companion*, Rob Hopkins, Transition Books, 2011, p. 17.

(7) « Initiatives de Transition. Une manière originale de penser la politique », Pablo Servigne, ASBL Barricade, 2011. Texte disponible sur www.barricade.be.



Démocratie : de l'air, s'il vous plaît !



« Vous ne nous représentez plus » : le cri qui s'est fait entendre dans le monde entier en 2011 témoigne du désenchantement démocratique. Le mouvement occupy et les Indignés ont en même temps créé un appel d'air et montré que les aspirations démocratiques restent vivaces.

Alors que le désenchantement est partout, les aspirations démocratiques restent heureusement vivaces. Des citoyens cherchent à réinventer notre modèle et proposent des alternatives prometteuses pour contribuer à la décision politique au-delà des urnes. Ils montrent qu'il est possible de revitaliser la démocratie, à condition d'y consacrer de l'attention, de la créativité et du temps.

« **L**e corps politique en l'an 2011 semble être une équipe méfiante de chirurgiens cardiaques qui doivent pratiquer une opération extrêmement compliquée, mais au milieu d'un stade de football dont les tribunes débordent de spectateurs. La foule hurle, les supporters ont envahi le terrain et, à chaque geste de l'un des cardiologues, crient ce que les médecins doivent ou ne doivent pas faire, ou les couvrent de quolibets. Aucun des chirurgiens n'ose encore bouger. Tout le monde attend. Les heures s'écoulent, le sort du patient ne compte plus. » Cette représentation imagée de notre système politique est extraite du manifeste du G1000, une expérience de participation démocratique lancée par les chroniqueurs belges Paul Herman et David Van Reybrouck en 2011, en pleine crise institutionnelle (voir encadré). « Lors de la première rencontre de l'équipe organisatrice, nous étions d'accord pour dire que la crise institutionnelle belge n'était qu'un des avatars de la crise démocratique actuelle, raconte Benoît Derenne, directeur de la Fondation pour les générations futures, associée à l'expérience. Nous avons envie de nous inscrire dans une démarche positive par rapport à cette démocratie que nous chérissons. Nous voulions lui redonner de l'air, la revitaliser. Car nous sommes inquiets pour elle. »

Un boulevard pour les populismes

Le cri qui s'est fait entendre dans le monde entier en 2011 témoigne bien de ce malaise : « Vous ne nous représentez plus ! ». La foi

dans le système démocratique s'effondre et les citoyens perdent de plus en plus confiance dans leurs élus. Avec la crise de la dette et la mise en place des politiques d'austérité, des peuples sont à genoux, la pauvreté s'aggrave de manière visible. Comment comprendre les choix des gouvernements, qui sabrent dans les dépenses publiques alors qu'ils ont volé au secours des banques ? Ont-ils toujours les cartes en main ? La question se pose avec d'autant plus d'insistance que la Grèce et l'Italie sont dirigés, depuis fin 2011, par des gouvernements non élus, ayant à leur tête d'anciens banquiers. Avec ce genre de dispositions, les marchés sont « rassurés ». Mais pas la population, dont les peurs peuvent constituer un boulevard pour tous les courants nationalistes, autoritaires et xénophobes qui traversent actuellement l'Europe (1). Heureusement, les aspirations démocratiques restent aussi très vivaces. Les Indignés européens et le mouvement Occupy, parti des Etats-Unis, ont créé un appel d'air en réclamant une « démocratie réelle maintenant » (2). En France, l'approche des élections présidentielles a aussi suscité des initiatives intéressantes. Pierre Rabhi, l'inventeur de l'agro-écologie, a ainsi lancé la campagne « Soyons tous candidats » (3). Profitant de la campagne présidentielle, il entend revivifier le débat en offrant une tribune aux citoyens qui veulent construire un avenir plus vivable. « Avons-nous encore envie de limiter notre expression politique au seul fait de voter ? Devant la violence et la détresse générées par notre modèle de société, n'avons-nous pas plus à apporter qu'un simple bulletin dans une urne, en soutien à une politique soumise aux diktats de la finance et qui n'est plus en phase avec la réalité du monde ? », s'interroge-t-il. Pour lui, c'est la société civile qui est porteuse du changement.

« Son génie créateur est inouï et plus puissant que nous l'imaginons, face à un sentiment d'impuissance qui s'installe insidieusement. »

Une insurrection nécessaire

Début janvier, des intellectuels français abondaient dans le même sens dans une tribune du *Monde*. Protestant contre le discours dominant sur la dette publique, ils en appelaient à une insurrection démocratique face à la surdité des élites (4). « *Les citoyens veulent pouvoir peser sur leur avenir, faire des projets pour leurs enfants, stopper les dégradations sociales et écologiques qui les indignent. L'horizon semble bouché par la dette : dégageons-le en réinventant notre démocratie.* » Et d'en appeler notamment à un audit citoyen sur la dette publique (5). Pour un observateur irlandais présent au sommet du G1000 en novembre dernier, la tendance est manifeste dans le monde entier : les citoyens réalisent qu'ils ont des obligations, qu'ils doivent participer à la gouvernance.

Mais si cette participation apparaît comme une piste incontournable dans la refondation démocratique, encore faut-il s'interroger sur les systèmes qui permettent de l'organiser. Comme le constate Julien Talpin, sociologue au CNRS et spécialisé dans les processus participatifs, « *aujourd'hui, tout le monde fait de la démocratie participative. Il n'est presque plus possible, au niveau local, de prendre des décisions sans passer par ce type de processus. Mais souvent, l'objectif est plutôt de désamorcer les conflits. Et donc, on ne tient pas vraiment compte des avis des participants, ce qui peut délégitimer le processus en question.* »

Après avoir été une revendication forte de la « nouvelle gauche » (*New Left*) aux Etats-Unis et avoir porté les mouvements sociaux qui ont secoué le monde dans les années 60, la démocratie participative s'est en effet peu à peu institutionnalisée. Alors qu'elle participait au départ d'une volonté ascendante de changement social, elle est trop souvent devenue un remède proposé pour contrer la défiance vis-à-vis des élus et répondre à la crise de la démocratie représentative, qui n'est pas nouvelle. « *En France, cette participation citoyenne se retrouve beaucoup, par exemple, dans les chantiers de rénovation urbaine, commente Julien Talpin. Elle est parfois même assurée par des dispositifs légaux. Mais cette offre de participation a du mal à trouver son public.* »

Investir dans la démocratie

Aujourd'hui, le mouvement de balancier a l'air de s'inverser : la société civile se fait entendre et veut à nouveau être une force de proposition, y compris dans la façon de mettre en place des dispositifs innovants qui facilitent la participation aux prises de décision politique. Tel est le cas du G1000. Ce genre d'expérience peut aussi avoir une formidable composante pédagogique. « *Cela permet aux citoyens de découvrir la complexité des enjeux, de dépasser leur point de vue individuel, explique Benoît Derenne, qui souligne que le processus fonctionne dans les deux sens. Les politiciens, de leur côté, doivent réapprendre à écouter les citoyens, à tenir compte de leur expérience.* » Il peut même y avoir un effet déstabilisant : « *Les processus participatifs peuvent conduire à une sorte d'hybridation des connaissances et induire une nouvelle manière de gouverner, où la position de l'élu serait plutôt celle de l'animateur d'un groupe* », suggère Julien Talpin.

Une chose est sûre aujourd'hui : la démocratie a besoin de soin, d'attention et de temps pour se réinventer. Pour Benoît Derenne, c'est clair : « *Pour faire vivre la démocratie, il faut investir. Voyez une entreprise, si elle n'investit pas dans la recherche et le développement, elle court à sa perte. Or, je ne vois nulle part de budget public pour assurer le développement démocratique. Les gens sont indemnisés lorsqu'ils sont convoqués à un jury d'assises. Pourquoi ne pas imaginer un système similaire avec des congés citoyens qui permettent de participer au renouveau de notre démocratie ?* » ■

Amélie Mouton

(1) Et dont la Hongrie est une des incarnations les plus inquiétantes.

(2) Lire *Imagine*, n° 88, novembre-décembre 2011.

(3) www.touscandidats2012.fr

(4) Geneviève Azam, Etienne Balibar, Thomas Coutrot, Dominique Meda, Yves Sintomer, « Contre le discours dominant sur la dette publique », *Le Monde*, 15 janvier 2012.

(5) Un collectif s'est créé en France : www.audit-citoyen.org. En Belgique, c'est le CADTM qui a pris l'initiative. www.cadtm.org

Le G1000

Clignotant d'œil aux réunions des « G » (G8, G20), qui semblent aujourd'hui seuls à décider de l'avenir du monde, le G1000 a attiré l'attention en réunissant à Bruxelles, le 11 novembre 2011, quelque 700 citoyens tirés au sort. Autour de tables rondes, ces Belges, de tous âges et de tous horizons, qui parfois n'avaient jusque-là aucun intérêt pour la politique, ont discuté de l'immigration, de l'avenir de la sécurité sociale et de la répartition des richesses. Ces trois thèmes avaient été désignés comme prioritaires dans une vaste enquête en ligne lancée préalablement auprès de tous les citoyens belges. « *Ce ne sont pas des amis que nous avons amenés à ce sommet citoyen, ni des militants habitués à la réflexion politique, explique Benoît Derenne. Avec le tirage au sort, nous avons pu toucher une grande diversité de personnes et prouver que tout le monde était capable de parler de sujets aussi importants que l'immigration ou la sécurité sociale.* »

La volonté du G1000 est de contrer le sentiment d'impuissance qui habite à la fois les citoyens et les politiques, et de trouver un nouveau mode de dialogue entre eux. Après l'enquête en ligne et le sommet citoyen, le G1000 amorcera sa dernière phase en septembre prochain : 32 personnes, le « G32 », tirées au sort parmi les participants au sommet du 11 novembre, s'empareront en profondeur d'un des thèmes discutés ce jour-là. Ils présenteront les résultats de leur réflexion à la Chambre et au Sénat, nos parlementaires ayant marqué leur intérêt pour cette initiative. ■

www.G1000.org

L'expérience islandaise

Depuis quelque temps, de façon un peu fantasmagique, l'Islande attire l'attention de tous ceux qui remettent en cause la légitimité des politiques d'austérité et cherchent des alternatives. S'il est excessif de dire que l'Islande a connu « *une révolution démocratique anticapitaliste* » (voir notamment *Rue89*), elle a toutefois vécu une expérience intéressante. A la suite de la crise financière qui, en 2008, a touché de plein fouet ce petit pays insulaire, la délégitimation du pouvoir en place a poussé un groupe de citoyens à organiser une grande assemblée d'environ 1 000 personnes tirées au sort. Son but : définir les valeurs fondamentales de la société islandaise, lesquelles pourraient servir de base à la rédaction d'une nouvelle constitution. Reprenant l'idée à son compte, le président a convoqué, quelques mois plus tard, une nouvelle assemblée citoyenne pour définir plus précisément les grandes lignes de ce projet constitutionnel. Parallèlement, des élections ont été organisées pour désigner un comité constitutionnel de 25 personnes. Ces dernières doivent se saisir des propositions de l'assemblée citoyenne et rédiger le nouveau texte de référence. « *N'importe qui pouvait être candidat à ces élections, si bien qu'il y a surtout des non-professionnels de la politique. Des journalistes, des juristes, un prof de fac, un routier et même le père de Björk* », explique Julien Talpin. Ce projet de constitution a ensuite été transmis au Parlement pour amendement tandis que, parallèlement, une consultation était lancée sur Internet pour que les citoyens puissent aussi amender le texte. Ce dernier sera soumis d'ici quelques mois à un référendum. « *C'est un processus intéressant et relativement révolutionnaire, analyse le chercheur du CNRS. Le texte fondamental d'un Etat est écrit collectivement, en multipliant les sources de légitimité (tirage au sort, élections ouvertes à tous, référendum) et les formats de la prise de parole (petites tables de discussion lors de l'assemblée citoyenne, forums sur Internet). Mais il faudra évidemment voir ce qu'il contient.* » ■

3 → POUR DÉCIDER QUOI ?



A la recherche d'une vraie « économie verte »

L'économie verte sera en première ligne des débats à Rio. Mais si cela se traduit par un simple « verdissement », qui ne serait qu'une énième version de l'économie capitaliste, Rio+20 ne sera pas le tournant attendu. L'occasion est pourtant belle – et les propositions abondent.

« **N**ous considérons l'économie verte comme un moyen d'atteindre

un développement durable, qui doit rester notre objectif premier. Nous reconnaissons que l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté doit protéger et améliorer les ressources naturelles, augmenter l'efficacité des ressources, promouvoir des modèles de consommation et de production durables, et pousser le monde vers un développement sobre en carbone. » Ces mots sont ceux de l'article 26, dans la version préparatoire du document final (1) proposé par les Nations unies à l'occasion du Sommet de Rio+20.

L'ONU en appelle donc à une transformation de notre économie, aujourd'hui trop gourmande en ressources, polluante et génératrice d'inégalités sociales.

Pour y arriver, la proposition phare du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) (2) est d'investir 2 % du PIB dans dix secteurs clés, afin de les réorienter : l'agriculture, l'énergie, la construction, la distribution de l'eau, la foresterie, la pêche, la manufacture, la gestion des déchets, le tourisme et le transport. Ces 1 300 milliards de dollars par an devraient permettre d'atteindre un ensemble d'objectifs (voir tableau 1, p.38) nous éloignant de la catastrophe (voir tableau 2, p.38 – comparaison impacts).

Si l'on prend l'exemple de l'agriculture, le PNUE estime qu'un investissement de 100 à 300 milliards de dollars par an jusqu'en 2050 dans le soutien aux bonnes pratiques écologiques (« usage rationnel de l'eau, recours aux fertilisants bio et naturels, pratiques de labours optimales, lutte intégrée contre les ennemis des cultures ») aurait pour effet à long terme un enrichissement des sols et une hausse des rendements

mondiaux des principales cultures de plus de 10 %.

Dans le cas des transports, le Programme pour l'environnement suggère entre autres choses que les prix reflètent les coûts externes – les embouteillages, la pollution, les accidents, qui peuvent dans certains pays représenter jusqu'à 10 % du PIB. Et ainsi de suite.

Des craintes...

Les idées sont nombreuses, et quelques-unes semblent de bon sens. Mais de nombreux observateurs de la société civile s'alarment : attention à la poudre aux yeux ! Car le texte préparatoire proposé est trop vague pour assurer le gigantesque saut qualitatif dont nous avons besoin et, au-delà des textes, les grands sommets comme celui de Rio sont aussi l'occasion d'instaurer des rapports de force – chacun tirant les décisions éventuelles à lui. « Or le sentiment dominant aujourd'hui est que le développement durable a vécu, remplacé par cette notion d'économie verte – et que le pôle social notamment n'est plus que très restreint », explique Thierry Demuysère, du service Formation et sensibilisation à l'environnement de la CSC. Les Etats ayant de moins en moins de moyens, ils agissent également de moins en moins, et laissent la place à des sponsors privés, des entreprises – qui en profitent pour faire passer leur agenda, tout entier tourné vers la croissance et le profit. Le risque est grand de voir alors une confusion s'installer entre fins et moyens.

L'économie verte ne suffira pas : c'est d'une société verte mondiale que nous avons besoin. Et le verdissement de l'économie n'est qu'un moyen, une étape sur le chemin d'un monde soutenable. Une étape nécessaire, certes, mais nullement suffisante. « Croire que nous pouvons prolonger le modèle existant en le verdissant est une illusion, remar-

que Kevin Maréchal, chargé de recherches au Centre d'études économiques et sociales de l'environnement de l'ULB et professeur d'économie environnementale. *Il nous faut absolument changer de modèle.* »

Ce modèle coince en effet par divers aspects, que l'économie verte ne remet pas en cause. En voici quelques-uns :

→ **La croissance.** Derrière l'économie verte, il y a toujours le dogme de la croissance. Or poursuivre cette croissance, même en la rendant plus verte, risque bien de nous envoyer dans le mur – un peu plus tard peut-être, mais dans le mur tout de même. Le découplage entre production et utilisation d'énergie ne sera jamais suffisant pour assurer à la fois un développement des pays du Sud et un monde viable pour tous : la production mondiale de carbone par exemple devrait passer d'une émission de 770 grammes de CO₂ par dollar d'activité économique (niveau de 2008) à 36 gCO₂/\$ en 2050 si nous voulons limiter le réchauffement climatique à 2 degrés, et même à 6 gCO₂/\$ si les pays en développement rattrapent le niveau de vie que connaissait l'Europe en 2007 (3).

→ **La marchandisation.** « Nous craignons un capitalisme vert qui transforme tous les biens communs en marchandises, avertit Sébastien Storme, conseiller au département Economie et développement durable de la FGTB, car la logique ultralibérale d'une monétarisation de tout se répand de plus en plus. » Sous prétexte que la gratuité entraîne le gaspillage, certains poussent à la création de marchés pour réguler les biens communs, l'air, l'eau, les services rendus par la nature, l'énergie, la terre, en les découplant et en les privatisant. Or la protection des biens communs est essentielle à la préservation d'un accès pour tous à ces biens et à la lutte contre les inégalités.

→ **L'emploi.** Si le PNUE a effectivement raison d'insister sur le fait qu'une économie verte n'est pas ennemie de l'emploi, qu'elle



1] Investissements annuels dans l'économie verte proposés par le PNUE (par secteurs)

Secteurs	Répartition des investissements prévus dans le rapport sur l'économie verte en 2011 (US\$ milliards/an ; voir note 1)	Objectifs
Agriculture	108	Augmenter les niveaux de nutrition à 2 800-3 000 Kcal/personne d'ici 2030 (et les maintenir)
Logement	134	Augmenter l'efficacité énergétique de façon à réduire de deux tiers les émissions de CO ₂ des bâtiments à l'horizon 2050 (2).
Énergie	362	Accroître la part de ressources renouvelables dans la production et la consommation d'énergie primaire, diminuer de 64 % l'intensité en CO ₂ de l'énergie utilisée (2).
Pêche	108	Atteindre un rendement maximal durable par une réduction mondiale globale de l'effort de pêche de 50 %, par le démantèlement des navires, la réaffectation de la main-d'œuvre et la gestion de la pêche.
Foresterie	15	Réduction de la déforestation de 50 % d'ici 2030 et augmentation des forêts plantées pour soutenir la production forestière.
Industrie	76	Augmenter l'efficacité énergétique de façon à diminuer de 25 % les émissions de CO ₂ du secteur industriel (2).
Tourisme	134	Ecotourisme, tourisme vert et de proximité
Transport	194	Augmenter l'efficacité énergétique de façon à ramener à 50 % la part des produits pétroliers dans la demande finale du secteur des transports (2) et développer les transports publics.
Déchets	108	Réduire la quantité de déchets allant dans les centres d'enfouissement d'au moins 70 %.
Eau	108	Atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement en diminuant de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement d'ici 2015, et réduire les intensités d'usage (sans objectif quantitatif).
Total	1 347 milliards de \$/an	

1. Tous les montants sont des montants d'investissement annuels ; Rapport sur l'économie verte ; répartition des investissements en dollars US 2010. Le portefeuille de placements défini par ce rapport affecte des investissements totalisant 2 % du PIB mondial dans un ensemble de secteurs donnés, avec un certain nombre d'objectifs sectoriels spécifiques. Ceux-ci augmenteront au cours de la période 2011-2050 en même temps que la croissance économique pour atteindre 3,9 billions de dollars en 2050 (en dollars US constants de 2010).
 2. Selon le scénario BLUE map de l'IAIE (Agence internationale de l'énergie) dans *Perspectives des technologies de l'énergie*, 2010, sur lequel se base entre autres le rapport du PNUE. L'objectif global est la diminution de moitié des émissions de CO₂ à l'horizon 2050. Mais ce scénario comprend le maintien du nucléaire (24 % de la production d'électricité en 2050). Voir www.iea.org.

2] Investir 2% du PIB dans l'économie verte ou maintien du statu quo ? Comparaison des impacts.

	2011		2015		2020		2030		2050	
	Statu quo	Vert(%)	Statu quo	Vert(%)	Statu quo	Vert(%)	Statu quo	Vert(%)	Statu quo	Vert(%)
PIB (milliards US\$, constants)	69 344	79 306	-0,8	92 583	-0,4	119 307	2,7	172 049	15,7	
PIB par habitant (US\$, constants)	9 992	10 959	-0,8	12 205	-0,4	14 577	2,4	19 476	13,9	
Emploi total (millions)	3 187	3 419	0,6	3 722	-0,6	4 204	-1,5	4 836	0,6	
Calories par habitant	2 787	2 857	0,3	2 946	0,3	3 050	1,4	3 273	3,4	
Terrains forestiers (milliards ha)	3,94	3,92	1,4	3,89	3,2	3,83	7,9	3,71	21,0	
Demande en eau (km3/an)	4 864	5 275	-3,7	5 792	-7,2	6 784	-13,2	8 434	-21,6	
Total des déchets enfouis (milliards de tonnes)	7,88	8,40	-4,9	9,02	-15,1	10,23	-38,3	12,29	-87,2	
Ratio Empreinte écologique/ Biocapacité	1,51	1,60	-7,5	1,68	-12,5	1,84	-21,5	2,23	-47,9	
Demande en énergie primaire (Mtep/an)	12 549	13 674	-3,1	15 086	-9,1	17 775	-19,6	21 687	-39,8	
Part de la demande en énergie primaire couverte par les énergies renouvelables (%)	13	13	15	13	17	12	19	12	27	

Notes : La colonne « Vert » représente la différence en pourcentage (+/-) entre le scénario d'investissements verts et le scénario du statu quo, dans lequel 2 % supplémentaires du PIB mondial sont affectés au développement des tendances d'investissements existantes, sauf pour les lignes dont les unités sont exprimées en pourcentages. Dans ce cas, la colonne « Vert » se réfère à la valeur en pourcentage du scénario d'investissements verts. Pour une explication plus détaillée des scénarios statu quo et vert, se reporter au chapitre sur la modélisation du rapport sur l'économie verte. www.unep.org/greeneconomy

Source : rapport du PNUE, *Vers une économie verte, pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*.

peut et va créer de nouveaux postes, elle ne réglera pas d'un coup de baguette magique la question du chômage. « L'économie verte est le énième avatar de notre système de production, commente Philippe Defeyt,

économiste à l'Institut pour un développement durable, qui est basé sur la disparition et l'apparition d'activités. C'est une règle économique qui existe depuis le début de la révolution industrielle. » De plus, ces

nouveaux emplois ne seront pas nécessairement plus décents que ceux de l'économie classique – à moins d'y veiller. Prendre en compte la question de la transition est essentielle.

→ **Le tout à la technologie.** « Le "technocentrisme" est présent dans nos esprits occidentaux depuis l'époque des Lumières, constate Kevin Maréchal. Les solutions technologiques sont mises ici en avant, avec l'idée d'une technologie neutre, nécessairement porteuse de progrès. Or elle n'est ni l'un ni l'autre, elle est tout simplement humaine. »

Des technologies annoncées comme très écologiques se révèlent régulièrement plus nocives que prévu, des effets pervers se développant au fil du temps. « Nous réfléchissons trop peu à la fin de vie des nouveaux matériaux notamment, signale Philippe Defeyt. De plus, la multiplication des produits coûte : il faut développer de multiples filières, les consommateurs sont perdus, et c'est la concurrence exacerbée qui règne plutôt que la coopération positive. Or les défis sont énormes, et nous n'avons pas le temps d'attendre que la "meilleure" technologie émerge – si elle émerge jamais ! Que n'importe qui puisse mettre sur le marché un produit sans devoir prouver son utilité, sans garantir son recyclage, c'est absurde. »

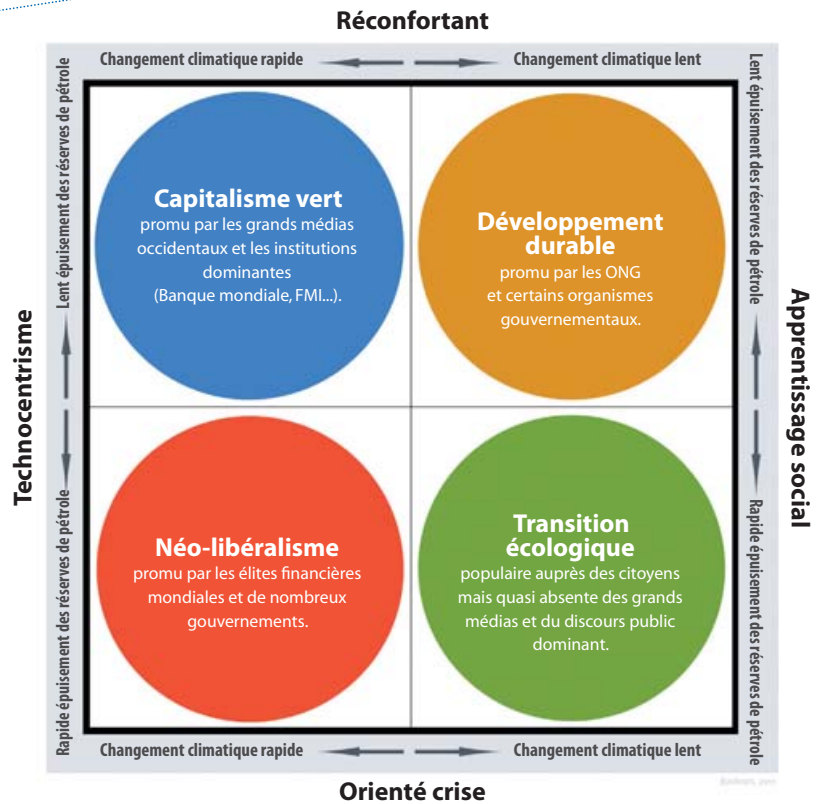
→ **L'effet rebond.** Une voiture qui consomme moins ? On en profite pour aller plus loin. Des économies énergétiques ? On en profite pour prendre l'avion pour le week-end. Un effet qui peut également se produire à l'échelle macro-économique, dans les choix industriels.

... et des propositions

Rio+20 pourrait pourtant être un grand moment, une vraie balise sur la voie d'une transition juste et durable. Et la réorientation de notre modèle économique en serait évidemment une des pierres angulaires – à condition d'y insuffler un vrai changement. Un premier pas serait de définir cette économie verte. C'est l'exercice auquel s'est attelé le collectif France Rio+20, qui réunit une trentaine d'associations actives sur les terrains de l'environnement et/ou du développement, en amendant le texte préparatoire proposé par l'ONU, notamment par l'ajout des principes suivants :

- l'équité, c'est-à-dire le partage des ressources entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci ;
- l'insertion et la participation des jeunes, des femmes, des pauvres et des travailleurs peu qualifiés ;
- la transformation des emplois insalubres et la création d'emplois verts et décents ;
- le respect des droits des travailleurs et

Comment se positionnent, en une représentation graphique, les différents discours sur les perspectives de l'avenir de la planète. D'après la cartographie du discours environnemental de Jody Boehnert - EcoLabs. www.ecolabs.posterous.com



des syndicats ;

→ la réalisation d'objectifs sociaux visant la satisfaction des besoins humains à long terme, y compris l'accès universel à l'eau, à la nourriture, au logement, à l'énergie, à la terre, à la santé, à l'éducation, aux transports et à la culture ;

→ l'utilisation efficace des ressources naturelles en donnant la priorité aux énergies renouvelables, à l'internalisation des coûts sociaux et environnementaux, aux analyses des cycles de vie et aux objectifs « zéro carbone » et « zéro déchet » ;

→ l'augmentation de la productivité des techniques et des matières plutôt que la diminution des coûts du travail ;

→ l'organisation d'une transition juste pour les travailleurs et les communautés qui risquent d'être affectés par le changement, en élargissant la protection sociale et en développant le dialogue social ;

→ la promotion de la démocratie ;

→ la prise en considération de l'économie réelle et non de la spéculation.

Une définition autrement plus enthousiasmante de l'économie verte !

Quant aux moyens d'y arriver, là non plus les pistes ne manquent pas. L'une des principales étant celle d'une relocalisation générale des principales activités, que ce soit à grande ou à petite échelle, depuis nos déplacements quotidiens jusqu'à l'économie mondiale. Une agriculture locale, paysanne, bio ou conforme aux principes de la permaculture est évidemment un exemple gagnant sur tous les plans : moins de déplacements, moins de pollution, gains d'emplois, gains environnementaux et de santé...

« Le protectionnisme n'est pas forcément un vilain mot, estime Kevin Maréchal, s'il signifie nous réapproprier nos leviers de production, et imposer des normes pour des produits dont la fabrication respecte un minimum de droits sociaux et de règles environnementales. » Favorisons au maximum les circuits courts – quant aux circuits longs, s'ils restent nécessaires, veillons à ce qu'ils assurent une rémunération juste aux travailleurs et aux producteurs, et à ce qu'ils aient un minimum d'impact sur l'environnement. « Développons des zones économiques plus restreintes, ajoute Philippe Defeyt, limitons les déplacements des marchandises – pour permettre aux personnes de continuer à se rencontrer. Car dans tout ce que nous ont légué 150 ans de développement économique, que voulons-nous garder ? Les échanges culturels, artistiques, n'est-ce pas ? Si nous voulons conserver cela, il nous faut changer le reste. »

Thierry Demuysère, de la CSC, questionne lui notre chaîne de valeurs, soumise à rude épreuve chez nous par la mondialisation : « Si nous la déplaçons vers la réparation,

la réutilisation des biens, grâce notamment aux normes UE, nous la déplacerons également vers d'autres emplois. »

On peut d'ailleurs tirer ici une leçon du passé : les grandes déclarations européennes concernant l'attention aux « 3R » – réutiliser, réduire, recycler – n'ont porté leurs fruits que pour le recyclage, qui créait de nouveaux emplois (sans en supprimer par ailleurs), générant des profits économiques et ne demandait surtout pas de changements de comportement : ainsi qu'on peut le voir, prôner une économie verte n'est pas suffisant.

Il faut ébranler tout notre système pour le repenser, à commencer par nous-mêmes en tant que consommateurs. Comment ? « En prenant conscience du bien commun, suggère l'économiste de l'Institut pour un développement durable. Par exemple dans l'aménagement du territoire : non, je ne peux pas aller m'installer à 20 kilomètres de Namur, quel qu'en soit le coût pour la collectivité. » Les biens communs peuvent être gérés par des communautés d'usagers, et les savoirs partagés. « Réapproprions-nous aussi les fonctions collectives, complète Thierry Dock et Thierry Demuysère de la CSC. La grande réussite du courant libéral est de nous avoir fait croire que le pouvoir d'achat était individuel. Ce n'est évidemment pas vrai, mais il faut pour cela redistribuer les revenus. » Favoriser la voiture électrique ou les transports en commun n'a pas les mêmes effets !

La fiscalité sera un outil fort, qui doit être à la fois écologique et social, en protégeant ou en renforçant son aspect redistributif. Au niveau mondial, la taxe sur les transactions financières doit faire partie de nos armes, « si nous veillons à en définir les priorités et les limites, conseille Sébastien

Storme, car elle ne sera pas la panacée qui va tout résoudre ».

« Notre fiscalité est dépendante de notre système de pensée, ajoute Kevin Maréchal. Là aussi il nous faut redistribuer les cartes. » Du côté de l'emploi, renforcer la sécurité sociale chez nous, généraliser une protection sociale universelle est absolument nécessaire. « Les travailleurs ont besoin de garde-fou, de sécurité si nous voulons qu'ils bougent, changent de métier », estime le conseiller de la FGTB. Et ce que nous faisons des gains de productivité est un choix : « Une hausse des dividendes, une hausse des salaires ou un changement de notre cycle de vie, où le travail est moins important ? », se demandent les formateurs de la CSC.

Enfin et surtout, il nous faudra trouver notre bonheur ailleurs que dans la consommation et la prospérité matérielle. « Nous devons faire place à d'autres façons de penser le monde, constate Paul-Marie Boulanger, directeur de l'Institut pour un développement durable. L'Occident est peut-être un peu épuisé, le potentiel d'innovations culturelles est plus riche en Amérique latine et en Afrique... » Un événement comme le Sommet de Rio n'est-il pas le lieu idéal où écouter ces autres voix et rediriger vraiment l'économie vers l'humain ? ■

Laure de Hesselle

(1) Plus communément appelé « zero draft », c'est le document sur lequel se pencheront les participants au Sommet, qui y apporteront amendements et modifications avant une éventuelle signature. Voir www.unccd2012.org.

(2) Développée dans un rapport du PNUE, Vers une économie verte, pour un développement durable et une éradication de la pauvreté. Voir www.unep.org/greeneconomy

(3) Ulrich Hoffmann, « Some reflections on climate change, green growth illusions and development space », Discussion papers, United Nations conference on trade and development, December 2011. Il se base ici sur des chiffres de Tim Jackson.



« Innover », qu'ils disent... Quels sont le sens et la finalité de l'économie ?

« **E**t, je vous le dis sans détour, ma priorité absolue ira à l'économie et l'emploi ! C'est la philosophie du Plan Marshall et j'entends que cette priorité absolue accordée à l'économie devienne le prisme par lequel nous percevrons toute chose... Et le guide de chacune de nos actions. Je le dis avec la force de celui qui n'a aucun doute à ce sujet : notre obsession doit être de rendre à la Wallonie le dynamisme économique qui seul peut garantir nos emplois et notre niveau de bien-être. »

« En continuant à innover et à exporter avec succès, vous, responsables de sociétés, ne contribuez pas seulement à développer vos affaires... Vous participez, aussi, directement à la création d'une Wallonie que nous voulons prospère et apte à assurer durablement le bien-être de sa population. » (1)

En ce début 2012, le discours du Ministre-Président wallon aux « forces vives » de la Région est loin d'être dissonant dans le concert des gouvernements européens. Ici comme ailleurs, une seule et même solution est proposée aux crises actuelles : innover, innover pour assurer la mise sur le marché de nouveaux produits, ce qui créera croissance et emploi.

Retirer nos œillères économiques

Plusieurs chercheurs européens ont interrogé ces discours dans lesquels les objectifs des politiques économiques – croissance, productivité et compétitivité – sont donnés comme des priorités sociétales sans redéfinir leur lien avec les objectifs du bien-être humain, ni même avec les piliers social et environnemental du développement durable. Pour les chantres de l'innovation, l'hypothèse est implicite et imparable : la mise sur le marché de nouveaux produits soutient le haut niveau de consommation, lequel maintient l'emploi qui donne lui-même accès à l'amélioration du niveau de vie et de la santé, au bien-être. Mais dans un article publié au début de l'année (2), ces chercheurs posent une question essentielle : comment une telle politique économique (spécifiquement, au niveau européen, la stratégie EU 2020) pourrait-elle éviter les écueils des précédentes ? En particulier les effets que l'on connaît sur la surexploitation des res-

sources, sur la perte de biodiversité, sur les émissions de CO₂ dont le niveau n'a jamais été aussi élevé qu'en 2011.

Les solutions à la crise économique proposées en 2012 ne corrigent pas – ou pas assez – les effets négatifs indirects sur les objectifs sociétaux, soulignent les scientifiques. Car des innovations (certains pesticides, par exemple) peuvent effectivement rencontrer les objectifs de déploiement économique, mais avoir dans le même temps des effets de dégradation de l'environnement et de la santé. Or le niveau de crise environnementale est aujourd'hui tel qu'il est primordial de juger de la pertinence d'une innovation à ce qu'elle apporte aux buts supérieurs de nos sociétés, et pas uniquement à la façon dont elle contribue à l'augmentation du PIB.

On est malheureusement très loin de cet idéal. Ainsi, quand le Premier Ministre wallon définit une priorité absolue pour 2012, il y adjoint une considération sur les mesures à adopter : « Mais cela impliquera, en outre, de nous interroger systématiquement sur l'opportunité de toute mesure qui ne concoure pas à cet objectif. » On peut légitimement s'inquiéter : est-ce à dire que les mesures visant prioritairement à protéger l'environnement ou la santé passeront à la trappe ?

Quels moyens pour quelles fins ?

Les chercheurs voient un véritable risque à ne pas s'attaquer simultanément aux multiples crises, un risque d'autant plus grand que la crise environnementale possède une caractéristique qui lui est propre : l'irréversibilité. Un seul exemple, emblématique : la question du climat. Les perspectives d'augmentation de la température moyenne sur le globe sont, au fil des publications du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), réestimées dans la gamme haute des prévisions des modèles. La presse mondiale a d'ailleurs largement tiré sur l'apparition du mot « irréversible » dans le quatrième rapport du groupe portant sur les conséquences du réchauffement. Aujourd'hui, en n'étant pas accompagnées de mesures environnementales capables de répondre aux enjeux, les priorités politiques en question prennent le risque d'essuyer un revers bien plus cinglant encore que l'explosion de la bulle spéculative des subprimes. Ce serait là le résultat d'une pro-

La Ressourcerie de la Dyle est une entreprise locale d'économie sociale visant à reconnecter les réalités économique, sociale et environnementale. Ses objectifs : former aux métiers du réemploi et contribuer à donner une nouvelle vie aux « objets perdus ».

Partout, par tous, l'innovation est présentée comme la clé de sortie de la crise. Sans que l'on s'interroge jamais sur le sens et la finalité de cette innovation.

Le Grand prix de la Fondation pour les générations futures

Les initiatives encouragées chaque année par le Grand Prix de la Fondation pour les générations futures réussissent à intégrer les dimensions d'un développement durable : prospérité économique, bien-être social, respect de l'environnement et gouvernance participative. Cette année, les douze nominés pour participer au Grand prix, dont la remise aura lieu en juin, sont :

- Quinoa (Bruxelles) : éducation au développement ;
- Eco Innovation (Bruxelles) : agriculture durable en zone urbaine ;
- La Ressourcerie de la Dyle (Brabant wallon) : collecte, tri, recyclage et valorisation d'« objets perdus » ;
- Espace Citoyen de Charleroi (Hainaut) : campagne de prévention santé-environnement ;
- Terre (Liège) : récupération, recyclage et valorisation de vêtements et de vieux papiers, projets de développement en solidarité avec le Sud ;
- L'Institut Cardijn Lorrain (Luxembourg) : 30 ans au service du développement durable ;
- DurAgr'Iso (Namur) : amélioration des zones agricoles ;
- De Natuurfrituur (Flandre orientale) : friterie bio-végétarienne ;
- Velt (Anvers) : jardiner ensemble ;
- Stebo (Limbourg) : entreprendre autrement de façon durable ;
- Leren ondernemen (Brabant flamand) : épicerie sociale ;
- Beauvent (Flandre occidentale) : promotion des énergies renouvelables. ■

fonde méprise dans l'identification de l'objectif politique principal, d'avoir considéré la mise sur le marché de produits, l'innovation technologique et la compétitivité comme des fins en elles-mêmes, au lieu de centrer l'action de manière plus directe sur le bien-être et la santé, la qualité de vie.

Il apparaît évident que l'innovation est trop systématiquement considérée comme purement technologique. La dominance de cette vision comporte un risque d'enfermement idéologique rendant impossible toute innovation capable de répondre aux défis de ce siècle. Qui peut croire à l'option *business as usual* quand les signaux d'alarme de dégradation de notre planète s'allument successivement ? Laissera-t-on au marché le soin de gérer les conséquences sociales et environnementales négatives de ces nouveaux produits qui auraient le pouvoir de contribuer à l'augmentation de PIB ? Augmentation bien cynique quand elle résulte, par exemple, des maladies chroniques nées de la contamination des écosystèmes par les substances innovantes, dont on découvre tardivement la toxicité... La responsabilité de nos élus, régionaux et fédéraux, est-elle par exemple de ménager la filière économique des plastiques contenant du bisphénol A en n'interdisant que partiellement sa présence dans les contenants alimentaires (3), ou de préserver notre santé et celle de nos enfants dès que des études indépendantes montrent un grave effet indésirable sur le plan sanitaire ? Définir de nouveaux indicateurs phares, complémentaires et alternatifs au PIB est un des axes de travail pour changer cette approche suicidaire. Il en est un autre : quitter l'univers des produits, de l'innovation technologique, et soutenir et stimuler prioritairement l'innovation sociétale !

Une belle intention et d'affreux résultats ?

Le Plan Marshall 2, vert mis en place au niveau wallon tente timidement de donner du sens au projet économique de la Région, de le centrer sur les innovations souhaitables au regard des indicateurs du bien-être humain. Il reste toutefois bien en deçà du minimum nécessaire. Le soutien aux innovations sociétales devrait notamment s'y trouver renforcé de manière explicite. Et cela ne relève pas du vœu pieux : c'est possible, concrètement, ici et maintenant. Des initiatives comme « *The Hub* » (4), née à Londres en 2005,

permettent à des entrepreneurs de disposer d'un espace et d'une communauté en ligne, d'un accès à la connaissance et aux outils pratiques pour élaborer des solutions centrées sur un objectif d'amélioration de la société, de résolution des problèmes rencontrés et de recherche du bien-être pour tous. L'objectif commun : trouver de nouvelles approches, de nouveaux services pour relever le challenge du développement durable. Un tel réseau stimule l'interaction et la collaboration entre les membres, rassemblés par le sens qu'ils donnent à leur action.

Une initiative de même nature a vu le jour à Bruxelles début 2010. Le « *Hub* » bruxellois organise des formations, des workshops interactifs (« *Hub Talks* ») pour partager les expériences des membres et assurer une mise à jour très régulière, en connexion avec toutes les innovations à finalité sociale et environnementale. Un des objectifs est aussi de motiver les citoyens et de les aider à se lancer dans l'entrepreneuriat (« *Hub Fair* », « *Talent Trade* »).

Plus concrètement encore, tout le secteur de l'économie sociale contribue activement et de multiples manières à créer de la richesse grâce à des alternatives à finalité sociétale. Ce secteur est trop souvent réduit à l'insertion professionnelle de personnes en décrochage, alors qu'il représente une vitrine d'innovations, technologiques et sociales, qui rencontrent les attentes de la société de demain.

Alors, « innover », oui, mais pas n'importe comment, pas pour la seule rentabilité économique de la chose. Les choix opérés pour définir nos objectifs prioritaires communs doivent être transparents et démocratiques, impliquer pleinement les citoyens. Ils nécessitent une évaluation régulière et il importe qu'ils offrent une large possibilité d'ajustements rapides pour tenir compte des conséquences négatives imprévisibles. Sans cela, l'innovation risque d'être une belle intention débouchant sur d'affreux résultats... ■

Marie Cors et Pierre Titeux, Inter-Environnement Wallonie

(1) Rudy Demotte, « Présentation des vœux aux forces vives », La Hulpe, le 13 janvier 2012.

(2) The Innovation Union : a perfect means to confused ends ? Van den Hove S. et al., *Environmental Science and Policy*, n° 16, p. 73-80, 2012.

(3) Inter-Environnement Wallonie, 2012. www.ieww.be/content/actualites/bisphenol-joue-avec-la-santé-des-nouveaux-nés

(4) www.the-hub.net

Il est urgent de travailler...

Au nom de la qualité de la vie, du partage de l'emploi et de la lutte contre le changement climatique, il est urgent de travailler moins. Mais il faut aussi travailler mieux, en créant des emplois valorisants et épanouissants, qui soient orientés vers l'intérêt commun. Stop au « travail Kleenex » ! Le travail doit être utile socialement et écologiquement.



Relancer une agriculture paysanne pour produire des aliments sains, tout en respectant la terre et ceux qui la travaillent. Voilà qui pourrait recréer un million d'emplois, rien que pour la France. Notre photo : Marie, de la ferme Champignol (Surice - Philippeville), ingénieure agronome de formation, s'est lancée dans le maraîchage (plus de 200 variétés de légumes), dans l'élevage et dans les cours de vannerie.

Elise a 34 ans, deux enfants à charge et travaille à temps plein. La nuit, elle se retourne dans son lit et s'inquiète. Elle n'a pas pu trouver de place dans une crèche pour sa petite fille de quatre mois et demi, malgré les nombreuses demandes qu'elle a introduites au début de sa grossesse.

« Ce matin encore, j'ai emmené ma fille au bureau en attendant que ma mère, qui habite à 60 kilomètres, vienne la chercher », témoigne-t-elle. Ce n'est pas la première fois, et elle a peur que la patience de ses collègues ne s'effrite, qu'ils ne la trouvent pas très professionnelle. Mais elle se sent coincée : pour elle, choisir de prendre le temps d'élever ses enfants, en démissionnant ou en diminuant son temps de travail, équivaldrait à plonger dans la pauvreté. « Dans notre société, c'est marche ou crève. Ou tu te consacres complètement au travail ou tu rejoins les parias, ceux que l'on montre du doigt et qui sont tous les jours un peu plus contrôlés, les chômeurs et les minimexés. »

Concilier travail et vie privée

L'histoire d'Elise n'est pas un cas isolé. Nombreuses sont les familles qui éprouvent aujourd'hui des difficultés à concilier sereinement leur vie privée et leur vie professionnelle. Enfants à conduire ici ou là, petit dernier malade, files pour les inscriptions, rendez-vous chez le dentiste, sans oublier les contraintes administratives, du paiement des assurances aux factures d'électricité : aujourd'hui, la logistique quotidienne s'est complexifiée, d'autant que le couple avec enfants n'est plus l'unique modèle. Pour les femmes seules, le quotidien ressemble à un vrai parcours du combattant.

Confronté à cette réalité, le couplet « travailler plus pour gagner plus », seriné aujourd'hui sur tous les tons, ne passe pas l'épreuve du feu. Il paraît au contraire urgent de s'interroger sur la place du travail comme principe fondateur de l'ordre social. Comme le soulignait le sociologue Estéban Martínez à l'occasion d'un colloque sur le droit à la paresse qui se tenait à l'ULB en novembre dernier, les temps ont bien changé depuis l'époque où des emplois stables, inscrits dans des horaires collectifs, assuraient la synchronisation de toutes les activités sociales. « L'organisation du travail est de plus en plus flexible et exige une disponibilité accrue. Les statistiques le montrent : la durée hebdomadaire du travail s'allonge pour les salariés occupés à temps plein, de même que se répandent le travail en soirée, le samedi et le dimanche, ainsi que les horaires variables. » Et le temps libre réservé à la vie privée en pâtit.

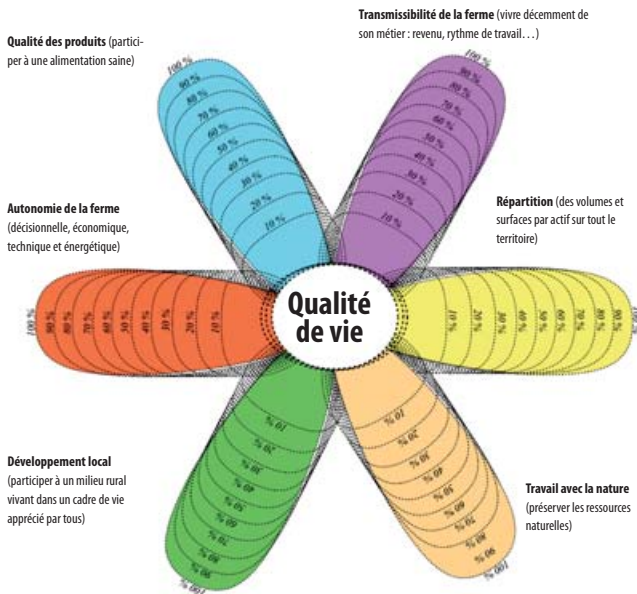
Cette transformation se manifeste aussi dans l'intensification du travail, liée notamment à des techniques comme le *lean management* (1). Inspiré par le système de production de l'entreprise japonaise Toyota, il cherche par exemple à rentabiliser au maximum le temps de travail en faisant la chasse aux temps morts. « A force de considérer la force de travail comme une ressource Kleenex, la société fonce tout droit vers un platane », s'inquiète le docteur Philippe Corten, responsable de la clinique du stress au CHU Brugmann, qui constate dans un rapport l'augmentation alarmante de la souffrance au travail.

Travail et crise climatique

Il serait pourtant tout à fait possible de travailler moins. La revendication d'une réduction collective du temps de travail, avec maintien du salaire et embauche compensatoire, fait d'ailleurs son grand retour en Belgique, alors qu'elle avait quasiment disparu des radars depuis près de 30 ans.

Et il n'y a pas que les syndicats qui se font entendre ; des organisations comme le Conseil de la jeunesse, qui représente les jeunes en Communauté française, le Mouvement ouvrier chrétien ou ATTAC ont récemment pris position à ce sujet. La proposition ne répond pas seulement à l'exigence d'une meilleure qualité de vie ; elle est aussi une urgence socio-économique. En travaillant moins, on peut partager l'emploi disponible. D'après l'Institut pour un développement durable, 23,5 % des jeunes de moins de 25 ans étaient au chômage en 2011. Ailleurs, les chiffres donnent le vertige : en

moins, tous et mieux !



Ce schéma sous forme de fleur, qui circule dans le monde l'agriculture paysanne, sert à mesurer la durabilité de sa ferme en fonction des résultats obtenus sur les différents pétales. Au centre : la qualité de vie !

Grèce, 45,1 % des jeunes sont sans emploi, et en Espagne, ils sont presque 50 % !

« Les discours libéraux voudraient nous convaincre que la réduction du temps de travail est devenue une impossibilité économique, explique Etienne Lebeau, de la Centrale nationale des employés (CNE). En réalité, ce sont des écrans de fumée visant à maintenir un partage des richesses très largement favorable aux entreprises, à leurs actionnaires et à leurs équipes dirigeantes. » Car si l'augmentation des gains de productivité a été gigantesque ces dernières années, ils ont surtout profité à une minorité qui les a captés à son profit. Comme le dit Felipe Van Keirsbilck, secrétaire permanent de la CNE, ils auraient pu être utilisés pour créer le plus d'emplois possible, avec le moins de travail possible. « On pourrait faire baisser la durée moyenne du travail de 40^h à 30^h, analyse cet ingénieur de formation qui affectionne les formules. Au lieu de travailler 40 années de sa vie, 40 heures par semaine, 40 semaines par an, on pourrait travailler 30 ans, à raison de 30 heures par semaine et 30 semaines par an ! »

Certes, la durée moyenne du travail, en Belgique, n'a pas cessé de diminuer ces dernières années. Mais elle résulte en réalité d'une multiplication des dispositifs de partage du travail comme le crédit-temps ou le temps partiel. Non seulement ils ne favorisent pas l'égalité sociale (certains doivent se contenter d'un mi-temps et sont des travailleurs pauvres contraint, mais ils s'accompagnent souvent, dans les faits, d'une intensification du travail ; la même tâche doit être réalisée en moins d'heures, et cela pour un salaire moindre.

Mais l'urgence de réduire le temps de travail n'est pas seulement socio-économique, elle est aussi écologique. « Nous devons réduire nos besoins énergétiques de 50 à 75 % si nous voulons éviter un basculement climatique, analyse Daniel Tanuro, auteur d'un livre sur l'impossible capitalisme vert (2). « Nous devons diminuer la production matérielle et les transports, donc le travail. Il faut aller vers les 32 heures par semaine, sans perte de salaire ni intensification du travail. » Pour ce militant de gauche à l'âme verte, la perspective d'une réduction collective du temps de travail pourrait même rendre désirable la lutte contre le changement climatique et fédérer plus de citoyens. « Quel que ce soit le bout par lequel on prend le problème, il s'agit de toute façon d'une seule et même crise, celle du mode de production capitaliste. Il faut donc des solutions qui répondent aux deux questions en même temps. »

Redonner du sens

Cet ingénieur agronome de formation rappelle aussi un enjeu important : pour repenser la place du travail dans notre société, il faut également sortir du quantitatif. « Il y a aussi la qualité du travail : qu'est-ce qu'on produit, comment le produit-on et pourquoi ? » Geneviève Azam, économiste et membre d'ATTAC France, partage son point de vue : « Une vision purement quantitative du travail nous engage sur de fausses pistes. La revendication de la réduction du temps de travail ne peut aller seule, sinon nous risquons de reproduire l'impasse des 35 heures en France, qui s'est notamment traduite par une augmentation de la flexibilité et de l'intensité du travail. Ce n'est pas qu'une question d'arithmétique ; si on propose une réduction du temps de travail sans interroger son utilité sociale et écologique, cela ne sert à rien. Il est urgent de redonner du sens, de proposer des emplois orientés vers l'intérêt commun. » Et de citer en exemple l'agriculture paysanne : moins productive mais plus respectueuse des ressources naturelles, elle pourrait être une grande pourvoyeuse d'emplois. Même les syndicats reconnaissent aujourd'hui s'être égarés sur la question de la qualité. « Ces dernières années, nous avons essentiellement bataillé pour la création de nouveaux emplois. C'était une erreur tragique, car en contrepartie, la qualité de l'emploi s'est affaiblie », reconnaît Felipe Van Keirsbilck. Pour Geneviève Azam, la fin du travail n'est pas pour demain. Elle met d'ailleurs en garde contre cette illusion grave qui repose sur l'idée que les machines peuvent entièrement nous remplacer, mais aussi que la richesse se crée toute seule, par la magie du marché financier. « Il faut mettre à mal cette idée de la finance productive, avance-t-elle. C'est comme cela que le travail est devenu un ingrédient jetable, un déchet, comme tous les résidus de la production. Nous devons mettre fin au "travail Kleenex" et retrouver le goût d'une activité sociale nécessaire, fondamentale, avec des finalités qui permettent à chacun de s'épanouir. » (3) ■

Amélie Mouton

L'emploi convenable

« **C**homing-out Liège » se décrit lui-même comme le collectif des enfants nés en 1973, qui ont toujours eu du mal à avaler l'histoire du plein emploi, ont assisté à la grande offensive conservatrice contre la sécurité sociale et les services publics, et ont l'impression, 40 ans après leur naissance et la première crise pétrolière, qu'on est en train de resservir le même plat, en plus amer encore. Chômeurs et travailleurs réunis, ils veulent sortir de l'ombre la parole de ces « sans-emploi » qui passent parfois leur temps libre à faire des activités plus utiles socialement que s'ils travaillaient. Ils tentent aussi de lutter contre l'actuelle chasse aux chômeurs en rappelant « qu'un filet social fort, c'est la garantie d'avoir de bonnes conditions de travail ».

« Aujourd'hui, on valorise le simple fait de créer de l'emploi, même si c'est de la merde. Il n'y a aucun débat sur ce qui est produit », se scandalise Thierry Müller, un des membres actifs du collectif. Mais Choming-out ne se contente pas de dénoncer la situation, il entend aussi contribuer positivement au débat. Ils sont ainsi une poignée à s'être attelés à la rédaction d'un livre sur le travail, dans lequel ils proposent un programme fondé sur plusieurs revendications : la réduction du temps de travail, le redéploiement des services publics et le revenu minimum garanti. Leur proposition la plus innovante est celle qui concerne la notion d'emploi convenable, qui redéfinit le travail à travers les critères de l'écologie.

« Pour être convenable, un emploi doit d'abord être respectueux de l'environnement, d'une part dans les matériaux utilisés, d'autre part en limitant le coût énergétique de la production. Il doit tenir compte de la quantité de déchets qu'il produit, en amont et en aval, explique Thierry. Ensuite, il ne doit pas suivre une logique de prédation et de destruction, mais plutôt d'échange de savoirs et d'entraide. Enfin, l'emploi doit respecter une écologie psychocorporelle, autrement dit un équilibre au niveau du rythme et du stress. Le travail doit me construire au lieu de me couper de mes forces vives. » ■

(1) Implantée, par exemple, dans de nombreux hôpitaux belges.

(2) La Découverte, 2010

(3) Lire à ce sujet l'ouvrage collectif *Pour en finir avec le vieux monde : les chemins de la transition*, Utopia, 2011.



Les pauvres toujours plus pauvres, les riches toujours plus riches ? Dans les pays développés aussi (ici au Canada), le fossé se creuse. Seule une remise en cause globale du système inversera le cercle.

CC Toban Black



Les inégalités restent fortes en Inde, même si émerge une classe moyenne. C'est en donnant du pouvoir et la possibilité de construire leur projet de vie aux pauvres - et tout particulièrement aux femmes - que ces inégalités pourront régresser.

Laure de Hesselte

Inégalités au Nord et au Sud

Comblers le gouffre

Les injustices et l'iniquité augmentent. Elles mettent notre monde en péril. Nous avons pourtant des armes pour les combattre.

« **T**oujours plus d'inégalité », titre un récent rapport de l'OCDE (1). Un constat clair, posé par l'Organisation de coopération et de développement économiques, que l'on peut difficilement soupçonner de gauchisme.

Ces inégalités croissent dans la plupart des pays du monde – y compris dans les pays riches qui composent l'organisation : les 10 % des habitants les plus riches y ont des revenus neuf fois plus élevés que les 10 % les plus pauvres : la mesure des inégalités, le coefficient de Gini (2), y a crû de 10 % en 25 ans. Et plus il y a de développement économique, plus les inégalités sont présentes.

Ces inégalités, elles se creusent également entre pays pauvres et pays riches, comme le constate Frédéric Docquier, professeur d'économie à l'UCL et directeur de recherches à l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales). « On voit également une grande inertie : les pays les plus pauvres en 1960 avaient 65 % de "chances" de l'être encore en 2000. »

De telles évolutions négatives pèsent de plus en plus lourdement sur notre futur, et si ces deux types d'inégalité (entre citoyens d'un même pays ou entre pays) ne peuvent être confondus, ils ont tout de même des effets communs : faire croître l'injustice, et nécessiter une remise en cause profonde de notre système pour la diminuer. La bonne nouvelle, c'est que cette modification de l'ordre du monde, si elle a lieu, aura aussi des incidences positives sur l'environnement et sur notre bien-être à tous. Un bel objectif pour Rio+20, non ?

Les revenus ne disent pas tout

« Globalement, explique Marek Hudon, codirecteur du Centre de recherche européen en microfinance et du Centre d'études économiques et sociales de l'environnement à l'ULB, on a longtemps cru, en termes de politique de développement, à un mécanisme de "ruissellement" : si certains habitants devenaient plus riches, les pauvres allaient voir leurs revenus progresser aussi. Régnait également une optique économique considérant la valeur absolue des revenus : si la richesse des pauvres augmente, c'est que le système est juste. » Des visions qui ont naturellement repoussé à l'arrière-plan la question des inégalités, tout étant axé sur la lutte contre la pauvreté. Or voir la valeur absolue de ses revenus augmenter ne suffit pas !

Et si le PNB par habitant ou le niveau de revenus peuvent être des indicateurs intéressants, ils n'en sont pas moins réducteurs. « Chez nous, les inégalités socioculturelles jouent un rôle croissant, constate Philippe Defeyt, économiste à l'Institut pour un développement durable, et les indicateurs économiques ne disent pas tout : on peut être pauvre mais avoir un projet de vie, être inséré socialement, comme on peut avoir des revenus moyens et être totalement isolé et sans projet. »

« Quelqu'un comme Amartya Sen va plutôt considérer ce qu'il appelle la "capabilité" (3), la possibilité pour chacun de construire et de réaliser ce projet de vie, signale Marek Hudon. Pour moi, les indicateurs de bien-être sont intéressants. » Et si on ne peut parler de relation de cause à effet, des liens peuvent être faits entre iné-



Dettes et justice

Les conséquences des changements climatiques sont, dans l'état actuel des constats faits sur le terrain, inversement proportionnelles à la richesse des pays. Une injustice liée certes aux inégalités naturelles, à la mauvaise répartition des ressources, mais considérablement accentuée par les pays riches, qui ont à la fois pillé les ressources existantes et pollué à tout-va, et sont les principaux responsables du changement climatique. Une dette écologique à régler. « Différents types de justice peuvent être mis en œuvre, explique Thierry Ngosso. La justice compensatrice, où celui qui a pollué davantage doit réparer, payer puis compenser pour l'usage plus important qu'il fait des ressources communes comme l'eau ou l'air. Il y a la justice distributive, qui cherche à redistribuer les ressources de façon juste, en les mettant en commun pour les répartir en fonction des besoins. Mais il y a aussi la justice participative : que ceux qui sont les plus touchés aient voix au chapitre – les îles Kiribati ne représentent rien dans les négociations, alors qu'elles souffrent le plus des changements climatiques. Elles devraient avoir une place plus juste dans les discussions internationales. » La justice participative ici est évidemment essentielle, sous peine de détournement. Ainsi, la redistribution fut l'objectif affiché de l'instauration des quotas d'émission de CO₂ européens (1), dont peuvent être déduites les émissions économisées par des projets « verts » financés dans les pays du Sud. Mais la validité, la pertinence et la durabilité de ces projets « verts » n'étant absolument pas vérifiée, cette soi-disant redistribution s'est parfois révélée contre-productive. C'est pourtant à nous de montrer l'exemple... ■

(1) Instaurés en Europe après la ratification du protocole de Kyoto, la politique des quotas de CO₂ attribue à chaque pays un quota d'émissions, dont il peut ensuite revendre ou acheter des parties en fonction de ses besoins. Des projets de « développement propre » dans le Sud peuvent être crédités dans le bilan carbone du pays financeur.

galité et bien-être : « Des recherches ont ainsi montré, poursuit l'universitaire, que les États-Unis étaient plus heureux quand les inégalités économiques étaient plus faibles. L'explication de ceci étant la perception d'un sentiment de justice et la confiance dans les institutions. »

Cette idée de justice est évidemment au cœur de la problématique de l'inégalité. Et c'est en cela que notre système tout entier est remis en cause par cette question, car il est aujourd'hui profondément inégalitaire, régi par des lois du marché qui avantagent le plus « fort », basé sur la compétition plutôt que sur la coopération. « L'égalité absolue est une utopie, commente Thierry Ngosso, doctorant en coopération au développement au sein de la chaire Hoover à l'UCL, mais s'il y a des inégalités, les politiques menées doivent alors protéger les plus faibles, avantager les plus fragiles. » Nous en sommes loin : la crise actuelle trouve sa source chez nous précisément dans des politiques inverses, qui favorisent le développement des petits boulots, les « McJobs », et qui remettent en cause l'impôt redistributif.

signes de richesse. En trouvant au Nord (et dans les pays émergents) d'autres marqueurs sociaux. « Nous devons changer le désirable, ajoute Marek Hudon. Qu'est-ce qui est important ? Avoir une voiture ou du lien social ? Ce sont deux choses très différentes ! »

Toute politique qui contribue à lutter contre le déterminisme social sans stigmatisation (en s'adressant à tous) est à favoriser : ainsi au Vénézuéla, des cours de musique gratuits (avec instruments offerts) sont organisés pour tous les enfants, par le biais d'une fondation d'État et de multiples orchestres et chorales. « Les résultats sont remarquables, constate Philippe Defeyt, et reproductibles ! » Les enfants gagnent en confiance, en amitié, en culture, en compétences. « En Grande-Bretagne, ce sont des écoles secondaires qui développent un lien avec les universités ou les hautes écoles, et mettent dans la tête de tous les enfants qu'ils peuvent accéder à cet enseignement », poursuit l'économiste (5). Réparer l'ascenseur social là où il est en panne, le construire là où il n'existe pas – l'enseignement reste partout dans le monde le maître choix parmi les solutions positives.

La participation est également un aspect capital. Pour le PNUD, au Sud, c'est notamment en renforçant l'engagement et le partage du pouvoir au profit des plus pauvres – et particulièrement des femmes, qui sont souvent les plus exposées à la dégradation de l'environnement car très dépendantes de l'agriculture de subsistance – que l'on pourra à la fois améliorer les résultats environnementaux et réduire les inégalités.

Plus spécifiquement, chez nous, le logement est au centre d'une politique de réduction des inégalités. La lutte contre la précarité énergétique est essentielle, et est à la fois positive socialement, écologiquement et économiquement.

La fiscalité, enfin, est un outil capital. « Si nous combinons approches traditionnelles et nécessité de changer nos modes de consommation et de production, la fiscalité offre des perspectives passionnantes, estime Philippe Defeyt. Il faut évidemment veiller à corriger l'éventuel renforcement des inégalités qu'une taxe peut induire. » Et choisir à quoi l'argent récolté servira : une taxe à l'entrée d'une ville peut être très redistributive si elle sert à investir dans les transports en commun. Ajoutons encore que l'impôt peut développer un sentiment de justice, d'égalitarisme dans nos rapports à l'État – et augmenter ainsi notre bien-être. « Revenir à la fiscalité du début des années 60, conclut l'économiste, où tous les revenus sont globalisés, taxés avec un taux progressif, allégé en fonction des personnes à charge, où sont supprimées les niches fiscales qui génèrent des effets pervers, permettrait de retrouver le sens de la cohésion sociale et de l'équité. » Et enclencher le cercle – dans le sens vertueux cette fois... ■ L.d.H.

(1) Toujours plus d'inégalité : pourquoi les écarts de revenus se creusent, OCDE, décembre 2011.

(2) Dans le coefficient de Gini, la valeur 1 indique que l'individu le plus riche perçoit tout le revenu, la valeur 0 indique que tous ont le même revenu. Il était de 0,29 au milieu des années 80, et de 0,316 à la fin des années 2000.

(3) Contraction de « capable » et de « possibilité ». Lire « La "capabilité", une idée venue d'Inde pour en finir avec le PIB », *Imagine* n° 88, novembre-décembre 2011.

(4) Rapport sur le développement humain, PNUD, 2011.

(5) Lire aussi Philippe Defeyt, Anne-Catherine Guio, *Pauvreté : une définition limitée, une politique à revoir*, Institut pour un développement durable, mars 2011.

Inégalités et environnement

A ces inégalités économiques, sociales et de bien-être s'ajoutent aujourd'hui de lourdes et complexes inégalités environnementales. Les unes renforçant parfois les autres – et vice-versa. Au Nord comme au Sud, nous pouvons voir des liens très clairs entre les inégalités sociales et environnementales. Ainsi, chez nous, les niveaux élevés de pollution sonore et de présence de particules fines correspondent très clairement aux zones où se concentrent les plus faibles revenus. « On peut également pressentir deux autres liens, explique Philippe Defeyt. Celui de l'espérance de vie en bonne santé et celui des inégalités nées de l'exposition à certains polluants. Des enfants qui vivent dans un milieu bruyant (ceci est avéré pour les vols nocturnes des avions par exemple) vont apprendre moins bien, car ils auront des problèmes de concentration, et donc moins bien réussir à l'école, trouver du travail plus difficilement, etc. »

Au Sud, « le déséquilibre des pouvoirs et les inégalités entre les sexes dans un pays ont une incidence sur l'accès limité à une eau propre et à des installations d'assainissement de meilleure qualité, sur la dégradation des terres et sur les maladies et décès causés par la pollution de l'air, et amplifient les effets associés aux disparités de revenu », constate le PNUD (4).

Chez nous, les inégalités ont de plus tendance à augmenter notre empreinte écologique en favorisant la course à la consommation. « Si mon voisin installe une piscine dans son jardin, constate Thierry Dock, responsable du département formation à la CSC, je vais avoir envie d'en creuser une moi aussi – alors que jusque-là je me satisfaisais fort bien de la piscine communale... »

Des solutions multiples

C'est donc à un profond changement qu'il faut nous atteler. En modifiant nos curseurs aujourd'hui centrés sur l'argent et sur les



Une batterie de stockage installée juste au-dessous de panneaux photovoltaïques montés sur un traceur.

Il ne fait pas vraiment partie du spectacle, mais en certaines circonstances il peut y jouer un rôle déterminant. Comme le souffleur permettait jadis aux acteurs de talent à la mémoire défaillante de monter sur les planches, le stockeur d'énergie pourrait bientôt contribuer à faciliter la montée en puissance des énergies renouvelables, en compensant leur intermittence. Trou de mémoire et black-out, même combat ?



Cette sorte de valise sur grandes roues est en fait un système de stockage mobile. L'idée de Younicos, assez novatrice, est de pouvoir déplacer une provision d'électricité stockée n'importe où et n'importe quand.

Stockeur un métier

On le répète souvent : l'approvisionnement énergétique de demain reposera nécessairement sur un mix fait de plusieurs ressources différentes. Et les sources renouvelables prendront parmi celles-ci une part de plus en plus prépondérante, vu la raréfaction des ressources fossiles et les enjeux climatiques. Objectif européen : 34 % d'énergies renouvelables d'ici 2020. D'ici demain, donc. Certains scénarios évoquent même du 100 % renouvelable au-delà de 2050.

Or il nous faudra d'ici là affronter une difficulté technique considérable : comment faire pour que ces énergies, pour une large part dépendantes de circonstances climatiques aléatoires telles que le soleil ou le vent, puissent répondre en permanence à une demande d'énergie qui n'en a cure ? L'enjeu est déterminant et se profilera au Sommet Rio +20.

Compenser l'intermittence des renouvelables

Jusqu'ici, on s'en est tiré en utilisant les centrales classiques, au fuel ou au gaz, pour compenser les manques lors des pics de consommation et éviter le black-out, l'énorme trou de mémoire électrique. Cette solution provisoire tournera cependant à l'absurde économiquement et écologiquement avec la montée en puissance des renouvelables.

On met aussi actuellement à profit l'interconnexion des réseaux électriques européens pour amortir des fluctuations de production par effet de foisonnement : quand le vent tombe en Belgique, il se lève en Italie ; quand le soleil se voile en Espagne, il brille en Belgique. L'interconnexion des réseaux électriques permet ainsi de bénéficier des meilleures conditions climatiques en Europe. Mais cela suppose un renforcement drastique des infrastructures qui, souvent, passe par la mise en place de nouvelles lignes électriques que les populations locales tolèrent de plus en plus difficilement.

Dans le registre des solutions à l'intermittence des productions renouvelables, on travaille enfin sur la maîtrise de la demande en encourageant ici et là les consommateurs à limiter leurs prélèvements lors des périodes de forte consommation, et à modifier leurs habitudes pour mieux coller à l'offre. C'est le rôle des fameux compteurs et réseaux dits « intelligents » (*smart grid*) via Internet. Mais là encore, la flexibilité connaît des limites.

On voit bien que toutes ces pistes, si ingénieuses soient-elles, n'agiront jamais qu'à la marge, sur des productions intermittentes limitées. Dès que celles-ci deviendront majoritaires, il faudra nécessairement des solutions plus « définitives ».

Le stockage à la rescousse

Et c'est du côté du stockage énergétique que l'on cherche désormais une solution durable. Ces systèmes accumuleraient l'énergie lors des fortes productions (ensoleillement intense, grand vent) pour la restituer lorsqu'elles se réduisent (temps couvert, manque de vent). Les techniques existent et on les utilise déjà depuis pas mal de temps. C'est la batterie de votre voiture ou la station de pompage-turbinage de Coe qui intervient lorsque nos

d'énergie, à inventer

moyens de production n'arrivent pas à suivre, ou que nos électriciens veulent éviter de faire démarrer une centrale rien que pour couvrir un petit excédent de demande.

Depuis quelque temps, les technologies de stockage de l'énergie se sont multipliées et les labos planchent encore sur le développement de certaines d'entre elles. Elles sont mécaniques (comme le pompage-turbinage de l'eau), potentielles ou cinétiques (comme l'air comprimé), électrochimiques (comme les batteries), thermiques, électrostatiques ou magnétiques, chimiques (comme la pile à combustible à base d'hydrogène ou de méthanol), etc. Tout cela est encore pour une bonne part en plein développement, mais il apparaît de plus en plus que le stockage jouera à l'avenir un rôle déterminant dans le passage des énergies fossiles à des formes d'énergie décarbonées quelles qu'elles soient. Cette fois encore, il ne faudra pas compter sur une technologie « gagnante », mais sur des moyens de stockage diversifiés en fonction de différents paramètres propres à chaque situation : capacité en MWh, temps de réponse (instantané ou progressif), efficacité, durée de vie, coût, localisation, etc.

A chaque fois, il faudra trouver la technologie la plus appropriée au meilleur coût.

Mais les enjeux techno-industriels occultent aujourd'hui encore les enjeux économiques, environnementaux, sociaux (*lire encadré*) et organisationnels.

Un nouveau métier

En réalité, la difficulté ne se situe pas tant au niveau de la technologie que de la capacité de faire les choix les plus pertinents en termes d'efficacité et d'économie, en fonction des intervenants concernés : pouvoirs et acteurs locaux, gestionnaires de réseaux, producteurs centralisés, producteurs décentralisés, consommateurs individuels, collectifs, industriels... Il s'agira aussi d'inscrire ces choix dans l'organisation du marché de l'énergie.

Ce sont là une compétence et un service qui restent encore largement à inventer. Un nouveau métier dont on devine déjà parfaitement l'utilité économique et pratique, mais qu'on situe encore mal dans ses relations formelles avec les autres intervenants de l'approvisionnement énergétique, en particulier au niveau réglementaire.

Ce n'est bien sûr pas un hasard si une nouvelle association internationale, l'European Association for Storage of Energy (1), a vu le jour fin 2011 avec pour objectif de « soutenir le déploiement du stockage énergétique comme instrument incontournable visant à optimiser, via des services dédiés, la flexibilité du système électrique dans le respect de la politique européenne de l'énergie et du climat ». C'est que les enjeux, on le perçoit déjà, sont considérables. Et ils font fantasmer bien des gens, d'un bout à l'autre de la planète. ■ **Jean Cech**

En collaboration avec Renouvelles, la revue belge de l'actualité de l'énergie durable.

Inscription gratuite sur www.renouvelles.org.

Ruée vers le lithium

Qui ne connaît les batteries lithium-ion ? C'est l'une des technologies les plus prometteuses actuellement en termes de stockage électrique embarqué.

Elle repose sur une matière première, le lithium, dont les gisements se situent pour une bonne moitié dans l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine : la Bolivie. Compte tenu des perspectives industrielles, son prix a littéralement explosé et suscite à la fois une concurrence exacerbée du Chili voisin, lui aussi très bien pourvu en lithium mais plus avancé dans son exploitation, et l'appétit de la plupart des groupes industriels transnationaux actifs dans ces filières. Evo Morales, le président bolivien, n'entend pas laisser filer ce magot dans des mains étrangères. Il se propose de développer dans son pays une filière intégrant l'ensemble des processus allant de l'extraction du précieux métal de la saumure du lac d'Uyuni à la production de batteries, voire de véhicules électriques.

Pari ambitieux et technologiquement délicat qui mobilise aujourd'hui une bonne partie du pays et qui a fait l'objet d'un documentaire de Raf Custers (Gresea, Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative) et Greet Bauwers (De Wereldmorgen), primé en février dernier par le Conseil fédéral du développement durable (CFDD). ■



Autre endroit de stockage évident de l'électricité verte produite localement : les batteries des véhicules (vélos, motos, voitures et transports en commun).



Cette batterie de stockage au sodium-soufre (NaS), construite par la firme japonaise NGK, fait partie des nouvelles technologies permettant d'assurer la continuité de la fourniture d'électricité. L'objectif de la société allemande Yunicos (50 personnes, Berlin), qui a effectué cet investissement, est de rendre des sites autonomes, à partir de sources d'énergie renouvelables. Elle a donc commencé par faire la démonstration chez elle de ce qu'elle préconise.

Question de puissance et de temps de réponse

Le choix de la technologie de stockage n'est pas uniquement une question de coût et de maturité de la technologie. Il dépendra en grande partie de la quantité d'énergie souhaitée et de sa disponibilité.

Aujourd'hui, plus de 90 % de la puissance de stockage disponible dans le monde l'est sur la base de systèmes de transfert d'énergie par pompage (STEP), illustrés chez nous par les célèbres plans d'eau de Coe. Le principe est très simple : l'eau emmagasinée dans un réservoir en aval – généralement naturel – est pompée vers un réservoir en amont grâce à l'énergie disponible en période creuse. Lors de fortes demandes, elle est relâchée vers le réservoir du bas en produisant par gravitation de l'énergie hydraulique. Cette forme de stockage de longue durée porte sur des quantités massives d'énergie rapidement disponibles, mais s'avère coûteuse à la mise en place. L'île d'El Hierro, aux Canaries, envisage de l'utiliser, couplée à des éoliennes, pour s'assurer une complète autonomie énergétique.

A l'autre bout de la gamme de choix, on épinglera par exemple la pile à hydrogène. L'hydrogène – qui peut être produit à partir d'énergies renouvelables – se combine, dans la pile, avec l'oxygène contenu dans l'air ambiant, générant à la fois de l'eau, de la chaleur et de l'électricité. Grand avantage : le système peut être embarqué dans un véhicule et servir de source de propulsion. Inconvénient majeur : l'hydrogène est un gaz qui exige un stockage à haute pression. Un litre d'essence a le même pouvoir énergétique que... 1 500 litres d'hydrogène à pression ambiante ! Les chercheurs envisagent dès lors de stocker l'hydrogène sous forme d'hydrures, métalliques ou liquides, qui se comporteraient comme de véritables éponges à hydrogène. ■

(1) EASE. Info: www.ease-storage.eu



Les trois quarts des terres accaparées servent à produire des agrocarburants. Ici, au Brésil, de la canne à sucre.

Avec deux milliards d'humains supplémentaires à nourrir d'ici 2050, un sol rongé par l'érosion qui dégrade 8 millions d'hectares chaque année et la montée en puissance des agrocarburants, la terre devient une ressource comptée.

La terre n'est pas à vendre

Olivier De Schutter, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, a calculé qu'en Inde et dans les pays voisins, les exploitations sont passées de 2,6 à 1,4 hectare en 40 ans. En Afrique orientale et australe, chaque habitant dispose de 0,3 hectare, soit une chute de 50 % en une génération. Bref, la terre se raréfie. En termes financiers, elle est devenue un actif à haut potentiel, un objet d'échange que les marchés se disputent. Selon l'association de défense des paysans Land Coalition, 71 millions d'hectares de terre ont été l'objet de transactions entre 2000 et 2010, soit 23 fois la taille de la Belgique. Le chiffre est sans précédent. Le volume des échanges s'est emballé après la flambée des prix alimentaires de 2008, des surfaces grandes comme 18 fois la Belgique se sont échangées en 2008 et 2009, selon la Banque mondiale, citée par l'organisation Grain. Les terres revendues sont bien entendu les meilleures, proches d'une source d'eau et d'un axe routier, concédées en blocs de plusieurs milliers d'hectares pour y mener des cultures industrielles, pour les trois quarts des agrocarburants.

Main basse sur les terres

La terre africaine est la première visée par ces rachats, vient ensuite l'Asie. Pourquoi l'Afrique ? Parce que la terre appartient bien souvent aux Etats, qui la rétrocèdent depuis des temps immémoriaux à leurs citoyens, qui la mettent à leur tour en culture. Aussi ces Etats, en perpétuelle quête de devises, sont-ils tentés de céder les terres à des investisseurs étrangers, quitte à déloger leur propre population de leur milieu ancestral. Ce phénomène qui a privé en dix ans des millions de familles de leur source de nourriture a pris un nom : l'accaparement des terres.

Donner une visibilité à ces accaparements est délicat. Et l'inventaire est malaisé, tant les transactions sont entourées de discrétion. Les terres échangées peuvent être des surfaces agricoles dont les occupants ont été expulsés ou des zones conquises sur les forêts. Les formes juridiques des accaparements sont variables, de la vente pure et simple à la location pour une durée de 99 ans. Et enfin, ces échanges font intervenir un grand nombre d'acteurs : des entreprises ou des fonds souverains (c'est-à-dire détenus par un Etat) qui acquièrent des terres, d'autres entreprises qui exploitent les terres en sous-traitance, lesquelles sont parfois aux mains de fonds d'investissement.

L'organisation Grain, qui s'est spécialisée dans la dénonciation des

accaparements de terres, a tenté de quantifier le phénomène, et surtout de démontrer son caractère spéculatif, en évaluant la nature des opérateurs. Selon Grain, les fonds souverains (essentiellement chinois, qataris et saoudiens, mais aussi libyens à l'époque de Kadhafi) montent en puissance avec une croissance de 14 % des transactions en 2010. Ils détiennent au total 4 700 milliards de dollars d'actifs. Viennent ensuite les entreprises privées, dont beaucoup de sud-coréennes, Hyundai en Ukraine, Komor Enterprise au Timor oriental et surtout Daewoo, qui a obtenu en 2008 du gouvernement malgache la concession gratuite de 1,3 million d'hectares de terres, soit le quart de la surface agricole de l'île. Ce scandale inouï coûta son poste au président Marc Ravalomanana, renversé par un coup d'Etat, unique exemple, jusqu'à présent, d'agitations politiques consécutives à des accaparements de terres.

Mais les principaux opérateurs, selon Grain, restent les fonds de pension, qui détiennent les trois quarts des actifs liés aux accaparements. Il est difficile de penser que ces opérations visent à augmenter la production alimentaire, il s'agit bien de capter une rente sur des produits d'exportation, agrocarburants en tête. L'accaparement de terres ruine les familles, décime les forêts et ne produit pas d'aliments.

Les terres vierges n'existent pas

Comment s'opposer aux accaparements ? En mettant le petit paysan au centre de l'agriculture, propose Land Coalition, car ce sont eux qui nourrissent une grande partie de la planète. Pour cela, il faut réaffirmer leurs droits, couler si nécessaire le droit coutumier dans des codes fonciers remis à jour, et sécuriser leur accès à la terre. Le droit international peut également s'opposer aux accaparements. La terre étant l'outil de travail des agriculteurs, les conventions de l'Organisation internationale du travail peuvent les protéger, tout comme la Charte des droits de l'Homme.

L'organisation insiste également sur la vacuité des discours qui présentent les terres comme inutilisées ou en friches. Les communautés arpentent et gèrent l'espace rural depuis des temps immémoriaux, rien ne permet d'affirmer que la terre s'est dès lors brusquement libérée. Même raisonnement pour les forêts inhabitées. Celles-ci rendent d'incalculables services écologiques et représentent une source de nourriture pour des millions de personnes. Le mythe de la terre vierge n'existe pas. Quoi qu'en disent les fonds d'investissement. ■ Jean-François Pollet

Première déconvenue judiciaire pour les accapareurs de terre

En Ouganda, des villageois privés de leurs terres par une plantation allemande de café ont entamé une action devant les tribunaux. En février dernier, après onze ans de procédure, un juge a tranché en leur faveur. Une victoire éphémère qui reste à confirmer.

L'Ouganda n'offre pas l'image d'une Afrique en panne de développement. Les immeubles poussent à Kampala, la capitale, grâce à une croissance économique qui doit beaucoup aux exportations de café dont le pays est devenu l'un des dix premiers producteurs mondiaux. Cette prospérité venue des campagnes, les populations rurales n'y goûtent guère. Voire pas du tout, comme en témoignent les 2 000 habitants de quatre villages du district de Mubende, au centre du pays. Un matin d'août 2001, ces paisibles agriculteurs ont vu débarquer des militaires qui les ont délogés sans ménagement, battant les récalcitrants, avant de brûler cultures et maisons. Ces familles ont tout perdu en une matinée : logement, terres, outils de travail, ainsi que tout leur équipement collectif (école, église, pompe à eau). Elles ont appris plus tard que leurs villages et leurs terres avaient été concédés à un planteur de café, la Kaweri Coffee Plantation Ltd, qui a installé ses bureaux sur place, dans une ancienne école. Depuis, les familles vivent dans les forêts environnantes, cultivant les clairières, buvant une eau croupie, les puits du village étant inaccessibles, quémandant pour certains un emploi à 50 centimes la journée de dix heures de travail sur la plantation qui a ruiné leur vie.

Bouquin bleu

Onze ans après les faits, Peter Kayiira ne décolère pas. « *On ne pouvait pas nous déloger* », lance-t-il. En instituteur appliqué, il écrase son doigt sur la page d'un gros bouquin bleu. « *Les terres appartiennent aux paysans qui les occupent, c'est un droit reconnu par la constitution et confirmé ici dans le Labour Act.* » Lettré du village, Peter s'est fait le porte-parole de la lutte des paysans pour récupérer les terres. « *Une véritable guérilla judiciaire, précise-t-il, car le procès est sans cesse reporté, il y a onze ans que ça dure.* » Le combat de Peter l'a déjà conduit en prison, en 2005, pour détournement de fonds en sa qualité de directeur d'école. La justice l'a acquitté six mois plus tard. Une première victoire. « *L'histoire de Peter est emblématique des accaparements de terres, analyse Manuel Eggen, du FIAN (FoodFirst Information and Action Network), un réseau d'action international pour le droit à l'alimentation. Dans un Etat démocratiquement faible, ici l'Ouganda, des cultivateurs coutumiers sont délogés au mépris des lois et cela pour le plus grand profit d'une multinationale qui conduira des cultures de rente. La même histoire se répète chaque année sur des millions d'hectares. Nous suivons le procès intenté par Peter avec d'autant plus d'attention que les recours devant les tribunaux contre les accaparements sont rares. Un dénouement favorable aurait une forte valeur symbolique pour des millions de personnes.* »

Justice allemande

Sur place, une association, Action Aid National Ouganda, prend en charge les frais de justice. Quant au FIAN, il a saisi la justice



Peter Kayiira, l'instituteur ougandais qui vient, après dix ans de guérilla judiciaire, de remporter une première victoire contre les accaparements de terres.

allemande en 2009. Kaweri Coffee Plantation Ltd est une filiale de la firme allemande Neumann Kaffee Gruppe, basée à Hambourg. En faisant expulser des paysans, la société a violé les principes de bonne conduite édictés par l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le FIAN a interpellé, en 2009, l'administration responsable du respect de ces recommandations en Allemagne. La procédure a abouti à une fin de non-recevoir, « *l'administration estimant que Neumann Kaffee Gruppe ne peut être tenue pour responsable des expulsions, car elle ne pouvait savoir que les terres étaient occupées* », regrette Manuel Eggen. Reste les tribunaux ougandais. Où l'affaire a pris en février dernier une tournure favorable. Après des années d'attente, un juge a tenu une audience avec un représentant du parquet et, dans la salle, plusieurs membres de la société civile et un représentant de l'ambassade de Belgique. « *L'affaire commence à être connue, souffle Manuel Eggen, dont l'organisation est à l'origine de ce battage. Le juge a été plutôt positif, il a estimé qu'au regard de la loi, les villageois pouvaient légitimement récupérer leurs terres ou demander à être indemnisés. Le juge a poussé les parties à trouver une solution à l'amiable.* » Cette audience représente un début de dénouement pour Peter et ses compagnons. Un début seulement, car deux mois plus tard, Peter apprenait que le juge était dessaisi de son affaire. Après la première victoire, un énième revert. Mais Peter ne se décourage pas, « *Nous nous battons jusqu'à ce que justice soit faite* », lance-t-il en bravade. ■ Jean-François Pollet

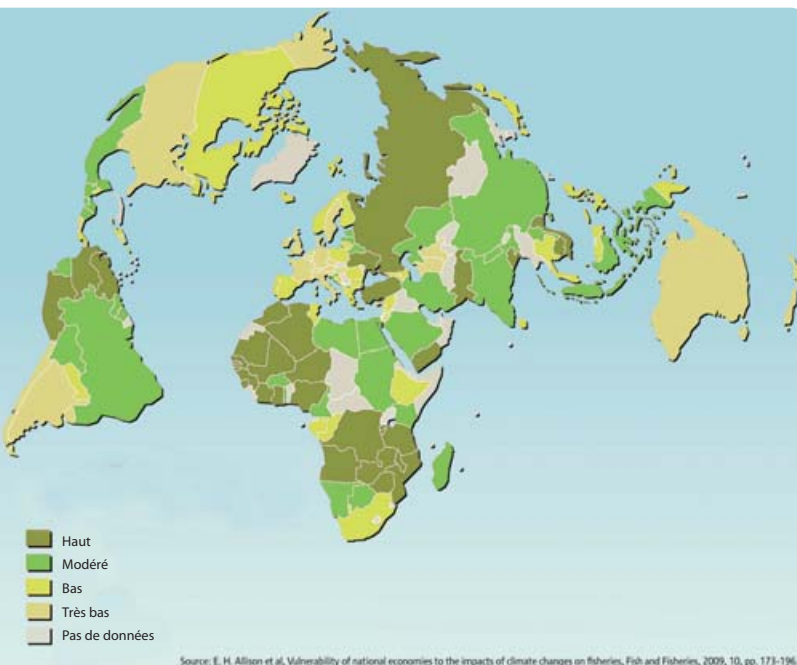
Ne vidons plus les mers

Les captures de poissons ont atteint un record. Si les prélèvements se poursuivent à ce rythme les stocks de poissons risquent de s'effondrer. D'autant que ceux-ci sont également menacés par les changements climatiques. La réponse ? Des prélèvements prudents et la restauration des zones côtières.



Restaurer les mangroves pour sauvegarder la biodiversité marine.

La vulnérabilité économique des pêcheries aux changements climatiques



Selon cette carte publiée par le Programme des Nations unies pour l'environnement, la dégradation des pêcheries aura un impact limité en Europe et aux Etats-Unis. Ce n'est pas tant que les pêcheries occidentales se dégraderont moins, mais que les pays industrialisés se passeront plus facilement des produits de la mer.

En Afrique, en Asie, en Russie et à l'ouest de l'Amérique du Sud, la baisse des ressources marines aura de lourdes conséquences. Mers et rivières fournissent en effet 15 % des protéines d'origine animale à 3 milliards de personnes. Le secteur de la pêche représente 45 millions d'emplois dans le monde, dont un grand nombre d'artisans pêcheurs du Sud.

La planète est friande de poisson. Elle en a dévoré 115 millions de tonnes en 2008 (dernier chiffre disponible), « un record absolu » selon la FAO qui tient la comptabilité des pêches de capture et d'aquaculture. Ce record pourrait cependant être un pic de consommation qui ne sera plus atteint. Car le milieu de vie des poissons se dégrade. Loin des yeux des hommes rivés sur les continents, les trajectoires des courants marins se modifient, les océans s'acidifient et se réchauffent, poussant de nombreuses espèces de poissons à migrer vers le Nord. Ces bouleversements pèseront inévitablement sur les pêcheurs qui seront contraints de limiter leurs activités. « *Freiner les prélèvements est une véritable police d'assurance*, plaide Michael Earle, le conseiller en pêche pour le groupe des Verts au parlement européen. *Plus un stock de poissons est important, plus ses chances de s'adapter aux modifications du milieu marin augmentent. Or jusqu'à présent on fait le contraire, la surpêche continue de vider les stocks existants.* »

Quand le marin retiendra ses filets, le consommateur sera tenté de se tourner vers l'aquaculture, effectivement en forte progression depuis 30 ans. Mais ici encore la croissance ne sera pas infinie. Les fermes aquacoles restent assez polluantes avec leur forte concentration de poissons dans un espace réduit. De plus, la plupart des poissons d'élevage – truites, saumons, bars – sont des carnivores nourris de farine de poissons pêchés en mer, ce qui nous ramène au point de départ.

Restaurer les côtes

« *La baisse des captures est une simple question de prudence*, poursuit le conseiller. *Il est possible de la compléter par une restauration des zones côtières où vivent la plupart des poissons. En Bretagne, par exemple, les pêcheurs demandent la suppression des mines maritimes. Ces exploitations prélèvent du sable et du gravier en eau peu profonde, troublent l'eau sur de vastes surfaces, rendant la vie aquatique très difficile.* » Dans le même esprit, il est possible de réglementer plus strictement le chalutage. Cette pratique, qui consiste à racler le fond des mers avec de gros filets, dévaste pelouses et cavernes maritimes sources d'une vie florissante.

Au Sud, l'attention se porte déjà sur les mangroves. Composées de curieux arbres perchés sur de hautes racines qui s'enfoncent dans la vase, les mangroves se présentent comme des forêts maritimes, jouant un rôle essentiel dans la préservation de la biodiversité qui s'épanouit à leurs pieds. Or partout ces mangroves sont mises à mal, un tiers a disparu depuis 1940, ici pour dégager la vue des grands hôtels, là pour prélever du bois de chauffage ou céder la place à des fermes aquatiques. Il en est de même pour les pelouses maritimes, comme les fameux herbiers de posidonie en Méditerranée, et les récifs coralliens qui se dégradent en raison du réchauffement des océans. Or ces milieux servent de garde-manger et de couveuses pour de nombreuses espèces de poissons, dont les alevins qui y trouvent refuge. La restauration de ces milieux est devenue aujourd'hui une cause planétaire réclamée, notamment, par le PNUE, l'agence onusienne dédiée aux questions environnementales qui y voit également d'importants puits de carbone, séquestrant 70 % du carbone des océans. Reste à trouver les moyens de l'action. Et surtout, faire accepter que le littoral doit être préservé malgré les perspectives alléchantes du tourisme et de l'aquaculture.

■ Jean-François Pollet

Plus de la moitié de l'eau consommée par les humains est destinée à l'irrigation. L'emploi, comme ici, de canons à eau entraîne énormément de gaspillage, ce qu'il faudra absolument éviter à l'avenir. L'usage de systèmes moins voraces, comme le goutte-à-goutte, devra largement se répandre, même dans les grandes cultures.

D.R.

Une agriculture sans eau ?

L'agriculture absorbe 70 % de la consommation d'eau. Comment dès lors nourrir les populations si l'eau vient à manquer ? Il existe de nombreuses solutions. Techniques, mais aussi politiques.

Faudra-t-il envisager une agriculture moins gourmande en eau ? C'est ce que donnent à penser les prévisions du GIEC sur la disponibilité future en eau. Vers le milieu du siècle, les régions tempérées et tropicales deviendront plus humides, tandis que les régions intermédiaires s'assècheront. Le mouvement est déjà perceptible : le sud de la France et l'Espagne affrontent ce printemps une sécheresse inédite. L'ouest des Etats-Unis, le nord et le sud de l'Afrique ainsi que le Nordeste au Brésil sont de moins en moins arrosés. Moins d'eau signifie d'abord et avant tout moins d'aliments. L'agriculture consomme en effet 70 % des prélèvements d'eau, alors qu'il faudra nourrir 2 milliards d'humains en plus d'ici 2050.

« Produire plus avec moins d'eau exigera une nouvelle gouvernance, annonce Sami Bouarfa, chercheur à l'Institut pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement. *Aujourd'hui, bien souvent, les paysans puisent librement et sans compter leur eau dans les rivières et les nappes phréatiques. La gratuité pousse au gaspillage. Une stricte réglementation permettrait de sérieuses économies d'eau.* » Pourquoi en effet les agriculteurs mettraient-ils en place des solutions simples, comme planter des haies coupe-vent ou créer de petites unités de stockage d'eau, pour économiser une ressource qui semble aujourd'hui abondante ?

Le « bois raméal fragmenté »

La rareté de l'eau pourrait encourager le retour aux méthodes culturales traditionnelles. L'accumulation d'humus dans le sol, destiné à nourrir les plantes, augmente également la rétention des sols en eau et limite ainsi les émissions de gaz à effet de serre.

Au Canada, une approche radicale de l'usage de l'humus donne des résultats étonnants. Des rameaux broyés, prélevés à l'automne après avoir accumulé les nutriments durant l'été, sont épandus sur le sol en couches généreuses de cinq centimètres. La technique, dite du « bois raméal fragmenté » (BRF pour les initiés), permet une économie de 50 % d'eau. « Alors que nous avons perdu 25 % de pluviométrie en dix ans, les résultats sont loin d'être anecdotiques », écrit Jacky Dupéty, maraîcher du Sud-Ouest de la France,

qui a popularisé la méthode en Europe. « De plus, le BRF restaure les sols en leur donnant la fertilité d'un sous-bois. »

Maîtriser l'irrigation

Reste le gros morceau. Les cultures irriguées qui consomment les quatre cinquièmes de l'eau prélevée par l'agriculture. « L'irrigation fournit 40 % de l'alimentation mondiale sur moins de 20 % des terres cultivées, reprend Sami Bouarfa. Dans un contexte de réduction mondiale des terres agricoles, il n'est pas réaliste d'abandonner l'irrigation. Il faudra donc gérer la consommation d'eau et encourager l'innovation technologique. »

L'irrigation se limite souvent à l'arrosage des cultures par asperseur ou par canon, un système vorace qui entraîne des déperditions de 50 % par évaporation et excès d'eau. La recherche tente de généraliser l'usage du goutte-à-goutte, un système plus élaboré qui dépose lentement l'eau au pied des plantes, limitant ainsi l'évaporation, jusqu'à réduire de moitié les apports d'eau. Le goutte-à-goutte est aujourd'hui utilisé en maraîchage et en culture fruitière, malgré son coût d'installation, plus de 2 000 euros le hectare, soit le double d'un système classique. « Le hic, poursuit le chercheur, c'est la difficulté d'introduire le système dans les cultures céréalières à cause de son coût, et de faire passer des engins sur les périmètres irrigués. Nous avons alors imaginé d'enterrer les goutteurs. Des tests ont donné de bons résultats sur le blé et le maïs au Maghreb. L'introduction du système en grandes cultures devrait permettre des économies d'échelle qui le rendront très abordable pour les paysans. »

Si la technologie ne suffit pas à fournir l'agriculture en eau, il faudra alors revoir les modes alimentaires des humains. « Pour nous, la prospérité, c'est la consommation de viande, conclut Sami Bouarfa. C'est d'ailleurs la consommation croissante de viande des pays émergents qui fait flamber la demande de produits agricoles. On peut se demander s'il sera possible de satisfaire indéfiniment cette appétence quand on sait qu'il faut 2 000 litres d'eau pour couvrir les besoins alimentaires quotidiens d'un végétarien contre 5 000 litres pour un régime carné. » ■ Jean-François Pollet



Audrey Tautou, dans *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain*. « Elle va changer votre vie », comme dit le slogan du film de Jean-Pierre Jeunet.

Réveiller l'Amélie Poulain qui sommeille en nous !

Auteurs associatifs et impliqués dans la transition, nous, chez Exposit D, nous posons régulièrement des questions sur notre efficacité et notre positionnement de « proposeurs de changements ». Aidés de nos formations (psy et marketeur), de nos lectures et surtout de nos ressentis, nous vous invitons en toute humilité à nous accompagner dans nos cogitations.

1. Petite histoire à travers trois regards

Moi, c'est Nico. Et dimanche, c'était la fête de maman. Comme j'en ai marre des bouquets de fleurs pas bio, de la grosse bouffe, du parfum synthétique, cette année, j'ai décidé de changer maman. Il faut dire qu'elle fait ses courses chez Aldi... oups ! J'ai donc trouvé le cadeau parfait pour qu'elle change : *L'écoboufbox pour les Nuls*. Une boîte avec le DVD *We meat the world tender*, l'encyclopédie du décryptage des étiquettes, la calculatrice pour son empreinte écologique (avec précision du temps qui reste à vivre)...

Bon, je fais ça bien. Je sonne. Je dis bonjour à Maman, à ma sœur et à tout le monde, puis je regarde maman dans les yeux : « Hello, je sais que tu t'en rends pas compte, mais tu n'achètes que de la nourriture néfaste pour la planète, notre santé et les paysans, du Sud comme du Nord. Avec ça, tu vas pouvoir radicalement changer ton mode de vie et cuisiner responsable. Chouette, hein ? » Elle me regarde d'une façon bizarre et me répond : « Euh, merci beaucoup mon chéri, je regarderai ça plus tard. » J'ai eu un sentiment puis-

sant, profond... d'avoir foiré ma tentative. Elle ne changera donc jamais, maman !

Je m'appelle Jacqueline, je suis la maman de Nicolas, et dimanche c'était ma fête. J'adore ces moments où on est tous ensemble. Entre deux réunions, je me suis assuré qu'il y ait de tout pour tous, même du foutu tofu pour Nicolas. Bref, je me suis décarcassée... On sonne, c'est lui. Je le sens mal... Je le vois avec son air souffrant, satisfait et conquérant. Je crains qu'il ne nous pourrisse ce rare moment familial. J'ouvre. Ma fille Catherine est à mes côtés. Elle est venue m'aider à préparer la fête. Il la regarde à peine et me tend une boîte en me disant que je suis irresponsable. Je suis hors de moi. Pour qui me prend-il ? Je bosse avec des gamins qui ont eu moins de bol que lui depuis 30 ans et il vient me donner des leçons sur ma consommation. Comme si j'avais le temps de penser à ça, en plus du reste ! Mais bon, je ne dis rien, je ravale ma colère, et je lui dis que je regarderai ça plus tard. Tu parles...

Je suis Catherine, la sœur de Nico. Dimanche, c'était la fête de maman. J'adore mon frère et je ne le vois pas très souvent, j'aime passer ce dimanche avec la famille. Il a voulu aider à préparer mais est arrivé en retard, le trajet en train-bus était une galère. Il a raison, ceci dit. Moi c'est facile, je vis tout près. Il sonne. Aie... il a acheté sa boîte. On en a parlé la semaine dernière au téléphone. Il adore maman, trouve incroyable tout ce qu'elle fait, mais regrette qu'elle ne soit pas plus attentive à son type d'alimentation... OK

Comment arriver à faire changer les choses ? Et si la psychologie du changement venait à la rescousse ? Nous avons proposé aux « réenchanteurs » de la société Exposit D de nous apporter leur éclairage. Ils se sont livrés à ce petit exercice pour tenter de nous mettre sur la voie. Ils nous proposent d'abord un récit vécu par beaucoup d'entre nous. Puis ils se livrent à un décryptage de cette petite histoire. Ils nous font enfin découvrir une « boîte à outils » destinée à réenchanter le quotidien.

sur le principe (et encore, vouloir la changer, pour qui se prend-il ?) mais alors la manière... Quel idiot, il va encore la vexer et saborder ce qu'il veut mettre en place. Ces deux-là, ce n'est pas possible, on dirait qu'ils replongent à chaque fois dans leurs rôles d'il y a dix ans... le grand révolutionnaire et l'incomprise de bonne volonté. Il nous fait la totale, mais maman reste relativement calme. Ambiance, ambiance pour la suite... Bon, ceci dit, je leur proposerai bien de mettre les pieds dans le potager tout à l'heure, ça adoucit les mœurs. J'en profiterai pour planquer sa boîte *Ecoboufbox pour les Nuls*.

2. Décryptage : le comptoir du psy ou la psychologie de comptoir

A l'instar de Nicolas, employons-nous vraiment la bonne méthode ?

Décryptage neurocognitif : dans ce récit, les propos du fils pour inciter sa mère à changer touchent l'hémisphère rationnel du cerveau (le gauche). Celui qui s'attache aux détails, qui a un fonctionnement analytique.

L'hémisphère droit, quant à lui, est notamment le siège des émotions, il a un fonctionnement plus holistique, plus global. Il est le principal moteur de nos actions. Il nous permet de situer nos actes dans un contexte plus large et aussi dans l'écho des émotions passées liées à un comportement qui relie. Pour autant qu'on y fasse appel...

Notre intention de départ est-elle vraiment celle qu'on croit ?

Vaste question, dont la réponse est « en partie sans doute », car notre inconscient est complexe. Il y a toujours plusieurs jeux en cours dans une relation, dont celui de l'identité.

Décryptage identitaire : comment nous sentirions-nous, nous les porteurs de LA vérité, si demain matin le monde entier se réveillait grâce à une poudre magique, en harmonie complète avec les autres, la nature, la vie ? Nous n'aurions plus de crétiens à critiquer, fini ! C'est le but, non ? En serions-nous heureux ?

Pas si sûr que ça, pas dans un premier temps en tout cas... Que perdriions-nous ? La réponse à un besoin d'identité ? Notre identité est dynamique, c'est une négociation constante entre soi et soi, soi et les autres, soi et le monde. Nous intériorisons plus ou moins fort, en fonction des personnes, les éléments d'identités « prescrits » par les groupes auxquels nous appartenons, ainsi que par le modèle dominant de la société dans laquelle nous évoluons.

Ainsi, il est beaucoup plus facile de manger local, bio, équitable si cela fait partie des normes prescrites par un de nos groupes (au boulot, en famille, dans le quartier, chez les amis, au club de sport...). Faire partie de ces groupes nous définit par rapport à l'extérieur (les autres groupes, le monde, etc.). Nicolas fait partie du groupe des « gens qui ont compris la malbouffe », il se définit par rapport à « ceux qui n'ont pas compris la malbouffe », avec un certain sentiment de supériorité, naturel au phénomène de groupe. Que se passe-t-il si cette appartenance disparaît ? Une partie plus ou moins importante de son identité doit être renégociée... L'identité de « proposeur » est souvent très investie. Si elle est mise en danger, notamment par la disparition de son utilité, que se passera-t-il ?

Voilà un des paradoxes : ne pas vouloir inconsciemment que change une situation que nous voulons changer consciemment. Ce qui pourrait induire une communication non verbale qui ferait perdurer le problème. Or il faut savoir que notre communication est à 80 % non verbale !

3. Petite boîte à outils

C'est le plaisir d'emmener les autres avec nous, en douceur, avec essais, erreurs et ajustements, qui nous donne la « niaque » pour continuer à réenchanter et qui nous fait exister. Toujours aussi humblement, voici une série de réflexes que nous essayons de garder à l'esprit en permanence.

D'abord, nous nous réenchantons.

→ On sépare bien la malveillance d'une infime quantité de personnes de la bienveillance de l'énorme majorité. Dans notre petite histoire, la mère, la sœur et Nicolas lui-même, sont tous bienveillants. Et hop, adieu à bon nombre de nos ennemis supposés !

→ On s'émerveille, même du désespoir ambiant. Il est signe que nous sommes en vie et reliés.

→ On prend conscience du plaisir de la bienveillance. Parce qu'il y en a et que toutes nos propositions y participent. Par exemple, en ponctuant d'un énorme « Avec plaisir ! » nos petits actes sympas à la place d'un triste « De rien... ».

Ensuite nous essayons de réenchanter autour de nous, simplement parce que c'est plus efficace.

→ Par un regard plein d'empathie sur des personnes résignées et désespérées (dont nous-mêmes bien souvent), qui ne savent pas par où commencer. Écoutons-les d'abord, ces (nos) peurs et ces (nos) envies. C'est déjà un premier cadeau. Et accessoirement, cela ouvrira plus facilement une porte à notre démarche.

→ En s'adressant à la part « Amélie Poulain » qui sommeille en chacun de nous. Avec une proposition qui va faire vibrer l'hémisphère droit de notre cerveau et réveiller une émotion positive d'appartenance à ce monde.

→ Avec humilité, parce que nous ne serons jamais le messager unique et que le changement ne sera durable que si notre interlocuteur en est le co-constructeur.

→ Enfin et surtout, en offrant la valeur ajoutée plaisir à un nouveau comportement. La boîte de Nicolas étant plus moralisatrice que source de plaisir, un panier bio aurait sans doute mieux parlé pour lui.

Pour illustrer le propos, nous laissons à votre libre appréciation de choisir parmi ces deux propositions laquelle sera la plus efficace.

1 | Moi, j'ai arrêté la malbouffe, je mange bio, local et de saison, je ne suis pas comme tous ces inconscients qui polluent la planète.

2 | C'est délicieux, de manger *slow food*. Quand on a goûté cette saveur « citoyenne » de la nourriture, on ne peut pas s'arrêter. Et on est de plus en plus nombreux. ■

Josué Dusoulier, Jean-Philippe Remy* et Vincent Wattelet*

*Exposit D ASBL, Rue Mont Saint-Martin, 90 - 4000 Liège - 04 388 12 60 - info@expositd.be - www.expositd.be

Olivier De Schutter

A l'opposé du productivisme qui nous emprisonne

« Ce qu'il faut, c'est nous libérer de cette compétition infinie de chacun avec chacun. Cette prison nous entoure et nous enferme tous. Et c'est seulement ensemble que nous pouvons trouver les clés pour en sortir... »

« Considérons le temps qui mérite d'être vécu »

Olivier De Schutter est rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation. Dans le passionnant entretien qu'il nous a accordé, il nous explique quels sont, à ses yeux, les grands enjeux de Rio+20.

Un Sommet de la Terre est un moment particulier : une partie de l'attention de la communauté internationale est censée être focalisée sur les questions d'environnement et de développement. Or, depuis la conférence de Rio en 92, les choses ont continué à se dégrader. N'a-t-on pas mis le doigt sur les vraies causes des problèmes ? Ou bien nous y sommes-nous mal pris, puisque nous n'avons pas obtenu des résultats probants ?

Je pense qu'il y a aujourd'hui un consensus sur le diagnostic qui, en 1992, n'était sans doute pas aussi largement partagé et compris. Nous restons captifs du court terme et la volonté politique n'a pas suivi. Le test de Rio+20 ne sera pas d'aboutir une fois de plus à ces constats faits de manière consensuelle, mais de vraiment mettre sur pied des dispositifs qui fassent en sorte que les gouvernements n'aient plus d'autre choix que de changer de cap. L'enjeu essentiel est ici la gouvernance et la responsabilisation politique. Même si on sait que ce ne sera pas facile.

Quelles dispositions prendre pour aboutir cette fois à des résultats vraiment concrets ?

Je crois que la clé résidera dans la participation de la société civile, à la fois lors de la conférence elle-même et, au plan national, dans le suivi qui en sera réalisé par les gouvernements concernés. Je pense que cette participation peut obliger les gouvernements à respecter les promesses qu'ils feront. C'est donc pour moi une source d'espoir de voir la très forte mobilisation des ONG autour de Rio+20, et donc l'impossibilité des gouvernements à se dérober à leur vigilance. Sans ce monitoring que les ONG peuvent faire de manière indépendante des exécutifs, je pense que rien ne va bouger.

Il semblerait néanmoins que certaines grosses ONG soient moins prêtes à participer, peut-être un peu fatiguées par les maigres résultats des grandes conférences internationales.

C'est vrai, mais d'un autre côté, ce qui me paraît encourageant, c'est qu'au plan local beaucoup d'initiatives sont prises à la base par des citoyens qui comprennent qu'on est dans un monde en bout de course. Ce qu'il faut maintenant, c'est que ces initiatives locales soient étendues, parce qu'il y a là des germes de solutions qui peuvent se généraliser bien davantage. Je pense par exemple aux marchés fermiers, aux coopératives d'acheteurs ou à l'attitude de consommateurs beaucoup plus attentifs à l'origine des produits qu'ils consomment... Autant de gestes et d'initiatives qui sont des actes très concrets posés au quotidien par des personnes qui ne sont pas nécessairement des militants politiques. Les gouvernements doivent être attentifs aux messages qui sont envoyés à travers ces initiatives et ces comportements locaux. Une initiative comme les villes en transition me paraît aussi être une source d'optimisme.

Vers un Conseil du développement durable

Il semblerait que l'on observe un certain transfert de l'énergie déployée par certains citoyens du plan international vers le

plan local. De manière à mettre en place des actions qui auront un impact réel et que l'on puisse contrôler. Observez-vous cela également ?

Ce vers quoi on va avec Rio+20, c'est la mise en place d'un Conseil du développement durable, qui sera en principe une institution renforçant ce que la Commission du développement durable faisait jusqu'à présent sur une base annuelle au sein des Nations unies. Ce Conseil va devoir – à partir de 2015, lorsque des indicateurs seront adoptés pour mesurer le progrès vers le développement durable – suivre la mise en œuvre par les gouvernements de ces objectifs adoptés au plan international. Je pense que la mise sur pied de ce dispositif sera une manière pour les ONG, et pour les organisations de défense de l'environnement en particulier, de s'investir davantage qu'elles ne peuvent le faire aujourd'hui dans cette action. On va pouvoir créer, grâce au Conseil de développement durable, un forum où les ONG auront des motifs de s'impliquer et pourront voir aboutir leurs recommandations, leur travail d'influence politique.

Aujourd'hui, il est en effet assez difficile pour les ONG de s'investir au plan international. Le suivi des grandes conférences est difficile à faire et leur agenda varie au fil des négociations diplomatiques. Le Conseil du développement durable devra en principe être une instance qui fasse de manière régulière un bilan des efforts entrepris et des résultats obtenus. Je pense que cela rendra beaucoup plus facile l'investissement des ONG dans le système des Nations unies si l'on dispose d'un tel forum où les travaux des ONG pourront être discutés. C'est en tout cas ce que l'on voit avec le Conseil des droits de l'Homme, créé en 2007, qui fait un suivi régulier de la manière dont les Etats s'acquittent de leurs obligations dans cette matière. Le fait qu'il y ait des rendez-vous réguliers, que les Etats soient l'objet d'une évaluation tous les quatre ans en moyenne, permet aux ONG de mieux planifier leur travail, de porter leurs rapports devant ce Conseil des droits de l'homme et de nourrir la discussion internationale autour des constats qu'elles font. L'espoir, c'est que le Conseil du développement durable puisse déboucher au moins sur quelque chose d'équivalent.

Quel est le rôle de la société civile dans ce processus ?

Le plus probable aujourd'hui, c'est qu'il y aura, entre 2012 et 2015, une discussion qui débouchera sur l'adoption d'indicateurs. Ceux-ci seront des instruments de mesure des progrès faits par chaque Etat et au sein de chaque région. A partir de 2015, sur la base de ces objectifs de développement durable auxquels seront associés les différents indicateurs, on aura des rapports remis par chaque Etat au Conseil du développement durable et la situation dans chaque Etat sera examinée tous les quatre ans. La pression sera faite sur chaque Etat par les autres gouvernements et par les ONG dont les rapports contribueront à alimenter ces procédures de contrôle régulières. Ce qui peut contribuer à la sanction politique nécessaire pour que les Etats se sentent tenus d'agir.

Les choses seront beaucoup plus faciles dans les régions où la société civile est déjà mobilisée et peut se faire entendre que dans des régions où elle est très mal organisée ou n'a pas la possibilité d'influencer les politiques gouvernementales. C'est dans ces Etats-là,



→ où la pression sur les gouvernements est très difficile à exercer, que les choses seront plus difficiles à faire évoluer. Le seul levier que l'on puisse actionner, c'est une mobilisation des ONG au niveau international et surtout national pour forcer les gouvernements à aller dans la bonne direction.

Un vrai malaise de civilisation : le manque d'imagination

Un intéressant ouvrage intitulé *Les marchands de doute* (1) vient de sortir de presse. Il explique comment de grands lobbies (industries du tabac, de l'énergie, du pétrole, du secteur agro-alimentaire...) ont, à coup de milliards de dollars, élaboré une stratégie – aujourd'hui bien rodée – destinée à éviter toute réglementation de santé publique ou environnementale qui aurait pu nuire à leurs intérêts. Cette stratégie toute simple a consisté à semer le doute, à nier en bloc les preuves scientifiques de la dangerosité du tabac, du DDT, de la destruction de la couche d'ozone, etc., grâce à l'aide notamment d'un petit groupe d'« experts indépendants ». Cette stratégie fonctionne toujours pour ce qui concerne le changement climatique ou l'épidémie de malbouffe. Ceci notamment grâce à la « naïveté » ou à la « complaisance » d'une large partie de la presse. Que pensez-vous de l'action des grands lobbies sur la décision politique, que ce soit à l'échelle européenne ou nord-américaine ?

Ce sont effectivement les mêmes techniques qui sont recyclées dans les différents domaines depuis des années. Je crois que ces marchands parviennent à semer le doute parce que le public et les gouvernements sont séduits par un message qui nous permet de ne rien changer à nos modes de vie, à nos manières de consommer et de produire. Ce doute n'aurait aucune influence, et ces marchands aucun marché, si le message qu'ils envoient n'était pas considéré comme bienvenu par beaucoup. Ce qui est frappant, c'est que tous les messages qui consistent à dire qu'il y a des solutions technologiques – et que nous n'avons donc pas à réviser nos modes de production et de consommation, parce que des solutions sont à portée de main et que les problèmes ont été exagérés – ont beaucoup de succès parce que cela dispense de l'examen de conscience indispensable. Je parle d'expérience, parce que tant que l'on s'en tient à des changements marginaux, on peut avoir l'écoute des gouvernements. Mais quand on dit qu'il faut réduire la

consommation ou qu'il faut renoncer à une conception linéaire de la croissance du bien-être matériel, on ne recueille qu'un silence gêné. C'est pour cela que ces marchands de doute parviennent encore à être entendus, malgré le peu de crédibilité scientifique de leur message.

Et puis il y a autre chose, qui est un vrai malaise de civilisation : le manque d'imagination. Nous avons une société qui, comme le disait André Gorz (2), fait tout pour réduire le besoin de travail, avec des technologies qui permettent d'économiser toujours plus de main-d'œuvre, mais ce travail libéré, on ne sait pas quoi en faire. On doit donc doper indéfiniment la croissance afin de mettre au travail des personnes qui sans cela seraient inoccupées en raison des progrès technologiques. De même on ne sait plus que faire de nos loisirs, sinon accumuler toujours plus de capital, gagner toujours plus. Ce manque d'imagination constitue un vrai obstacle pour trouver des solutions durables. Pour ma part, je pense que les

changements qui sont exigés par la situation présente sont infiniment plus importants que ce que nos gouvernements sont prêts à faire.

Investir dans le temps libéré

Dans ce contexte, comment mettre en œuvre un modèle social moins prédateur, plus redistributif et qui donne envie à chacun d'y participer ? Comment faire pour rendre cet autre modèle attractif ?

On a des études de plus en plus nombreuses qui montrent qu'au-delà d'un certain niveau de prospérité matérielle, le bonheur ne croît plus. Ce que l'on n'a pas suffisamment mis en avant, c'est où trouver le bonheur ailleurs que dans la croissance des revenus et de la consommation matérielle. Je pense que beaucoup, dans notre civilisation, ne savent pas où chercher le bonheur. Que ce soit dans les loisirs, dans la vie de famille, dans les arts et dans la culture. Il faut donc retrouver, à côté du travail, des sources de satisfaction dont les gens ont aujourd'hui perdu la recette. C'est là que l'on doit investir aujourd'hui. Cela se fait, certes, mais de manière désordonnée et très aléatoire. Il est urgent de créer des alternatives à cette frénésie d'accumulation qui est devenue le seul horizon concevable pour nombre d'entre nous.

En l'espace de vingt ans, depuis la conférence de Rio, les choses ont beaucoup évolué. A l'époque, nous n'avions pas dépassé la biocapacité de la planète, aujourd'hui si. Il y a donc un contexte nouveau qui est apparu : celui d'une véritable urgence écologique. Dans le domaine du climat par exemple, au-delà d'un certain niveau d'accumulation des gaz à effet de serre, l'effet boule de neige déjà enclenché va entraîner des perturbations qui iront s'aggravant. Avons-nous encore le temps d'attendre l'éveil des consciences ou bien faut-il procéder autrement, si nous voulons éviter l'effondrement des écosystèmes, tel qu'il est évoqué par Dennis Meadows (3), par exemple ?

Je pense qu'il y a un vrai problème, qui est la période de latence entre le moment où les dégâts écologiques sont causés et le moment où la population dans sa très grande majorité en ressent les effets. L'exemple du changement climatique est représentatif à cet égard. Je le vois lors des missions que j'effectue dans les pays en voie de développement, lorsque je constate l'imprévisibilité des pluies, la désertification accélérée, les sécheresses et les inondations de plus en plus nombreuses et violentes. Ce sont là des préoccupations permanentes des agriculteurs, alors que beaucoup, parmi les populations des pays riches, ne voient encore le changement climatique que comme une menace assez lointaine et ne se sentent pas vraiment concernés par les projections à l'horizon de 2050 ou 2080. Il en va de même pour la perte de biodiversité par exemple. Il est très difficile de mobiliser les gens à temps sur ces questions, la période de latence est peut-être de quinze ou vingt ans pour que les comportements changent.

D'autre part, l'inégalité dans nos sociétés est un obstacle majeur au changement. Tant que les inégalités sont fortes entre ceux qui peuvent consommer beaucoup et ceux qui sont frustrés de ne pas pouvoir consommer davantage, la frustration des seconds va encourager la croissance de la consommation matérielle. Il y a de plus en plus d'études, comme celle de Wilkinson et Pickett (4), qui expliquent les raisons pour lesquelles les sociétés plus égalitaires et plus justes sont aussi les sociétés où les gens s'épanouissent le mieux. Ces écarts de revenus expliquent le désir de consommer toujours plus, pour imiter le style de vie de ceux qui ont davantage. Limiter cette course folle et sans fin, où l'on est finalement tous perdants, est une partie de la solution.

La justice sociale est indissociable de la durabilité écologique

La question de l'urgence reste posée : alors que les décisions démocratiques qui devraient s'imposer mettront vraisemblablement des décennies à intervenir, comment dans l'entre-temps affronter le risque d'effondrement ?

Malheureusement, il faut accepter d'affronter la question des prix et des indicateurs que fournissent les prix. Beaucoup des biens que l'on consomme ne reflètent absolument pas les externalités négatives – soit le véritable coût des objets et services : matières premières et énergies consommées, pollutions engendrées – que



« Les sociétés plus égalitaires et plus justes sont aussi celles où les gens s'épanouissent le mieux. »

ONU

leur production et leur consommation entraînent. De ce point de vue, on est entré dans une société *low cost*, où chacun cherche à consommer de la manière la moins coûteuse possible, mais où les prix payés ne sont qu'un très pâle reflet du véritable coût social et environnemental. Il faut accepter d'aller vers des prix qui reflètent davantage le coût réel de notre consommation. Mais cela, c'est électoralement très difficile à vendre et cela ne fera que rendre encore plus difficile la situation de celles et ceux dont les revenus sont les moins élevés. C'est une raison pour laquelle la justice sociale est indissociable de la durabilité écologique. Ces deux piliers doivent être vus comme complémentaires.

Dans l'histoire de l'écologie politique, il y a eu longtemps une opposition entre le souci de l'environnement, qui était celui des écologistes à l'origine, et d'un autre côté le matérialisme des mouvements de la gauche socialiste. Aujourd'hui ces deux mouvements m'apparaissent de plus en plus complémentaires. L'équité dans la redistribution permet que les sacrifices que l'on doit faire pour éviter d'excéder encore plus la biocapacité de la planète soient plus équitablement répartis, ce qui les rendra plus acceptables. D'un point de vue démocratique, cela évitera des conflits toujours plus durs entre groupes sociaux. Je pense qu'il faut aujourd'hui prendre acte d'une telle complémentarité parce que, sans cette politique où les prix refléteront le coût réel des produits et où nécessairement notre consommation s'en trouvera réduite, la question de l'équité se posera de manière tout à fait agüe.

Il est curieux de voir combien les parents souhaitent le meilleur pour leurs enfants en termes notamment d'éducation, de santé, de perspectives d'avenir... Pourtant, si l'on considère les choses sur les plans écologique et social, on se rend compte que les perspectives d'avenir risquent d'être bien plus difficiles pour les générations futures. Et que l'on risque donc de laisser à nos enfants un héritage négatif. Cette perception de la réalité n'existe pas chez la plupart des parents aujourd'hui, comme s'ils ne considéraient l'héritage qu'en termes de biens privés, en oubliant les biens communs que sont l'accès à l'eau potable, la jouissance d'un climat non perturbé, la possibilité d'avoir des denrées alimentaires en suffisance, de vivre dans un environnement sain et dans la paix civile et militaire. Un important travail de prise de conscience de ce que sont les biens communs ne serait-il pas nécessaire, de manière à espérer pouvoir transmettre aux générations futures autre chose que des problèmes, des charges et des dettes ?

Oui, je suis tout à fait d'accord avec votre diagnostic. Je pense que l'extension du temps que produit dans l'esprit des adultes le fait d'avoir des enfants – on se projette davantage dans l'avenir – peut avoir un effet très bénéfique de ce point de vue-là, parce que l'on se pose alors la question de notre responsabilité par rapport aux générations à venir.

D'un autre côté, comme Max Weber l'évoque au détour d'une phrase (5), le fait d'avoir des enfants, c'est parfois l'alibi qui permet de justifier une consommation débridée parce que, précisément, on veut protéger les enfants du besoin. On veut les entourer d'un luxe dont ils pourraient se passer. Les enfants au moins autant que les adultes se comparent les uns aux autres, avec pour conséquence directe une attitude consumériste. La justification que l'on se donne pour consacrer son énergie à consommer et à accumuler est parfois extrêmement ambiguë.

D'autres manières de concevoir le progrès

Mais la situation est tout à fait particulière aujourd'hui, en ce sens qu'elle est globale, qu'elle concerne la planète entière. Auparavant, les grands problèmes étaient circonscrits dans le temps ou dans l'espace, lors d'une guerre par exemple. Aujourd'hui, la détérioration du climat, la perte de biodiversité, le manque de terres ou d'eau... sont des problèmes qui concernent des régions beaucoup plus étendues, des continents, et parfois toute la planète. Comment arriver à un saut des consciences qui permettra de percevoir cette réalité nouvelle ?

Il est en effet extrêmement difficile pour nous de sortir de l'idéologie d'une croissance infinie qui nous habite très profondément. Cette idée est fortement enracinée dans la conception de ce qu'est la modernité. Il faut que l'on prenne conscience que le progrès n'est pas mesurable à une seule aune et qu'on peut en avoir différentes

conceptions, substituables entre elles.

Autant il faut renoncer à ce que la consommation continue de croître et à laisser se perpétuer le gaspillage des ressources naturelles, autant on peut progresser dans un ensemble d'autres domaines où il faut maintenant investir et qui doivent de plus en plus mobiliser l'attention.

C'est vrai qu'il est très difficile de faire son deuil de l'idée que l'on va avoir, pour les générations à venir, une vie encore plus confortable que celle que nous avons eue nous-mêmes, avec une mobilité plus grande, une communication plus rapide, un accès à des produits toujours plus variés, plus nombreux et provenant des différentes régions du monde. Il y a aujourd'hui d'autres manières de concevoir le progrès.

Lorsque nous nous sommes rencontrés, il y a quelques semaines, vous m'aviez dit : « Je connais les chiffres, mais je conserve l'espoir. » Par quoi est nourrie votre espérance ?

Un auteur comme Keynes (6) par exemple – que l'on classe toujours dans le camp de ceux qui ont voulu que l'on favorise la consommation pour veiller à la croissance économique, notamment en période de crise – mettait beaucoup l'accent sur la nécessité de libérer du temps pour les vrais plaisirs de l'existence : la conversation entre amis, les arts, la contemplation... Le reste, c'est-à-dire l'activité productive, n'étant qu'un moyen indispensable pour dégager du temps de loisir.

Je ne sais pas si je suis optimiste ou pessimiste, mais je suis conscient qu'il y a des alternatives à la manière dont nous avons jusqu'à présent fait évoluer et « croître » la société. Le défi est énorme, nous sommes aujourd'hui dans un carcan que Max Weber, encore lui, appelait « *la loi de la compétition économique* ». Si nous ne faisons pas plus que la personne qui est en compétition avec nous, disait-il pour expliquer cette loi, nous allons être des déclassés sociaux, des perdants dans cette concurrence effrénée de chacun avec chacun. C'est là une véritable prison au sens où, collectivement, il est complètement irrationnel d'être pris dans cette course infinie vers la croissance de la productivité et l'augmentation des gains matériels. Mais du point de vue individuel, c'est une démarche que chacun trouvera rationnelle, d'essayer de faire encore mieux que les autres du point de vue de la productivité. Donc, ce qu'il faut, c'est nous libérer de ce carcan, de cette compétition infinie des uns vis-à-vis des autres. Et cela c'est un changement culturel, c'est-à-dire un changement de notre représentation de ce qu'il vaut la peine d'être poursuivi comme objectif dans notre existence. Mais en même temps, et c'est là que nous avons toutes les raisons d'être pessimistes, ce n'est pas quelque chose qui peut être fait à travers des démarches individuelles. Cela demande une prise de conscience collective. Cette prison nous entoure tous et nous enferme tous. Et c'est seulement ensemble que nous pouvons trouver les clés pour en sortir. Ce diagnostic avait déjà été établi par Weber en 1904-1905, c'est donc là un formidable aveu d'impuissance.

Quelles sont les images de liberté qui vous viennent à l'esprit et qui nous permettraient de nous évader de cette prison ?

La reconstitution de liens sociaux au plan local, une société où les loisirs ne seraient pas vus comme de l'inactivité mais au contraire comme une source d'épanouissement. Un épanouissement où chacun peut rechercher son véritable bonheur et où le temps que l'on ne passe pas à produire et à consommer, mais plutôt à contempler et à jouir de ce que l'on a, sera considéré comme celui qui mérite véritablement d'être vécu. C'est cela au fond ce vers quoi nous devrions aller : un changement culturel profond qui est à l'opposé de ce productivisme dans lequel nous sommes aujourd'hui enfermés.

■ Entretien : André Ruwet

(1) De Naomi Oreskes, professeur d'histoire des sciences de la Terre à l'Université de Californie, et Erik M. Conway, historien des sciences au Jet Propulsion Observatory (Nasa), Le Pommier, 2012.

(2) L'un des principaux théoriciens de l'écologie politique. Auteur d'une pensée qui oscille entre philosophie, théorie politique et critique sociale. Disciple de l'existentialiste Jean-Paul Sartre, il rompt avec celui-ci après 1968. Cofondateur, en 1964, du *Nouvel Observateur*, sous le pseudonyme de Michel Bosquet.

(3) Coauteur du Rapport du Club de Rome publiée en 1972, lire en p. 18 à 21.

(4) *The spirit level. Why greater equality makes societies stronger*. Faits et chiffres à l'appui, ces chercheurs britanniques confirment, après plusieurs décennies de recherches, que c'est dans les sociétés les plus égalitaires qu'il fait le meilleur vivre, pour tous !

(5) Dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1904-1905, une des œuvres fondatrices de la sociologie moderne.

(6) Fondateur de la macroéconomie moderne, pour lequel les marchés ne s'équilibrent pas automatiquement, ce qui justifie le recours à des politiques économiques conjoncturelles.



par Jean Faniel, CRISP

Activez... votre langage !

Le gouvernement Di Rupo n'a pas mis longtemps avant d'appliquer des aspects importants du volet socio-économique de son programme : réforme des pensions, des prépensions et des indemnités de chômage en particulier. Il n'a pas fallu longtemps non plus pour qu'il doive affronter en retour une grève intersectorielle dans les services publics (tous niveaux de pouvoir confondus), puis une grève générale (1). Dans la continuité des gouvernements précédents, son discours porte sur l'« activation » de la population. Au passage, le gouvernement s'est livré à quelques changements de langage qui sont loin d'être anodins...

« **D**ire, c'est faire », selon la célèbre formule de John Austin (2). Utiliser certains mots plutôt que d'autres est assurément révélateur de la conception qu'on a d'une réalité ou du sens qu'on veut donner à son discours et, partant, à ses actes. Tandis que des « interlocuteurs sociaux » négocient ensemble, à partir de points de vue différents et sans certitude de parvenir à un accord ou sans en rechercher un à n'importe quel prix, des « partenaires » semblent plutôt faits pour danser le tango ensemble. Tandis que les « cotisations sociales » alimentent le budget de la sécurité sociale et financent des transferts de solidarité, les « charges sociales » « pèsent » sur les entreprises et nuisent à la « compétitivité » de l'économie (3). Dès lors, quand le gouvernement inscrit dans son accord qu'il rebaptisera le stage et les allocations d'attente en stage et allocations « d'insertion professionnelle » ou la « prépension » en « chômage avec complément de l'entreprise », il y a lieu de s'interroger sur ses présupposés et sur ses intentions.

Etat social actif, quand tu nous tiens...

Dès la fin des années 1990, sous l'impulsion des socialistes flamands en particulier, le gouvernement arc-en-ciel (Verhofstadt I) a mis l'accent, comme d'autres gouvernements européens, sur la nécessité d'« activer » le « marché » de l'emploi. Cette insistance sur l'« Etat social actif » (4) traduit un profond changement de philosophie.

Au sortir de la guerre, les régimes intégrés dans la sécurité sociale étaient conçus pour protéger les salariés contre les aléas de l'existence et les conséquences du maintien, accepté en contrepartie par les syndicats, d'une économie capitaliste. Dans cette perspective, les « indemnités » de chômage doivent être d'un montant suffisant pour éviter qu'un salarié involontairement privé de son emploi soit économiquement contraint, pour survivre, d'accepter un emploi moins bien rémunéré ou de moindre qualité, avec toutes les conséquences négatives que cela pourrait avoir pour les salariés en général (en contrepartie, les chômeurs doivent accepter toute offre d'emploi considérée comme convenable).

Face à la dégradation de la situation industrielle, pour amortir le choc social et désamorcer des mouvements sociaux potentiellement explosifs, patrons et syndicats ont conclu une convention collective de travail sur la prépension en 1974. Des travailleurs ayant une longue carrière derrière eux pouvaient cesser de travailler, définitivement selon toute vraisemblance, en recevant une allocation de chômage majorée par un complément versé par leur entreprise (afin de limiter la perte de revenu). Cela permettait aussi l'engagement de jeunes travailleurs (au moment où les enfants du *baby boom* affluaient) tout en donnant une marge de manœuvre aux employeurs souhaitant procéder à des licenciements. Peu après, la

prépension légale est venue compléter ce dispositif, en le doublant d'une obligation d'embauche compensatoire (sauf pour les entreprises en difficulté).

Depuis lors, le contexte a largement évolué : chômage de masse, précarisation de l'emploi, net recul de la part des salaires dans le PIB (environ 60 % en 1971, 70 % en 1981 et 62 % en 2007), développement de la mondialisation, financiarisation de l'économie, augmentation sensible des taux de profit... L'idéologie et la politique économique dominantes ont également changé, ceci étant lié à cela. Les thèses des économistes néoclassiques et des penseurs néolibéraux considérant la protection sociale comme une « rigidité » sur le « marché » de l'emploi (5) ont conduit à des politiques affaiblissant celle-ci, avec des effets, précisément, sur les éléments de contexte évoqués ci-dessus. Les dépenses sociales ont progressivement été rebaptisées dépenses « passives », adjectif induisant l'idée qu'elles alimentent un puits sans fond. S'y opposent des dépenses « actives », visant à remettre les chômeurs à l'emploi au travail (au passage, on notera que la responsabilité du chômage est transférée, plus ou moins explicitement, des entreprises et du système capitaliste aux chômeurs eux-mêmes). Sous ce terme se développent notamment des politiques « d'activation », réduisant les cotisations sociales ou utilisant les fonds de la sécurité sociale pour subventionner l'embauche de travailleurs par des entreprises privées et réduire ainsi le « coût » du travail. De système de solidarité entre travailleurs, la sécurité sociale devient donc un dispositif transférant une part de la masse salariale (les cotisations étant une forme de salaire) vers les entreprises.

Jeunes ou vieux, soyez actifs !

Cette politique d'activation s'est aussi étendue aux salariés plus âgés. La préservation du financement des pensions est largement présentée comme un problème démographique (le « vieillissement de la population »), alors qu'il s'agit avant tout d'un enjeu lié à la répartition des richesses (6) (montant des cotisations et des réductions accordées en la matière, prélèvements fiscaux éventuellement perçus en complément...). Le Pacte de solidarité entre les générations, dont le nom reflète cette vision « démographique » et qui a en réalité été adopté par le gouvernement en 2005, a sensiblement durci les conditions d'accès à la prépension. En affirmant que « la dénomination "prépension" sera adaptée afin de la rendre plus conforme à la réalité, à savoir "chômage avec complément de l'entreprise" » (7), le nouveau gouvernement pousse un cran plus loin l'insistance sur le changement d'optique : les travailleurs âgés licenciés ne peuvent plus se considérer comme quasiment arrivés au terme de leur carrière mais doivent se mettre dans la peau de chômeurs. Pour les en convaincre, ce changement d'étiquette est assorti d'une modification réglementaire qui les soumet jusqu'à 55 ans (et bientôt 58 ans) au contrôle dit de la disponibilité appliqué depuis 2004 aux autres chômeurs.

LA BELGIQUE N'A PLUS BESOIN D'UN GOUVERNEMENT



Afin de ne plus être « passifs » ou laissés à eux-mêmes, les jeunes sortant des études n'effectueront plus un stage « d'attente » mais un stage « d'insertion professionnelle ». Concrètement, ils seront eux aussi soumis à une série d'entretiens visant à contrôler leurs démarches en vue de trouver un travail ou de se former. Et les allocations, elles aussi devenues « d'insertion professionnelle », seront versées à condition de réussir ces contrôles et pour une durée désormais limitée dans le temps. Cela représente une étape supplémentaire dans le renforcement de la conditionnalité et la réduction de l'indemnisation, tendances qui caractérisent l'ensemble des systèmes de protection contre le chômage en Europe depuis les années 1980.

Dans un cas comme dans l'autre, cette « activation » des chômeurs, jeunes ou vieux, aura pour conséquence, comme c'est le cas depuis la réforme du contrôle des chômeurs de 2004, d'accroître la pression sur les conditions d'emploi. Elle tend surtout à éluder la cause fondamentale du chômage : le manque d'emplois. Or, en la matière, l'accord de gouvernement ne prévoit ni plan de relance économique (alors qu'un nombre croissant de voix s'élèvent par exemple pour que soient encouragées les filières vertes), ni création de nouveaux postes par les pouvoirs publics.

Au contraire, le gouvernement procède à une réduction de l'emploi public. Sa conception des services publics s'en trouve affectée ou, réciproquement, justifie pareille politique. En effet, en considérant que « les services publics sont essentiels pour faciliter la vie quotidienne des citoyens et des entreprises » (8), on élude une des dimensions fondamentales du rôle des services publics, consacrée après-guerre : celle de la redistribution des richesses entre les citoyens, qui accèdent à des infrastructures et à des services collectifs financés par l'impôt (progressif). Ce changement de conception permet ou reflète une politique restrictive. En outre, le vocabulaire employé par le gouvernement souligne qu'à ses yeux les services publics se situent de plain-pied dans le marché : « gestion moderne

des ressources humaines » par des « managers publics » pour la fonction publique, et « entreprises publiques » « orientées vers la satisfaction du client » (9).

Novlangue

Dans l'entre-deux-guerres, Antonio Gramsci a mis en évidence le rôle primordial de l'idéologie dans la modification des rapports de force politiques. Dans 1984, George Orwell a poussé à leur paroxysme les effets de l'utilisation d'une « novlangue » par le pouvoir afin d'anesthésier toute contestation. Depuis plusieurs années, différentes analyses ont montré à quel point les changements idéologiques qui ont accompagné les changements politiques, économiques et sociaux des dernières décennies passent par le langage (10). Pour un gouvernement disant vouloir mener une politique de « rigueur » et non d'« austérité » (11), le choix des mots s'avère tout sauf anodin. ■

(1) « Grèves et conflictualité sociale en 2011 », I. Gracos, *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2135-2136, 2012.

(2) *Quand dire, c'est faire*, J. Austin, Seuil, 1970 (paru en anglais en 1962).

(3) « La compétitivité est un tuyau crevé », E. Rydberg et Econosphères, *Politique. Revue de débats*, mars 2012, n° 74, p. 52-53.

(4) « De l'« État social actif » à la politique belge de l'emploi », G. Matagne, *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1737-1738, 2001.

(5) *Pas de pitié pour les gueux. Sur les théories économiques du chômage*, L. Cordonnier, Raisons d'agir, 2000.

(6) *L'enjeu des retraites*, B. Friot, La Dispute, 2010.

(7) *Accord de gouvernement*, 01-12-2011, p. 91.

(8) *Id.*, p. 148.

(9) *Id.*, p. 148-150.

(10) Voir notamment *L'extinction des Lumières*, O. Starquit, Territoires de la mémoire, 2011 ; *Reconquista !*, collectif Le Ressort, éd. du Cerisier, 2009 ; *Les nouveaux mots du pouvoir*, P. Durand (dir.), Aden, 2007 ; *Dictionnaire du prêt-à-penser*, M. Alaluf, EVO, 2000 et sa chronique du même nom dans *Politique. Revue de débats*. Sur les rapports entre linguistique et pouvoir, voir *Derrière les mots... Approches politiques et linguistiques des relations communautaires en Belgique*, J. Perrez et M. Reuchamps (dir.), Academia-L'Harmattan, 2012.

(11) « Face à la "rigueur austère" ou l'"austérité rigoureuse" », J. Faniel, *Imagine demain le monde*, n° 81, septembre 2010.



Trio de verrines parfumées façon brésilienne



1. L'apéritif

Ingrédients (pour 4 verrines)
5 citrons verts
1 bouquet de menthe
3 càs de sucre de canne
1/2 litre d'eau pétillante
Glace pilée

Procédé

Pressez le jus des citrons et placez dans une carafe avec le sucre et les feuilles de menthe lavées et hachées grossièrement. Réservez une partie des sommités de menthe pour la déco. Mélangez jusqu'à dissolution du sucre et laissez mariner. Au moment de servir, filtrez et allongez le jus avec de l'eau pétillante et de la glace pilée. Servez avec une sommité de menthe et une rondelle de citron vert. Santé !



2. Le plat

Ingrédients (pour 4 verrines)
100 gr de quinoa
1 échalote et 2 gousses d'ail
1 avocat
200 gr de filet de sole
3 tiges de jeunes oignons verts
1 oignon rouge
1 citron jaune et 1 vert
1 cm de gingembre
1 piment rouge
1 poignée de coriandre fraîche
Huile d'olive et fleur de sel

Procédé

Commencez par la marinade du poisson : coupez finement l'oignon rouge, les jeunes oignons, le piment épépiné, le gingembre pelé et la coriandre. Versez le jus et le zeste des citrons par-dessus et laissez mariner 10 minutes sur les filets de sole détaillés en cubes. Pendant ce temps, après avoir fait tremper le quinoa pendant au moins 6 heures, faites-le cuire 10 minutes : faites d'abord revenir l'oignon et l'ail émincé, puis rajoutez le quinoa rincé, couvrez d'eau, salez et laissez cuire à petit feu. Epluchez l'avocat et coupez-le en brunoise. Versez par-dessus un filet de citron et parsemez d'un peu de fleur de sel et de pluches de coriandre. Dressez en commençant par le quinoa, puis les dés d'avocat et enfin le poisson mariné avec une partie de la marinade. Décorez avec une feuille de coriandre. Bon appétit !



3. Le dessert

Ingrédients (pour 4 verrines)
1 petit ananas
2 oranges à jus
1 bâton de cannelle
5 graines d'anis étoilé
5 graines de cardamome
2 clous de girofle
1 gousse de vanille (ou 1 càc de poudre de vanille)
Quelques feuilles de menthe
Un fin trait de crème de coco

Procédé

Dans une casserole, versez le jus des oranges et faites-y revenir le bâton de cannelle écrasé, la vanille incisée sur la longueur et grattée, les graines de cardamome, d'anis étoilé et les clous de girofle écrasés au pilon. Faites réduire tout en fouettant pendant 5 minutes. Otez les gousses de vanille et le bâton de cannelle et rajoutez de la menthe ciselée. Versez le liquide chaud sur les dés d'ananas épluchés et laissez tiédir. Servez avec une feuille de menthe et un fin trait de crème de coco. Dégustez tiède. Bon appétit.

Temps de trempage du quinoa : 6 heures
Temps de préparation : 30 minutes
Temps de cuisson : 10 minutes (quinoa) et 5 minutes (ananas)
Difficulté : moyenne

Le + nutritionnel

Rio, le Brésil, sa cuisine saine, pimentée, fruitée et parfumée... Citrons verts, piments, vanille, menthe et coriandre, mangues et ananas, sans oublier le quinoa originaire des Andes voisines. Cette céréale est en effet cultivée sur l'Altiplano péruvien et bolivien et fournit un excellent apport protéinique, car elle contient les 22 acides aminés, dont les 8 essentiels. Le quinoa est en outre plus digeste que les protides fournis par la viande et moins gras, car il dispose des bons acides gras insaturés. Il est aussi riche en fibres et très digeste. Il existe deux variétés de quinoa, l'une blanche et l'autre rouge.

L'ananas est aussi fort apprécié en cuisine saine, car il constitue une bonne source de potassium, de vitamine B1, B2, B9 et surtout de vitamine C : une portion de 150 g fournit un tiers de l'apport quotidien conseillé. Son apport en fibres est tout aussi appréciable ; l'ananas aide donc à lutter contre la paresse intestinale, et cela sans risque de mauvaise tolérance par les intestins. Du fait de la présence de broméline (enzyme digestive qui se trouve dans le cœur de l'ananas), l'ananas frais est bien toléré à tout moment du repas, même en accompagnement de viande ou de poisson dont les protéines seront plus aisément et rapidement digérées. L'ananas entre dans la composition de desserts délicieux et rafraîchissants, aussi raffinés que légers : une portion de 150 g apporte moins de 80 kilocalories. Aucune raison de s'en priver, en tout cas lorsque la nature est moins généreuse en fruits indigènes de saison ! ■ Valérie Mostert - créatrice culinaire - www.cuisinedescinqsens.be



Ra-len-tir

pour faire la chasse au gaspillage alimentaire



Je l'avoue : trop souvent encore je jette au compost des restes de nourriture. A chaque fois, j'ai honte... Un petit calcul m'a révélé que nous jetions un peu plus d'un kilo de denrées et déchets alimentaires par personne et par mois au compost. Ces chiffres se rapprochent de ceux de la moyenne des Wallons et des Bruxellois, qui produiraient entre 15 et 20 kilos de gaspillage alimentaire par an (1). Le CRIOC avait donné en 2010 un autre chiffre parlant : ce gaspillage représenterait environ 175 euros de nourriture par personne et par an (2)... Pour ma famille, on arrive donc à 1 050 euros jetés par les fenêtres, sans compter le CO₂ émis et l'énergie consommée inutilement pour produire ces aliments. Mais aussi, sur le plan éthique, ce que peut représenter cette façon de traiter les aliments, sachant qu'aujourd'hui, comme le rappelle Jean Ziegler, toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim, et près d'un milliard d'êtres humains sont gravement sous-alimentés.

On confond « de préférence avant le » et « jusqu'au »

En janvier dernier, une résolution votée au Parlement européen dans le but de diminuer ce gaspillage de moitié d'ici 2025 a été l'occasion de dévoiler des chiffres encore plus édifiants : un Européen gaspillerait en moyenne, chaque année, 179 kilos de produits alimentaires. On est loin des 15 kilos cités plus haut, car on prend ici en compte le gaspillage tout au long de la chaîne de production et de distribution. Selon l'Europe, les ménages seraient responsables de 42 % de ce gaspillage, l'industrie agroalimentaire de 39 %, le secteur de la restauration de 14 % et les détaillants de 5 %.

La Commission s'est donné pour objectif de mettre en place des mesures stratégiques afin de limiter drastiquement ce gaspillage, par exemple en évitant la surproduction, ou encore en incitant à privilégier, lors des passations de marchés publics pour la restauration ou l'hôtellerie, une entreprise qui garantit la redistribution des invendus ou qui s'engage à réduire le gaspillage. Pour aider les consommateurs à agir à leur niveau – on considère que ceux-ci pourraient réduire leur part du gaspillage de 60 % – les députés européens proposent de promouvoir les relations directes entre producteurs et consommateurs, mais aussi d'organiser des campagnes d'information. En effet, 20 % des Européens confondent les mentions « à consommer de préférence avant le » et « à consommer jusqu'au ». Or la

première mention indique juste qu'il y a un risque de légère perte de goût, alors que la seconde indique un vrai risque de toxicité.

Une idée : la « semaine sans courses »

Pour ma part, j'ai bien conscience de l'importance de limiter le gaspillage, mais ce qui me pose problème, c'est la gestion des achats alimentaires... J'ai beau m'approvisionner principalement via un groupe d'achats collectifs, je constate que je ne gère pas bien les quantités, qui fluctuent parfois selon l'appétit des membres de la famille et leurs activités.

Pour prendre le taureau par les cornes, la première stratégie que j'ai mise en place cette année consiste à faire les menus de la semaine bien à l'avance. Nous avons aussi instauré des « semaines sans courses », où je m'entraîne à vider les réserves : composer un menu avec ce qu'on a dans les placards et dans le frigo demande un peu d'imagination. Les outils Internet permettant de faire des recherches de recettes sur la base des ingrédients dont on dispose ont l'intérêt de rendre cela facile et amusant (3)! Cette aventure aura eu l'avantage de me faire redécouvrir une recette de pudding à base de pain rassis (4), et une amie aura même consacré une page de son blog à ses petits trucs antigaspi pour m'aider dans ma démarche (5). Il nous reste pourtant encore du chemin à parcourir, car les surcharges de travail font très vite ressurgir les mauvaises habitudes. Tout cela m'a fait comprendre que la clé de voûte de ce changement comme de toute réduction de l'empreinte écologique est à la fois simple et difficile à mettre en œuvre : il faut ra-len-tir... Je m'y exerce, mais ne parviens pas à freiner des quatre fers. Help ! ■

Isabelle Masson-Loodts

(1) www.ecoconso.be/Halte-au-gaspillage-alimentaire. Voir aussi à ce sujet le dossier d'Imagine n° 77.

(2) crioc.be/index.php?mode=document_observ&id_doc=5297.

(3) Voir par exemple sur www.marmiton.org.

(4) Recette disponible sur demande : info@madamenature.be.

(5) www.monpotager.net/blog/index.php/2012/02/26/237-nos-trucs-anti-gaspi.



>> Conférences

Tout savoir sur le chauffe-eau solaire thermique, le 8 mai à 18 h 30. Et **Trucs et astuces pour entretenir son chauffe-eau solaire**, le 5 juin à 18 h 30. Ainsi qu'un stage sur le même thème du 2 au 7 juillet. Lieu : rue Voot, 91, à Bruxelles.
Infos : 02 762 48 93
ou info@voot.be

Cercle de tambour et soin chamanique de groupe. Une conférence de Liliane Van Der Velde. Le 31 mai à 19 h 30, aux Sources, rue Kelle, 48, à Bruxelles.
Infos : 02 771 37 78
resa@tetra-asbl.be

Familles multiculturelles, de l'innovation à la résistance et de la résistance à l'innovation. Avec Chris Paulis, anthropologue, ULg. Le 24 mai, à la Maison des sports, rue des Prémontés, 12, à Liège.
Infos : 04 237 93 11

>> Formations

Sudestan, formation à l'animation d'un outil qui vulgarise les mécanismes de dépendance entre Nord et Sud, la (dé) colonisation et ses conséquences, la dette des pays du tiers-monde. Le 3 mai à partir de 9 h. A la Casa Nicaragua, rue Pierreuse, 23, à Liège
Infos : 04 223 39 80

Fabrication de produits d'entretien naturels. Pour apprendre à décoder les étiquettes des produits d'entretien et à repérer les ingrédients douteux pour la santé et l'environnement. Et à fabriquer ses produits naturels. Les 9 et 23 mai à 18 h au CRIE d'Harchies, chemin des Préaux, 5, à Harchies. Et sur le même thème, les 12 mai et 23 juin au CRIE du Fourneau-Saint-Michel, site du Fourneau-Saint-Michel, 10, à Saint-Hubert.
Infos : crie.harchies@natagora.be
ou crie@criesthubert.be

Comment dépasser nos croyances limitantes ? Formation de deux jours avec Alexandre Castanheira et Julie Duclz. Les 15 et 29 mai à l'Université de paix, boulevard du Nord, 4, à Namur.
Infos : 081 55 41 40

Cuisine de plantes sauvages. Une journée pour découvrir les plantes comestibles et médicinales de la campagne gaumaise. Formation complétée d'un syllabus. Du 16 mai à 18 h au 19 mai à 16 h. A la Gaumette, Martué, 42, à Florenville.
Infos : 02 332 10 58

Teinture végétale. Comment teindre un tissu en orange à partir de fleurs blanches ou extraire du bleu indigo ou du jaune pétant à partir de feuilles vertes ? Le 26 mai à 10 h. Au CRIE de Modave, rue du Parc, 4 (château de Modave).
Infos : 085 61 36 11
info.modave@natagora.be
 Et sur le même thème, les 19 et 20 mai à 10 h au CRIE d'Harchies, chemin des Préaux, 5, à Harchies.
Infos : 069 58 11 72
crie.harchies@natagora.be

Jardin, potager et verger au naturel. Pour comprendre l'intérêt et l'entretien d'un jardin et d'un potager sauvages. Le 27 mai à 10 h. Petit Enneille, 31, à Enneille (Durbuy).
Infos : 085 61 36 11 – info.modave@natagora.be

>> Evénements

SteenRock, événement musical gratuit contre les centres fermés. Avec ZEP, Claude Semal, Les Taupes qui boivent du lait, Les Polissons, Le Rythme des fourmis et Steamhead. Le 5 mai à Steenokkerzeel, rendez-vous à la gare de Nossegem à 13 h.
Infos : www.myspace.com/steenrock

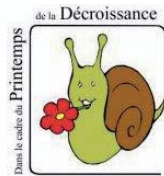
Festivanakkam, festival solidaire et militant dédié aux réalités des paysans sans terre d'Inde et d'ailleurs. Le 5 mai dès 17 h, au Centre scolaire saint Servais et saint Benoît, rue saint Gilles, 104, à Liège
Infos : www.alteractifs.be
www.fvs.be

Portes ouvertes à la ferme bio du futur. Visite de la ferme conçue selon les principes d'une construction bioclimatique. Visite du potager pédagogique. Dégustation de produits et boissons bio et vision du film *Vache de guerre*. Le 17 mai à la Ferme du Petit-Sart, rue du Petit-Sart, 75, à Grez-Doiceau.
Infos : 0495 64 56 16



Troc de trucs de filles. Venez avec tout ce que vous avez porté mais ne voulez plus voir. Vous ferez du troc pour vous habiller dans le respect de la planète et de votre portefeuille. Le 18 mai à 19 h, au CRIE d'Harchies, chemin des Préaux, 5, à Harchies.
Infos : 069 58 11 72 - crie.harchies@natagora.be

Mères de Qalqilya, traces de liberté. Exposition des travaux plastiques des mères, épouses et sœurs de prisonniers politiques de la ville de Qalqilya, en Palestine. Du 1^{er} au 15 juin au Centre culturel, avenue des Combattants, 41, à Ottignies.
Infos : www.artistes-contre-le-mur.org



de la **Décroissance**
 Dans le cadre du Printemps
Apéro livres. Lectures sur le thème de la relocalisation de l'alimentation. Le 1^{er} juin à 20 h, à la bibliothèque communale, rue Nicolas Lambercy, 7, à Aywaille.
Infos : www.objecteursdecroissance.be

Visite du centre de compostage
 Jean Pain à Londerzeel. Le 9 juin à 14 h sur place. Un covoiturage à partir de Bruxelles sera organisé par Nature et Progrès.
Infos : inscriptionsnpxl@yahoo.com - 0478 94 80 46

>> Vacances d'été

Des vacances autrement. En gîte ou sous tente. Au programme : nature, balades, rencontres, musique et danse, seul ou en famille, avec ou sans enfants. Voilà la formule, sympathique et financièrement abordable, proposée par l'association pluraliste Mains unies. Quatre lieux de séjours en France : Cotentin, Dordogne, Ardèche et Savoie.
Infos : mainsunies.be
02 344 46 53



(F)estives, rencontres belgophones des objecteurs de croissance. Au programme : concert, promenades, rencontres-débats sur la décroissance, l'utopie, la fin des énergies fossiles. Du 23 au 26 août au Centre culturel de Rossignol (Tintigny), rue Camille Joset, 1, à Rossignol.
Infos : www.mppc.be
www.les-oc.info

La paix, ça commence entre nous. Formation d'animateur à la coopération par le jeu, en expérimentant différents modules d'animation et en jouant ensemble pour découvrir des outils d'animation et d'éducation originaux. Les 27, 28 et 29 août, plus un stage, plus une journée d'évaluation. Lieu : Verte Voie, 13, à Thimister.
Infos : 087 44 72 80

>> Balades

Nature et spiritualité, une évasion en forêt avec une nuit en bivouac et une autre en gîte rural. Du 17 au 19 mai, départ de l'aquascope de Virelles, rue du Lac, 42, à Virelles.
Infos : 060 21 13 63

Hirondelles et chants d'oiseaux. Balade entre les hirondelles nichant au château et les chants des oiseaux des alentours. Le 10 juin à 9 h, Au CRIE de Modave, rue du Parc, 4 (château de Modave).
Infos : 085 61 36 11
info.modave@natagora.be

Nous imprimons avec des encres à base d'huile végétale sur du papier recyclé.

KLIEMO PRINTING
 Hütte 53 • B-4700 Eupen
 Tel.: +32/87/59 50 00
 Fax: +32/87/55 57 81
 info@kliemo.be
 www.kliemo.be

TC
théâtre de la
communauté



LES JEUNES, L'ART ET L'ENGAGEMENT

Du 16 avril au 11 mai **des scènes** de la nouvelle création du Théâtre de la Communauté **provoquent la réflexion** de jeunes issus d'écoles de la Province de Liège qui viendront présenter leurs conclusions lors de **quatre débats participatifs** ouverts au tout-public.

Les vendredis 20 et 27 avril, 4 et 11 mai à 19h30

Place Sainte Barbe 16 à 4020 Liège
Entrée libre

Plus d'infos : www.facebook.com/theatredelacommunauté



"...BÂTIMENT ET ÉNERGIE:
TÉMOIGNER, S'INFORMER, RENCONTRER..."

passeurs d'énergie

Vous cherchez
de l'info ?



Rencontrez des
Passeurs -Témoins !



Isolation, énergie solaire,
chaudière à haut rendement ou
économie d'énergie...



Vous avez des projets mais
vous hésitez?



Rencontrer des personnes qui ont déjà
concrétisé leurs projets !

Les passeurs-témoins répondent
à vos questions, témoignent de
leur expérience, vous montrent leur
installation. Vous pouvez ainsi faire
votre choix en connaissance de cause.

www.passeursdenergie.be



VIN
DE
LIÈGE

*Un vignoble
est en train
de se créer à Liège*

Devenez acteurs du renouveau de la vigne à Liège !
Rejoignez la coopérative Vin de Liège,
un projet de passionnés, un projet professionnel

www.vindeliege.be



HAUTE ECOLE DE LA PROVINCE DE LIÈGE



Bachelier en agronomie
finalité Environnement

Haut-Maret, 20 4910 LA REID 087/37 68 89
Marianne.dawirs@provincdeliege.be www.hepl.be

A 4 MAINS



Epicierie bio, traiteur bio, sandwicherie bio

Contrôlé et certifié par BE-BIO-01 Certisys

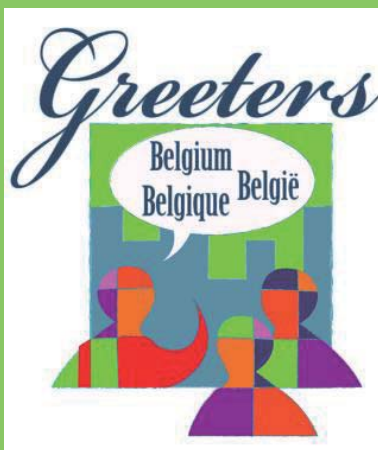


vous propose :

- ✓ son rayon frais,
- ✓ ses fruits et légumes bio de saison,
- ✓ ses articles et plats bio végétariens, sans gluten, sans lactose, sans sucre,...
- ✓ ses plats à emporter sous vide certifiés bio,
- ✓ ses conseils diététiques,
- ✓ ses cours de cuisine,
- ✓ ses sandwiches maison certifiés bio.

Nouveau : Notre ligne de produits d'épicerie fine

Rue Godefroid, 22 à 5000 Namur ☎ 081 22 33 09 www.a4mains.be



Les Greeters de Belgique vous souhaitent la bienvenue !

Les Greeters, des habitants bénévoles passionnés par leur ville, vous emmènent hors des sentiers battus et partagent avec vous leurs coups de cœur. Découvrez le pays de l'intérieur et participez à la vie locale en rencontrant des habitants qui vous feront découvrir « leur » ville, autrement.

Les Greeters vous accueillent à Bruxelles, Namur, Mons, Charleroi-Thudinie... et bientôt dans d'autres villes encore !

Plus d'informations : www.greeters.be

odisea negra la chimera | eduardo egüez



Odisea negra

La Chimera / Eduardo Egüez

L'Odysée noire, voyage musical entre les réalités culturelles des Caraïbes et l'imaginaire de l'Amérique centrale noire, est une œuvre originale que nous propose le musicien argentin

Eduardo Egüez. Son ensemble La Chimera met viole de gambe, marimba, harpe, luths, violon et percussions au service des musiques anciennes et de leurs rencontres avec les traditions. Iván García du Venezuela, Ablaye Cissoko du Sénégal et une poignée d'autres chanteurs prêtent leurs voix à ces musiciens hors normes pour nous emmener dans un périple rare où se côtoient d'anciennes polyphonies du 16^e siècle, des danses baroques, des musiques traditionnelles de Cuba, du Sénégal ou du Venezuela. *Negrillas* anciennes, *zoropo*, *habanera* ou *merengue* récents composent cette fresque qui jette habilement un pont extrêmement musical entre les époques, les genres, les cultures, toutes liées entre elles par la terrible histoire de la colonisation et de l'esclavage. Eduardo Egüez réussit un pari difficile, celui de nous faire comprendre que tout n'est peut-être que « métissage » mais que celui-ci est un ensemble complexe de chemins et de pistes qui relie entre eux héritages et mémoires. La musique et le chant se souviennent et témoignent une fois de plus.

Etienne Bours

Naïve / HM



Saison brune

Philippe Squarzoni

Dans le Montana existe une cinquième saison, la saison brune. Entre hiver et printemps, c'est une saison d'incertitudes... Ancien militant d'Attac, Philippe Squarzoni a fait de la bande dessinée un médium politique. Profitant du dessin, de la disposition des cases, il fait passer de façon claire, didactique, documentée et attachante des interrogations sur notre monde – qui seraient autrement lourdes et compliquées. Cette fois, c'est le changement climatique qu'il explore.

C'est au détour de sa BD précédente qu'il s'intéresse à la question, il y a de cela six ans. Peu à peu il se passionne, se met à interroger des spécialistes, climatologue, économiste, journaliste, se plonge dans la documentation... Et fait naître une nouvelle histoire, où nous le suivons dans ses hésitations, ses doutes, ses craintes, ses envies d'agir.

Un ouvrage où se mêle poésie et discours scientifique solide, dans lequel certains d'entre nous se reconnaîtront, tandis que d'autres s'informeront de façon très rigoureuse, que d'autres encore ouvriront peut-être les yeux. Une brique à s'offrir et à offrir pour se remettre les idées en place.

L.d.H.

Delcourt, 2012, 480 p.

Dirtday Laurie Anderson

Violoniste, chercheuse de sons, « tritureuse » de voix, Laurie Anderson est aussi une artiste qui a des choses à dire. Et dans une Amérique comme celle d'aujourd'hui, l'Amérique de l'après-11-Septembre en pleine crise, où manifeste le mouvement *Occupy* (dans lequel s'est particulièrement investie la musicienne new-yorkaise), les choses à dire ne manquent pas.

Avec son projet multimédias *Another day in America*, ou *Dirtday*, Laurie Anderson nous entraîne à sa suite dans un voyage au cœur des Etats-Unis. « *Les politiciens sont essentiellement des storytellers (raconteurs d'histoires). Ils décrivent le monde comme il est mais aussi comme ils pensent qu'il devrait être. En tant que conteuse, il me semble que c'est le bon moment de réfléchir à comment les mots peuvent littéralement créer un monde.* » Avec les morceaux de son dernier album *Homeland*, des vidéos, des paysages sonores, elle nous parle de politique, de Darwin, de son chien, du *Livre des morts* tibétain... Et fait un état des lieux de la culture de son pays, avec tristesse et humour.



Lucie Jansch

Le 29 mai à Bozar. Ce concert signera l'ouverture du festival *Troubles*, organisé aux Halles de Schaerbeek, qui s'intéresse à la performance, et explore cette année le collectif, la famille et le vivre-ensemble. Du 29 mai au 2 juin. Infos : www.bozar.be, 02 507 82 00 et www.halles.be, 02 218 21 07.

Concert

→ Les moines de Séra

Tambours, cymbales, trompes, chants : immergeons-nous un instant dans la majestueuse et mystérieuse culture tibétaine avec ce spectacle, masques et costumes compris, présenté par huit moines tibétains du monastère indien de Séra. Les fonds serviront à aider le monastère.

La veille, les moines réaliseront un mandala de sable. (A l'Espace Senghor à Etterbeek, les 13 et 14 juin. Infos : www.senghor.be, 02 230 31 40.)



Festival

→ John Irving Bozar

Monument de la littérature étasunienne, John Irving est l'auteur de livres drôles et féroces, de *Le monde selon Garp* à *L'épopée du buveur d'eau* ou *L'œuvre de Dieu, la part du Diable*. A l'occasion de sa dernière publication *In One Person* (pas encore traduite en français), portrait d'un bisexuel, il vient s'entretenir avec ses lecteurs à Bruxelles. (Le 3 juin au Palais des Beaux-Arts. Infos : www.bozar.be, 02 507 82 00.)

Festival

→ Kunstenfestivaldesarts

A l'heure de la rigueur, la culture se retrouve souvent en première ligne des coupes budgétaires. Elle devrait au

jourd'hui plaire au plus grand nombre, distraire, devenir une affaire rentable. La culture critique, engagée, est pourtant plus que jamais nécessaire. C'est de cette culture que le Kunsten veut être le reflet. Nous pourrons y voir les spectacles de grandes figures – Claude Régy, Jérôme Bel, William Forsythe –, mais aussi de créateurs peu ou pas connus chez nous. La guerre en Yougoslavie, la dictature argentine, les zoos humains de l'époque coloniale, la norme et le handicap, les relations Nord-Sud, les stéréotypes de tous poils, l'Europe... le festival va à nouveau secouer nos esprits. (Du 4 au 26 mai en divers lieux de Bruxelles. Infos : www.kunstenfestivaldesarts.be, 070 22 21 99.)



Livres

→ Le ravissement des femmes Corinne Hoex

Un prêtre subjugué des femmes de sa voix et de sa pensée brillante. Elisabeth se laisse gagner par lui et s'en rapproche jusqu'à gagner son intimité. Et brusquement, le château de cartes s'effondre, laissant apparaître à nu les artifices de la séduction et de la manipulation. Th.D. (Grasset, 2012, 200 p.)

→ Le lait de la terre Alain Bertrand

Charles est professeur et à la faveur d'un séjour campagnard, il découvre les joies de la vie paysanne aux côtés d'une productrice bio. Et, au-delà des cartes postales, les difficultés d'un monde en mutation. Il n'est pas au bout de ses surprises... Th.D. (Weyrich, 2011, 156 p.)

11 Flowers

Wang Xiao-Shuai

Petit garçon de 11 ans, Wang Han veut absolument une nouvelle chemise : il va devenir meneur lors de la séance de gymnastique quotidienne, monter sur l'estrade devant toute l'école pour montrer les mouvements. Il serait tellement plus beau avec une nouvelle chemise !

Nous sommes dans le Sud de la Chine, en 1975. La Révolution culturelle va bientôt disparaître, mais chacun surveille encore ses paroles, de peur de se voir coller l'étiquette de contre-révolutionnaire. Wang Han, lui, comme tous les enfants, pense surtout à jouer avec sa petite bande et observe les adultes de ce village construit autour d'une usine. Mais un crime va venir bousculer le cours paisible de sa vie.

Wang Xiao-Shuai (qui a notamment réalisé *Beijing bicycle*) témoigne ici de son enfance. Comme Wang Han (qui était d'ailleurs son nom d'enfant), il a vécu dans un de ces villages de la Troisième Ligne, créé de toutes pièces autour d'une usine déplacée – avec ses ouvriers – dans une région montagneuse pour la protéger d'une éventuelle attaque soviétique. Son film témoigne avec délicatesse de cette vie tout en sous-texte, où l'on s'exprime par métaphores. Il nous parle aussi de la force de l'art, de l'espace de liberté qui s'y cache, en quelques très belles scènes où le père apprend à peindre et à dessiner à Wang Han, l'éveillant à la beauté.

L.d.H.

1 h 50, dans les salles fin juin.



Les nouveaux chiens de garde

Gilles Balbastre, Yannick Kergoat

Journalistes « stars », chefs d'entreprises, « experts » médiatiques, hommes politiques... Sur la place de Paris, tous se connaissent, se fréquentent, ont été dans les mêmes écoles, vivent dans les mêmes quartiers, mangent aux mêmes tables. Et dispensent partout la même pensée unique, libérale, favorable aux « élites ».

Partant de l'ouvrage homonyme de Serge Halimi, les journalistes Gilles Balbastre et Yannick Kergoat se sont plongés dans de nombreuses heures d'archives. Ils suivent les fils unissant les uns et les autres, démontent les factices débats contradictoires, mettent en lumière les connivences, la vision du monde orientée que les médias de masse nous proposent. A coup d'exemples parfois tout à fait saisissants...

C'est féroce, drôle et désespérant. Partisan ? Certes, mais il le faut bien face à un tel mur d'unanimité dans les médias dominants. Un film salutaire, qui ne sera pas cette fois réservé aux adeptes des festivals. Donc à voir et surtout à faire voir, histoire de semer partout la conscience critique, et la revendication d'une presse vraiment indépendante et pluraliste.

L.d.H.

1 h 44. Sur les écrans à partir du 9 mai. Séances spéciales le 10 mai au Parc, à Liège, et le 11 mai au Caméo 2, à Namur.



Derrière le rideau

Botanique

Sous-titrée *L'esthétique du photomaton*, cette exposition réunit Andy Warhol et Arnulf Rainer, Thomas Ruff, Cindy Sherman et Gillian Wearing, Aragon et Lee Friedlander, Tomoko Sawada et quelques dizaines d'autres. Leur point commun ? La passion de ces petites cabines à rideau, qui en un instant vous offrent quatre fois votre portrait. Tous ont joué avec cette esthétique au format normalisé pour la transformer en œuvre d'art.

Le parcours dans cet univers est divisé en six volets. Ce sont d'abord les caractéristiques physiques – et la manière dont elles ont été utilisées – qui sont envisagées : la cabine, espèce de confessionnal, l'automatisme, puis la bande qui permet la narration. Sont ensuite abordées les questions de l'identité – qui suis-je ? qui es-tu ? qui sommes-nous ? –, le photomaton se révélant l'outil idéal pour de telles interrogations. Un voyage qui promet d'être passionnant.

Du 14 juin au 19 août au Museum du Botanique, à Bruxelles. Infos : www.botanique.be, 02 218 37 32.



Yves Tanguy, Autoportrait dans un Photomaton, ca. 1929 (c) Collection Musée de L'Élysée Lausanne

→ Congo et La bataille d'Occident Eric Vuillard

Deux récits brefs qui revisitent la colonisation du Congo et la guerre de 14-18 avec une même perspicacité enjouée. Sous la plume féroce de l'auteur, l'absurde jaillit, dénonçant jusqu'au comique les abus, la démesure et la déraison de ces conquérants. Th.D. (Actes Sud, 2012, 95 et 180 p.)

→ Ce que savent les baleines Pino Cacucci

Formidable carnet de voyage écologique, ce livre de Pino Cacucci nous emmène sur les routes de la Basse-Californie, la Californie mexicaine, de La Paz à Tijuana. Paysages époustouffants, histoires de trésors et baleines venant par milliers dans les criques jouer avec les hommes, ce voyage en mots est de ceux dont on se souvient longtemps. L.d.H. (Christian Bourgois, 2012, 178 p.)

Expo



Claude Lévêque - simulation

→ Openairs Triennale d'art public

Ça gonfle dans le centre de Liège ! Des sculptures étonnantes vont jaloner les places et les rues, toutes gonflables. Johan Muyle a réuni autour de lui ORLAN, Elvis Pompilio, Claude Lévêque et d'autres pour créer ces œuvres souvent critiques, parfois drôles. Laissez-vous surprendre ! (Du 12 mai au 30 septembre dans le cœur historique de Liège. Infos : www.openairs.be, 04 232 87 53.)

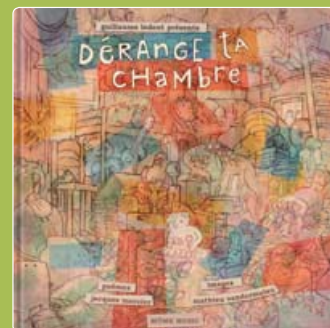
Musique enfants

→ Bleue Geneviève Laloy

Brodant sur le thème de l'eau, Geneviève Laloy sort un troisième album à destination des petits (et des plus grands). Des cordes, des cuivres, du piano, des pirates ou Ali Baba, du jazz matiné de folk ou d'accents latinos. C'est à la fois joyeux et malin. (Infos : www.genevivelaloy.be)

→ Dérange ta chambre Guillaume Ledent

Du pop-rock français pour tous, de 7 à 77 ans. Le chanteur belge Guillaume Ledent a imaginé un livre-CD – qui associe ses chansons aux poèmes de Jacques Mercier et aux illustrations de Mathieu Vandermolen – ainsi qu'un spectacle remuant et pas du tout mièvre pour les



enfants et leurs parents. Des histoires de bêtises à gogo, quelques monstres, une sœur casse-pied et une grand-mère qui s'y perd... Ça sautille et ça rigole ! (Sortie le 21 mai. Concert le 17 juin au Magic Mirror à Bruxelles. Infos : www.guillaumeledent.be)



Lointain souvenir de la peau

Russell Banks

« Il y a quelque chose dans notre civilisation en général qui s'est modifié au cours des dernières années, et ces hommes-là sont comme le canari dans le puits de la mine, ce sont les premiers d'entre nous à réagir à la modification (...). » Le Professeur, outremangeur obèse et au QI gigantesque, génie universitaire, sociologue, s'intéresse de très près à ces hommes-là : délinquants sexuels, pédophiles, ils sont condamnés à la fois à rester dans le comté où ils ont été jugés, et à ne pas s'approcher à

moins de 760 mètres d'un lieu fréquenté par des enfants. A Calusa, Floride, seul le dessous d'un viaduc répond à ces critères. S'y entassent des hommes de tous âges, de toutes origines, devenus clochards, munis d'un bracelet électronique à recharger quotidiennement.

Parmi ces parias absolus, le Kid, jeune homme de 21 ans, toujours vierge et condamné pour délinquance sexuelle, accompagné de son seul ami, un iguane nommé Iggy. Enfant peu ou prou ignoré par sa mère, de père disparu, totalement solitaire et réfugié dans l'addiction à la pornographie sur Internet, il va passionner le Professeur, qui veut expérimenter avec lui ses théories sociologiques. Mais l'enseignant-chercheur n'est pas seulement ce qu'il paraît...

Les deux hommes vont ainsi échanger, s'interroger, se manipuler, en une fiction qui nous questionne sur les dérives de notre société, sur ce que nous faisons à et de nos enfants, sur nos préjugés, sur ce qu'est la vérité...

Avec toujours le même talent, Russell Banks nous offre une vraie réflexion sociale, politique et morale, à travers ce roman passionnant sur les marges de notre monde – si révélatrices de celui-ci.

L.d.H.

Actes Sud, 2012, 444 p. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre Furlan.



Ce qu'il advint du sauvage blanc

François Gardé

Voici un roman qui ne passe pas inaperçu dans le flot des parutions. Jugez plutôt : au milieu du 19^e siècle, Narcisse Pelletier, jeune matelot sur un navire français, est abandonné sur une plage d'Australie par ses compagnons de voyage. La panique passée et l'espoir qu'on vienne le rechercher perdu, il tente de survivre. A bout de

forces faute d'eau et de nourriture, il est recueilli par une habitante de l'île qui le ramène dans un petit village. Dix-sept ans plus tard, il est embarqué à bord d'un bateau de passage puis pris en charge par un Français qui entreprend de le ramener à la civilisation et à son pays. Pour constater qu'il a perdu l'usage de sa langue et des principes de la culture occidentale. Inspiré d'une histoire vraie, ce récit prend à rebours les idées reçues sur l'éducation et induit le doute sur l'universalité et l'intangibilité des valeurs. Ici, ce sont les pratiques de l'île sauvage qui ont pris le dessus, effaçant celles reçues de l'éducation première et, surtout, la langue maternelle. De quoi remettre sérieusement en question les grandes certitudes des Etats coloniaux et donner du fil à retordre à Robinson... Un roman puissant et captivant qui fait la part belle au plaisir de la fable et qui bouscule les fondements du concept de développement.

Th.D.

Gallimard, 2012, 327 p.

Nashville Chrome

Rick Bass

Poplar Creek, sud de l'Arkansas. Au fond des bois, une scierie, où grandissent Maxine, Jim Ed et Bonnie, les trois aînés de Floyd Brown, père alcoolique trop peu attentif, et de Birdie, mère aimante jusqu'à l'aveuglement. Comme presque tout le monde alors, ils chantent. Mais ces trois-là ont des voix splendides, s'accordent en parfaite harmonie, et entament une carrière, faite d'abord de tournées un peu minables, où ils sont arnaqués par un producteur malhonnête, avant de rencontrer le succès. « Le groupe américain préféré des Beatles », amis d'un certain Elvis – qui sera l'amoureux éconduit de Bonnie – a connu la gloire dans les années 50-60, avant de se séparer, sa musique country vaincue par le rock'n'roll.

Rick Bass nous fait redécouvrir leur histoire, alternant le récit de leur parcours avec celui de Maxine aujourd'hui, vieille dame solitaire qui a renoncé à l'alcool pour ne rien rater de la fin de sa vie, furieuse d'avoir été oubliée, et qui trouve un jeune cinéaste de douze ans pour filmer son témoignage et la rendre enfin au public. Avec son écriture puissante qui sent bon les bois, la nature, l'Amérique profonde, Rick Bass nous transmet toute sa tendresse pour ces personnages qui, chacun à sa manière, auront bataillé à leur façon avec le succès et sa disparition. Il nous raconte en passant la destruction de l'environnement qui fut le berceau de ces voix. Un très beau livre, tout simplement.

L.d.H.

Christian Bourgois, 2012, 374 p. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Anne Rabinovitch.



Les promeneurs

Marc Pirlot

Troisième ouvrage de l'auteur, ce roman bref ne laisse pas de résonner quand on le referme. Il narre l'histoire d'un homme endeuillé par le décès de sa compagne suite à une agression. Christophe ne parvient pas vraiment à refaire surface lorsqu'il s'installe dans une cité de logements modestes en région liégeoise. Il a

besoin de faire le point sur son passé, son enfance sans affection, une famille avec laquelle il ne peut plus compter tant il a été déçu. Dans cette misère relationnelle, son amour avec Nassima avait l'éclat précieux de l'exception. Aussi se raccroche-t-il à ce qui peut l'en rapprocher, notamment son fils qu'il tente de rencontrer. Entre eux, l'apprivoisement est progressif, mais une forme de complicité s'organise. Christophe lui offre refuge, des repas sont pris, puis des loisirs communs. Une moto est achetée, qui permet des promenades. Jusqu'au jour où le destin s'en mêle à nouveau. Marc Pirlot cultive un art subtil de dire ces choses intimes et fortes avec une économie de moyens qui laisse admiratif. Ses héros côtoient le pire dans une émotion contenue qui dicte les mots justes et va à l'essentiel. A une époque où l'on pratique volontiers le superlatif pour dire la douleur, l'exercice mérite d'être salué.

Th.D.

Murmures des soirs, 114 p.

Cadeau : 3 x 2 places

LE TEST
DE LUKAS BÄRFUSS
DU 8 MAI AU 2 JUIN 2012 à 20H30



THEATRE DE POCHE

L'équilibre d'une famille menacé par
... un test de paternité !

POCHE.BE

Imagine offre 2 places pour ce spectacle aux trois premières personnes qui souscrivent un nouvel abonnement au magazine et qui en font la demande.
(Offre réservée aux nouveaux abonnés et aux abonnements cadeaux).



Les marchands de doute

Naomi Oreskes et Eric Conway

Comme la société mondiale est vulnérable ! La preuve avec cette enquête qui démonte la mécanique mise au point depuis des décennies par les grands lobbies (du tabac, de l'énergie...) pour, à coups de milliards de dollars, semer le doute sur la nocivité de leurs activités. La méthode est toujours la même : engager de soi-disant « experts indépendants », nier les preuves scientifiques, puis semer la confusion en profitant de la naïveté et/ou de la complaisance des médias qui aiment, n'est-ce pas, dans les controverses de nature scientifico-politique, donner la parole aux deux parties. Quitte à ce que l'une d'elles raconte à peu près n'importe quoi. Comme Claude Allègre sur le climat par exemple, lorsqu'il cite des articles qui n'existent pas, invente des scientifiques, déforme les courbes qu'il reproduit...

On a vu cette machinerie à l'œuvre pour le tabac, le DDT, l'amiante, les substances chimiques destructrices de la couche d'ozone... L'objectif final étant de créer le doute pour continuer à faire son beurre, et empêcher ou retarder le plus longtemps possible toute réglementation protégeant les écosystèmes et les populations. L'important travail de fourmi réalisé par les auteurs américains, tous deux historiens des sciences, contribue à jeter une lumière crue sur ces stratégies aussi trompeuses qu'occultes. Et donc à renforcer la démocratie. ■ A.R.

Le Pommier, 2012, 524 p.



La tentation du bitume

Eric Hamelin et Olivier Razemon

« Où s'arrêtera l'étalement urbain ? », s'interrogent les auteurs. « Face à la tentation du bitume, on est tenté de céder à l'accablement, répond l'architecte et urbaniste Roland Castro, dans la préface. Pourtant (...), chacun a le devoir de considérer nos villes comme le lieu possible d'une utopie concrète. Un nouveau rapport

ville/nature est à construire, le long de limites franches et dans une valorisation mutuelle de leur identité respective. »

C'est à quoi s'emploie cet ouvrage, qui analyse les causes et les enjeux de l'étalement urbain. Alors, quelles sont les solutions ? Les auteurs en pointent quatre : superposer les usages (« empiler » bureaux, parkings, hangars et usines), rafraîchir la ville (améliorer l'habitat collectif, favoriser l'habitat groupé ou participatif, relever le niveau des bâtiments, vivre au pied, à vélo et dans les transports en commun), rafraîchir la ville (améliorer l'habitat collectif, favoriser l'habitat groupé ou participatif, relever le niveau des bâtiments, vivre au pied, à vélo et dans les transports en commun), rafraîchir la ville (améliorer l'habitat collectif, favoriser l'habitat groupé ou participatif, relever le niveau des bâtiments, vivre au pied, à vélo et dans les transports en commun), rafraîchir la ville (améliorer l'habitat collectif, favoriser l'habitat groupé ou participatif, relever le niveau des bâtiments, vivre au pied, à vélo et dans les transports en commun).

« Les admonestations, les incitations, les lois et les projets innovants ne suffiront pas à limiter le gaspillage d'espace », estiment les auteurs. Et si les crises qui se profilent donnaient lieu à un sursaut brutal mais inespéré ? ■ A.R.

Rue de l'Echiquier, 2012, 224 p.



Le cohabitat

Rec. nstruis ns des villages en ville



Le cohabitat. Reconnaissons des villages en ville !

Matthieu Lietaert

Stressante, la vie en ville ? De plus en plus isolée ? Pour retrouver une qualité à ce « vivre-en-ville », le cohabitat est assurément une solution intéressante. De 15 à 35 familles, avec chacune son appartement ou sa maison privée, mais partageant divers espaces communs, salle pour les repas, salle de jeux, atelier, buanderie, et surtout du lien, des services, un projet de vie. L'ouvrage de Matthieu Lietaert veut être un outil pour tous ceux qui désirent à leur tour se lancer dans l'aventure, ou simplement s'y intéresser : témoignages et réflexions de fondateurs de divers cohabitats aux Etats-Unis, au Danemark, en Grande-Bretagne, en Suède, aux Pays-Bas ou en Belgique, conseils sur comment choisir son architecte, comment démarrer un projet, comment permettre au groupe d'avancer, de prendre des décisions... Un vrai guide pour tout cohabitant en herbe, et qui donne envie de s'y mettre ! ■ L.d.H.

Couleur livres, 2012, 153 p. Un dvd accompagne le livre.



Le socialisme gourmand

Paul Ariès

Animateur du mouvement de la décroissance en France, Paul Ariès nous invite à réfléchir avec lui à une gauche du désir, qui chanterait la vie, à un écosocialisme. Un nouveau socialisme qui s'inspirerait heureusement du « bien-vivre » de l'Amérique du Sud, (re)lié aux milieux populaires. Réflexion politique, invitation à multiplier les expériences sociales – notamment celles qui s'inspirent de riches idées du passé (socialisme municipal, coopératives, etc.) –, à retisser du lien, l'ouvrage de Paul Ariès milite pour le plaisir de l'insurrection positive. Et nous appelle à construire une nouvelle gauche antiproductiviste et gourmande. Un livre remue-ménages incitant à la créativité. ■ L.d.H.

Découverte, 2012, 218 p.

L'écologie en 600 dates

La revue Silence

A l'occasion de ses 30 ans, la revue française Silence publie un inventaire des « multiples chemins de l'écologie ». Rédigé avec l'aide d'une soixantaine de contributeurs, L'écologie en 600 dates est une compilation commentée des livres, des films, des personnalités, des mouve-



ments, des combats, des alternatives de toute nature qui, « de la naissance de l'acupuncture au scandale des gaz de schistes, ont joué un rôle dans la construction d'un nouvel imaginaire ». Le chemin vers une société écologique se fait bien sûr en marchant. Voici une belle manière de le baliser. Pour écrire l'histoire et construire l'avenir. ■ A.R.

Silence et Le Passager clandestin, 2012, 84 p.



Vraiment durable

Revue saisonnière

Une nouvelle revue consacrée à l'approfondissement de la notion de développement durable est née en France. Son objectif : « Nourrir intellectuellement cette notion par des approches issues du monde de la philosophie, de la science, de la culture et de la création. »

Bettina Laville, fondatrice du Comité 21, qui fédère quelque 460 organisations qui accompagnent le développement durable en France, en est la directrice de rédaction. Au sommaire du numéro 1 : « Penser le développement durable », comprenant notamment de longs entretiens avec Dominique Bourg sur « La philosophie durable » et Daniel Cohn-Bendit sur « Le développement durable, une utopie plausible ». ■ A.R.

Victoires éditions et Comité 21, 2012, 160 p.

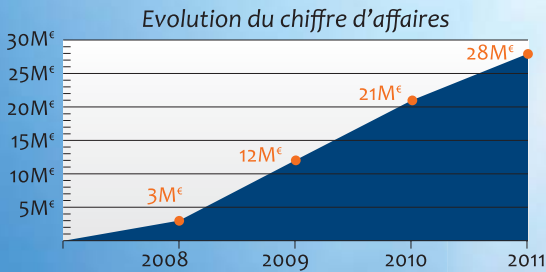
Les partenaires d' imagine



Nous ne sommes pas N°1 par hasard !



1^{ère} société belge photovoltaïque cotée sur la bourse NYSE Euronext Paris (code MLGES)



WIN-WIN
Investissez minimum 3.200€ et gagnez 27.000€ d'électricité !

Le seul système tiers investisseur ne nécessitant pas d'emprunt !

Notre expérience mérite votre confiance !

De plus en plus souvent, nous sommes amenés à rencontrer des anciens clients très contents de leur installation photovoltaïque produisant plus d'électricité que prévu et qui, au vu de leur entière satisfaction, nous recommandent auprès de leurs voisins, famille et cercle d'amis...

GE4S est en route pour une croissance exponentielle car le marché du PV n'est vraiment qu'au commencement et notre société, devenue n°1 du marché photovoltaïque en Wallonie avec plus de 100 collaborateurs, ne compte pas s'arrêter en si bonne voie...

Certains d'entre eux nous ont également accordé leur confiance en devenant, depuis 2009, actionnaires de GE4S et ils se réjouissent tout autant de leur investissement.

GE4S partenaire de Philippe Gilbert : Les champions du photovoltaïque !



La meilleur est encore à venir !

Sessions d'informations tous les mardi et jeudi dans nos showrooms. Plus d'infos sur notre site www.ge4s.be



Rue Porte Basse, 3
 6900 Marche
 Tél.: 084 22 29 09
 Fax : 084 22 29 08

N°Vert 0 800 32 232
Contactez-nous !

Une révolution dans le photovoltaïque !

Egalement à Grez-Doiceau, Casteau et Gerpennes
www.ge4s.be | info@ge4s.be

PARA | ELE

9^{ème} Salon
 des médecines douces
 du bien-être
 de l'ésotérisme
 et du psychisme

Edition Printemps

12 & 13
Mai 2012

Samedi & Dimanche : de 10h à 19h



www.natural-selection-clothing.be

eerlijk en ecologisch
natural selection
 ecologisch & eerlijk

Notre boutique de vêtements et chaussures bio-équitables pour femmes, hommes et enfants

du mardi au samedi de 10h à 18h

Chaussée de Waterloo 616
 1050 Bruxelles (Bascule)
 Tél. et fax: 02 345 10 88
natural.selection@skynet.be

